ROBIN DES BOIS
35 rue du Bourg Tibourg
75004 Paris
Téléphone : (1)
48.04.95.78
15 rue Ferdinand Duval
75004 Paris
124 rue Jean Jaurès
29200 Brest
Téléphone : 98.80.60.36

N° 27
MAI/JUIN 1995
20 F

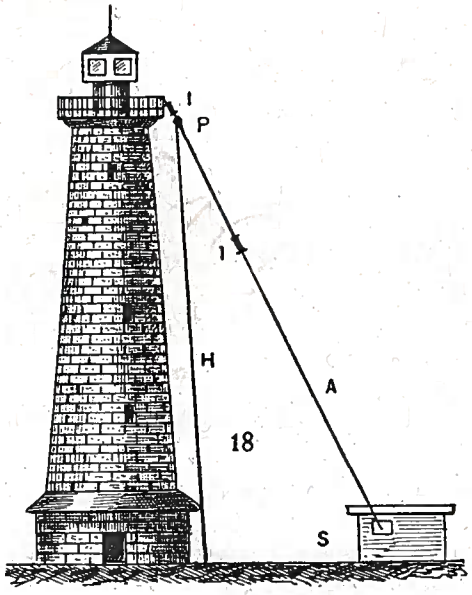
ROBIN DES BOIS

Trimestriel

LA FLÈCHE

2 PHARES ET BALISES
3 ROBIN DES BOIS, VEILLE ET DEUIL
4 TGB: LE LIVRE DE LA JUNGLE
8 BOIS TROPICAL DANS LES VILLES
11 ESTONIA ET COMPAGNIES
12 LES VASES DE NOS CÔTES
15 POINTS NOIRS
18 CARNETS DE VOYAGE
21 REVUE DE STRESS
25 AU XIXe SIÈCLE
31 CONVENTION DE WASHINGTON
36 LES SŒURS SIAMOISES DU NUCLÉAIRE
39 LI PENG EN TRAVERS DES TROIS-GORGES
41 LES ÎLES SPRATLEYS
42 LIVRAISON D'ARMES: LE SEGMENT MARITIME
45 LOBOV, LA HAGUE ET LA SECTE
46 LE RETOUR DU MONSTRE
48 CHERBOURG EN RADE
51 BALEINES À L'ARCTIQUE DE LA MORT

PHARES ET BALISES



PHARE: "Vois tu ce feu lointain trembler sur la colline, par la main de l'amour, c'est un phare allumé."
Lamartine

BALISE: Tout ouvrage destiné à indiquer les dangers que présentent une passe, un port, une rivière. Pour le temps de brume, ou pour la nuit, on peut les munir de signaux sonores, ce sont souvent des bouées mouillées avec des ancres ou des crapauds.

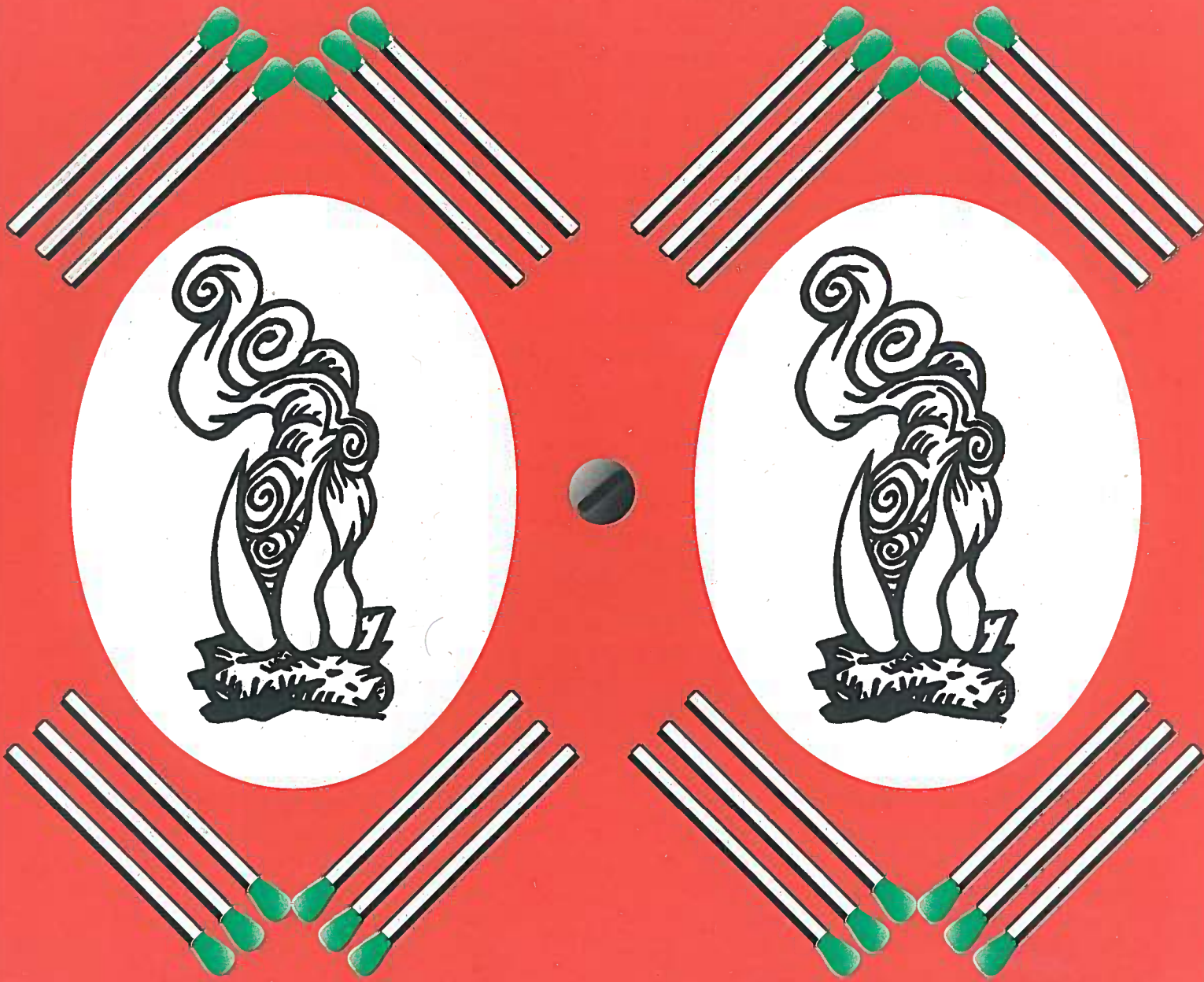
OBJECTIF: développer le service des Phares et Balises.

Les gardiens de phare protestent contre l'automatisation, le remplacement systématique des hommes par un réseau informatisé et la désaffectation des phares et de leurs bâtiments de servitude.

Le Service des Balises proteste contre la priorité accordée par l'État à la navigation "tout électronique" au détriment du visuel. La flotte des baliseurs chargés de la maintenance des balises se réduit. Par mer forte, il sera impossible d'aller rechercher les grosses balises en détresse, comme la bouée-phare du rail d'Ouessant à Noël 1994.

Paris s'y intéresse moins qu'aux employés de la RATP. Pourtant, si les 3315 feux du littoral français et corse s'éteignaient cette nuit, les voies maritimes seraient paralysées et les naufrages se multiplieraient, avec des conséquences dramatiques pour les équipages et l'environnement marin.

ROBIN DES BOIS



DIX ANS DE VEILLE Robin des Bois, association de protection de l'homme et de l'environnement a été créée le 20 juin 1985.

UN AN DE DEUIL Le 4 mai et le 3 juin 1994, Robin des Bois a perdu deux fondateurs: Omar Faye et Marlène Kanas. Marlène était directrice de la Flêche.

"Et s'il n'est pas de plus haut bonheur que dans la coïncidence d'un amour et d'une grande espérance humaine, il n'est probablement de pire malheur que lorsque l'abandon vient tout vous ôter de ce qui l'instant d'avant était encore le plus charnellement proche de vous, jusqu'aux vastes horizons que la pensée croyait embrasser "

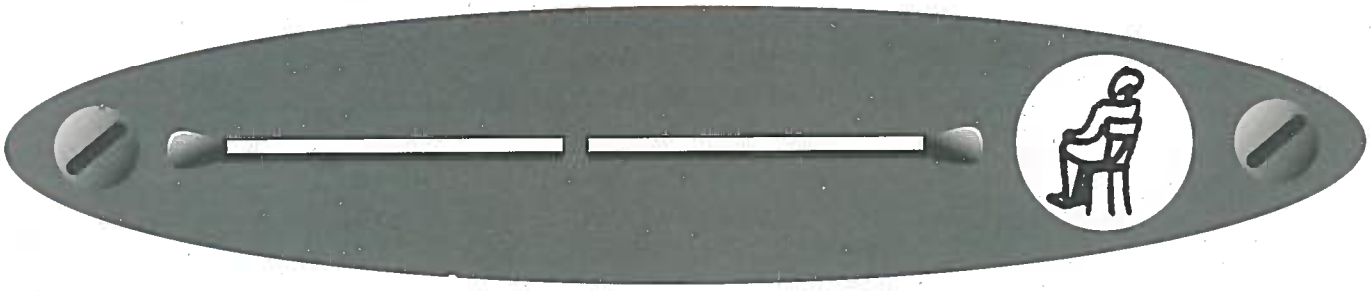
Olivier Rolin "Port-Soudan"

TGB: LE LIVRE DE LA JUNGLE

Padouk en faux plafonds, okoumé en volets, ipé en esplanade et en emmarchements, doussié en placage. L'emploi forcené des bois tropicaux à la Très Grande Bibliothèque de France, à Paris, relève de la provocation et de la propagande. Il est en infraction avec toutes les orientations du Sommet de Rio, qui, au niveau politique le plus élevé de la communauté internationale, a reconnu l'urgence de réaliser un inventaire de toutes les richesses et ressources de la terre et de l'humanité, puis d'en assurer une gestion raisonnable, dite durable.

Signée par 124 gouvernements, La Déclaration de Principe sur les Forêts, tout en affirmant l'importance écologique et économique des forêts, met en avant la reconnaissance et le respect de l'identité de la culture et des droits des populations autochtones. L'étude du Massachusetts Institute of Technology réalisée en 1991 montre que sur 6000 langues parlées dans le monde entier, 3000 sont en train de disparaître, faute d'enfants pour les pratiquer.

Cette terrible désertification culturelle touche sévèrement l'Amazonie et l'Afrique. En imposant des choix strictement basés sur des critères politiques ou économiques, les concepteurs de la TGB en ont fait une exposition coloniale. Ils ont ainsi apporté une contribution importante à l'affaiblissement des peuples forestiers. L'intelligentsia française, cette faune consanguine et replète, pour qui les Concours d'Orthographe font office de Sommet de la Culture et dont l'un des seuls points d'honneur est de ne pas écorcher l'appellation des crus bourguignons, bordelais ou ligériens, n'a rien compris.



LA CAMPAGNE DE ROBIN DES BOIS

Automne 1992- printemps 1993:

3000 pétitions sont envoyées à M. Lang, Ministre de la Culture, lui demandant de réexaminer l'option ipé pour la TGB.

Décembre 1992:

Entrevue avec M. Jamet, directeur de la TGB. Celui-ci affirme notamment que tous les bois à l'intérieur de la TGB seront d'origine européenne.

Novembre 1993:

Inauguration du premier escalier en ipé, avec une banderole "Boycott du Bois Tropical" et de la peinture rouge.

Décembre 1993:

Occupation dans le port de Nantes d'un bateau hollandais chargé de 400 m³ d'ipé pour la TGB.

Janvier 1994:

Une banderole est déployée sur le balcon du Ministère de la Culture, transformé en 'Ministère du Bois Tropical'! Prolongation des colonnes Buren.

Janvier 1994: Action Tipi. Manifestation lors de l'inauguration du nouveau pavillon d'information de la TGB dont la palissade est en iroko, une essence surexploitée d'origine africaine. M. Toubon, nouveau ministre de la culture, ne se montre guère plus coopératif avec Robin des Bois que son prédécesseur.

Mars 1994:

Démantèlement de la palissade en iroko.

Hiver 1994:

Enquête mondiale sur les villes qui réglementent ou interdisent l'usage des bois tropicaux dans les édifices publics.

Hiver 1994:

Signature par de nombreuses organisations écologistes à Fort Lauderdale, dans le cadre de la 9ème réunion pléniere de la Convention de Washington portant sur le commerce international des espèces végétales et animales menacées d'extinction, d'une lettre priant le maire de Paris d'éviter l'usage du bois tropical dans sa ville.

Décembre 1994:

Estampillage des bancs en ipé des Champs-Élysées à Paris.

Mars 1995:

Estampillage de la place des Célestins à Lyon et de ses 3000 m² de plancher en ipé.

VANDALISME AU BRÉSIL

Le volume d'ipé brut nécessaire pour l'esplanade de la TGB est de 5600 m³. L'ipé adulte est isolé dans la forêt. Sa densité est en moyenne d'un sujet pour 10 hectares de forêt, et il fournit environ 10m³. Toujours aussi pertinent en matière de foresterie, M. Jamet (ex directeur de la TGB) affirme: "on va exploiter 4000 hectares. Ça ne veut pas dire qu'on va les détruire! Nos 4000 malheureux hectares sont une goutte d'eau ". Selon les estimations du CIRAD, 15000 hectares de forêt vierge ont été "exploités" pour recouvrir une esplanade parisienne de 6 hectares. Contrairement à ce que prétend M. Perrault, architecte de la TGB, l'ipé n'est pas un arbre commun, ni un arbre communément employé.

Seulement deux utilisations sont connues, aux États-Unis: à Atlantic-City et dans un zoo à New-York. Cet usage new-yorkais de l'ipé est antérieur à l'interdiction générale de l'usage des bois tropicaux dans les édifices publics de l'État de New-York, entrée en vigueur le 26 mars 1991. Dans l'état du Para, premier exportateur brésilien de bois d'Amazonie, 665663 m³ ont été débités en 1993, parmi lesquels seulement 5248 m³ d'ipé. Le chantier de la TGB a donc mobilisé plus que la production annuelle d'ipé.

Les exportateurs d'ipé en France sont implantés dans le Para et exploitent aussi le mahogany (Swietenia macrophylla). L'illégalité de l'exploitation du mahogany (94588 m³) y est attestée par l'IBAMA (Instituto Brasileiro de Meio Ambiente e Recursos Naturais). L'industrie forestière dans cet état s'assimile au banditisme: extraction illégale dans les réserves indiennes, notamment des Kayapo, recrutement de milices armées, incendie des antennes locales de l'IBAMA, vols d'arbres par des compagnies fantômes échappant à tout contrôle, embauche des mineurs recrutés à 1000 km du site d'exploitation, pris en charge, "logés" et endettés dés le départ vis à vis de leur "propriètaire", falsifications de factures et fausses déclarations d'abattage.

C'est dans ce paradis fiscal et social que la TGB est allée chercher son ipé et que la filiale brésilienne du grand industriel et distributeur français Lapeyre s'est installée. En toute logique, cette filiale s'appelle "Eldorado".

Avec cette esplanade en bois, l'architecte a voulu créer "un espace d'humanité et de sérénité". Bien vu! De plus, disait-il, "le bois va se patiner avec le temps, comme le dos d'un livre relié en cuir". En fait, au bout de deux mois d'exposition au climat parisien, le bois d'ipé est passé du roux au gris béton que l'architecte, véritable caméléon médiatique, qualifie de "gris cendré."

VANDALISME AU CAMEROUN

Le Cameroun est le premier exportateur de doussié. Le doussié est utilisé dans la TGB pour les parquets, les placages, les dalles de caniveaux, l'habillage intérieur du béton. Le Cameroun a pour ambition de devenir le premier exportateur africain de bois en l'an 2000. La production annuelle devrait alors être de 4 millions de m³.

Le principal exploitant est la SFID (Société Forestière Industrielle de la Doume) filiale de Rougier. Les conflits territoriaux au Cameroun se règlent par des dons de planches aux chefs de village ou par la création de vagues terrains de football. Néanmoins, les pétitions contre les coupes anarchiques des forêts se multiplient, d'autant plus que les promesses faites au cours des palabres ne sont pas tenues, comme l'aménagement de salles de classe, de cases de santé et le respect d'un périmètre de protection de 50 km autour de chaque village, notamment pour l'abattage des moabis, arbres vénérés dont la pulpe des fruits et l'huile dite de karité extraite des graines assurent les besoins nutritionnels et économiques des autochtones.

Pour apaiser les esprits et assurer la pérennité de l'industrie française expatriée mais enracinée au Cameroun, le Ministère de la Coopération de la République française a proposé et imposé le concept d'Aménagement Pilote Intégré (API). Le premier API est mis en oeuvre dans la région de Dimako. Un document interne de Rougier établit clairement que l'objectif est "de garantir un approvisionnement pérenne et rentable, de mettre à disposition un massif forestier peu éloigné des industries de transformation, d'élargir la gamme des essences utilisées, de rechercher des marchés solvables et une souplesse des chantiers permettant de suivre au plus prés une évolution des marchés très rapides, et de fixer l'agriculture itinérante dans les zones périphériques du massif principal ..."

Évidence: la SFID a été choisie pour piloter le projet. L'un de ces actionnaires est le fils du Président de la République ... française, M. Mitterrand.

Négligence: les peuplements adultes de moabi, de sipo, de sapelli, de doussié sont désormais rares dans les provinces du centre et du sud du Cameroun. Le comité hollandais de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature, peu suspect de catastrophisme, estime que le manque d'information et l'obscurantisme organisé a longtemps fait croire que la déforestation en Afrique n'avait pas les mêmes effets pervers qu'en Amazonie ou au Sarawak. Malheureusement, ce n'est pas le cas et le Cameroun en est un bon exemple.

VANDALISME AU GABON

110 000 m² de placage d'okoumé sont utilisés en double placage des volets intérieurs de la TGB. Exploité dés 1898, le gisement côtier d'okoumé, d'accès facile et d'exploitation rentable grâce à l'évacuation par flottage des billes de bois, est aujourd'hui épuisé. Les peuplements résiduels, désormais inexploitables par les compagnies françaises Rougier et Leroy, font depuis quelques années l'objet de coupes familiales. Les deuxième et troisième zones sont d'un accès difficile. Les peuplements d'okoumé sont moins homogènes et le percement des forêts par le chemin de fer transgabonais et par les routes de débardage exigent de gros moyens logistiques et financiers qui excluent la gestion en "bon père de famille" et favorisent le pillage de toutes les ressources naturelles, y compris de la faune.

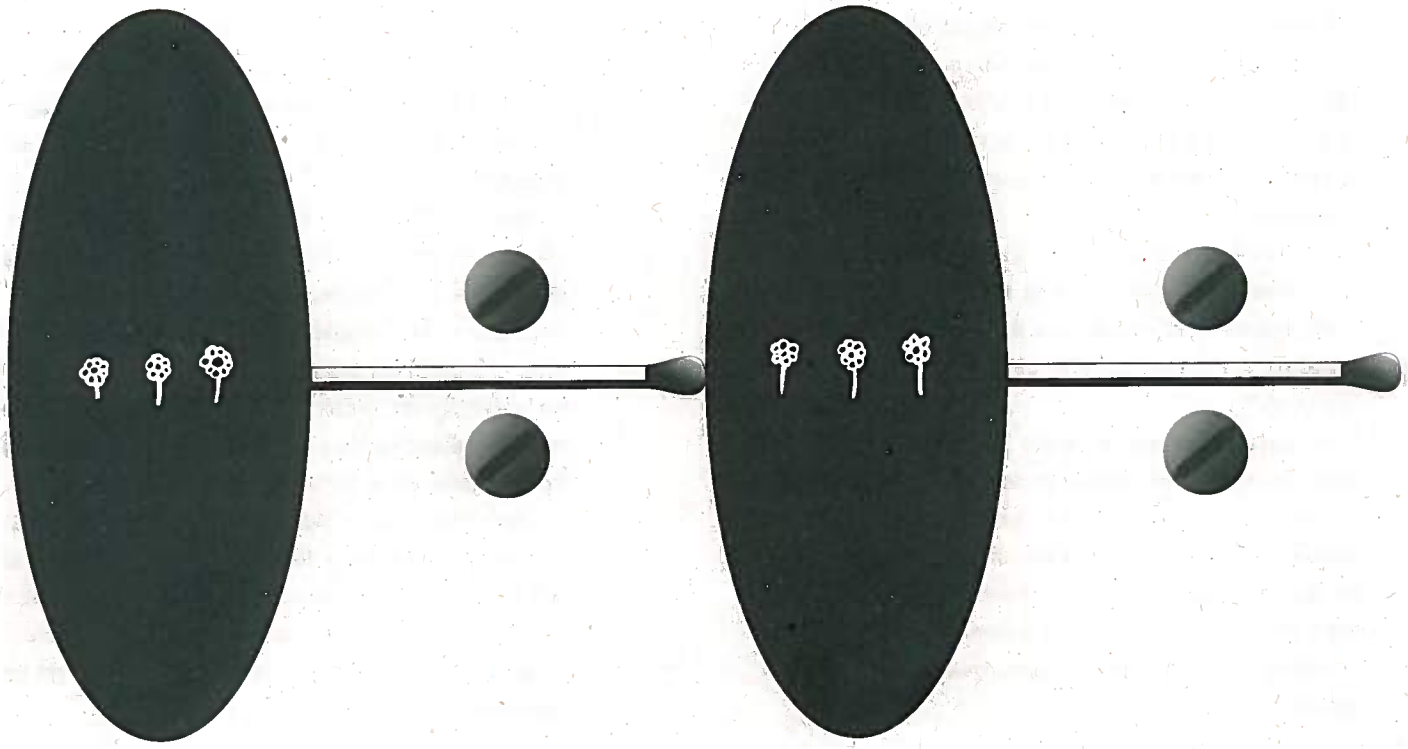
La région de Makokou, avec la réserve du plateau d'Ipassa et les chutes de Mingouli sur le fleuve Liboumba, est désormais menacée par les concessions forestières accordées à la compagnie Rougier. Les forêts de plaines et de montagnes abritent des éléphants, des chimpanzés, des gorilles, des mandrills. Plus à l'Ouest, entre Makokou et Lambarené, prés de la réserve de Lope Okanda, la forêt des Abeilles est exploitée par Isoroy-Leroy-Gabon qui fait du contreplaqué avec le bois d'okoumé. La densité d'okoumé exploitable y est de 1,6 par hectare. Avec l'aide de Pro Natura International*, que les écologistes brésiliens appellent "Pro Forma International", Isoroy a lancé sur le marché européen le label "Eurokoumé". Cette auto-certification garantit une auto-promotion de l'exploitant mais ne pourra pas éviter la fuite ou la disparition d'une antilope spécifique, la céphalophe du Gabon, et du singe à "queue de soleil", espèce rare et seulement identifiée en 1984. Sous la coupe de Pro Natura, des directeurs de recherche du CNRS (Conseil National de la Recherche Scientifique) font l'inventaire des dégâts. "Bien entendu, le dommage subi par la faune et la flore mérite d'être mesuré au fil des ans". Voila au moins un domaine où le CNRS ne manquera pas de budgets.

* Pro Natura International, totalement financée par des industriels du bois ou de la chimie, se présente comme une ONG dont l'objectif est de "sauver les forêts tropicales pour et avec les hommes". Elle a dix antennes à travers le monde. Son trésorier est le PDG d'une société française d'assurance, le Blanc de Nicolay.

VANDALISME EN NORMANDIE

La forêt intérieure a déterminé le choix du projet. Elle a conquis le Président Mitterrand. Mais les coquetteries de l'architecte coûtent cher: 50 millions de francs pour l'aménagement de ce stand minable où 120 à 130 pins sylvestres adultes haubanés pataugent dans un sol mal drainé. Il était prévu rien de moins qu'une forêt de Fontainebleau naine et idéale. Une idée dont seuls les chercheurs de bas étage et de haut niveau pourront profiter. Cette histoire de pins sylvestres est édifiante. Le complot s'est joué à l'ouest de Paris dans la forêt normande de Bord, sur les contreforts de la Seine.

Le front d'une carrière (la SNEC) s'approche dangereusement de la lisière de la forêt domaniale de Bord, magnifique massif de hêtres, de bouleaux, de pins, transpercé par l'autoroute de l'ouest, une forêt périurbaine entre la mégapole parisienne et le pôle indus-

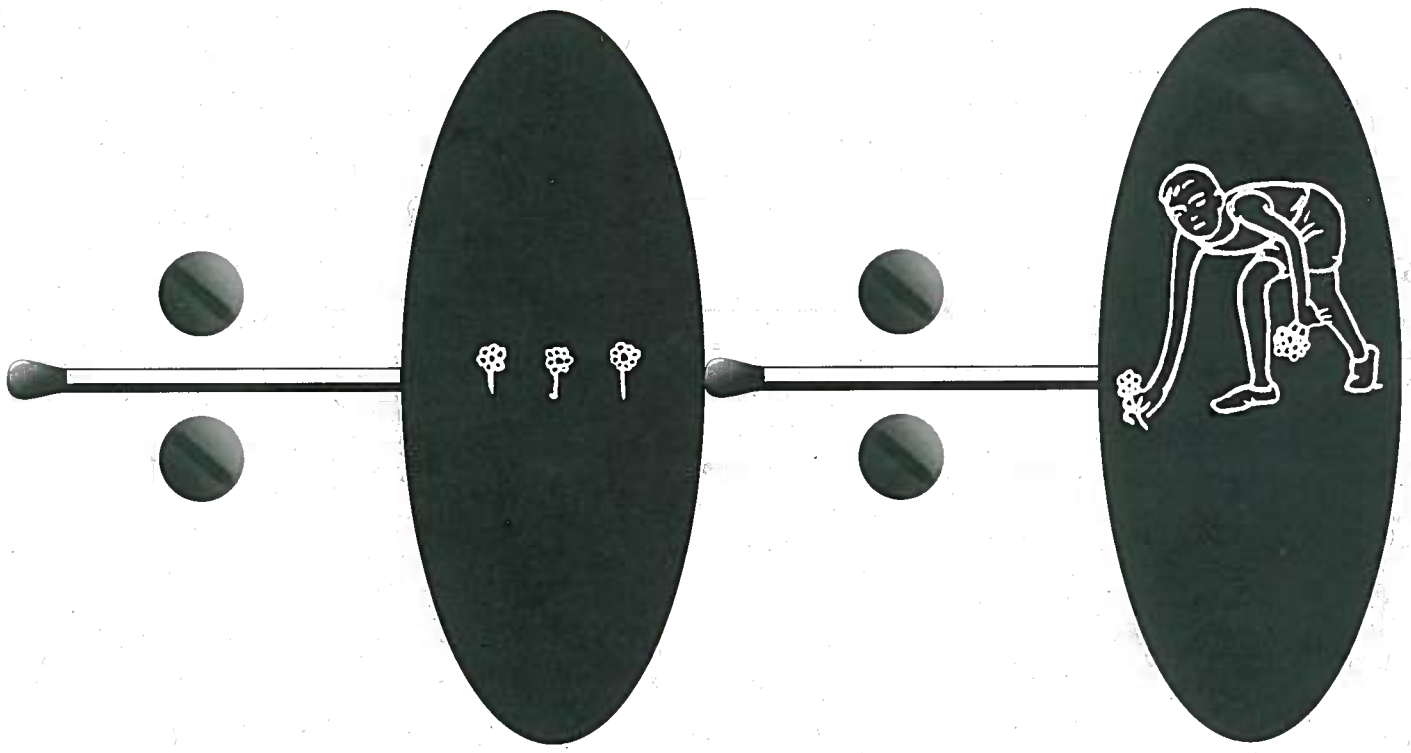


triel du grand Rouen. En 1990, M. Perrault s'avise qu'il n'y a pas de pins sylvestres adultes typiques de la forêt de Fontainebleau disponibles en pépinières. En 1991, des contacts sont pris avec l'Office National des Forêts de Basse Normandie qui propose (c'est une première en France) de vendre sur pied 150 pins sylvestres, 100000 francs hors taxe le sujet. Les forestiers désignent une parcelle de 8 hectares, en lisière de forêt, où l'architecte pourra sélectionner sur pied les sujets les plus intéressants. 150 arbres adultes sont élus, cerclés, transplantés sur une parcelle préalablement coupée à blanc à l'intérieur de la forêt. Ils y seront gardiennés, irrigués, phytosanitarisés, pendant trois ans jusqu'à leur départ vers Paris. En 1992, la parcelle originelle de 8 hectares est vendue à l'exploitant de carrière qui grignote un peu plus la forêt domaniale de Bord.

Mais la forêt de Fontainebleau du 13ème arrondissement de Paris a du plomb dans l'aile. Les rochers, les fougères et les sous-bois qui devaient être déménagés de Fontainebleau à Austerlitz ne subiront pas ce stress. "Pour tout un tas de raison" dit le paysagiste de la TGB "mais notamment parce que les rochers et les centaines de haubans qui tentent de stabiliser les pins sylvestres à force de réglages quotidiens auraient fait mauvais ménage". Avant l'inauguration, des milliers de plants de bruyères et de jonquilles poussés en serre sont précipitamment plantés, comme à la veille de n'importe quel salon du livre ou de vente de produits écologiques. "Si les arbres meurent ce n'est pas si grave." déclare le paysagiste de la TGB. La forêt intérieure de la TGB (1 hectare) a donc coûté 50 millions de francs. Le budget annuel consacré à l'entretien, y compris le ramassage des déchets, de la forêt de Fontainebleau (20000 hectares) est de 8.5 millions de francs.

VANDALISME AU PAYS DES LIVRES

L'ennemi principal des livres est l'acidification. Et même si les concepteurs disent avoir pris de multiples précautions – l'écorce des pins sylvestres de la forêt intérieure a été débarrassée des insectes par traitement chimique pour éviter toute infestation des documents – il n'y a pas eu d'étude de l'impact de la pollution atmosphérique sur le patrimoine culturel. "La climatisation des tours prend l'air à 70 mètres de hauteur où l'air est très peu pollué, ce qui est très favorable aux ouvrages" déclare M. Dominique Perrault. C'est absolument faux. Airparif, l'organisme qui analyse en continu la pollution atmosphérique à Paris, nous confirme que le capteur de la Tour Eiffel détecte à 50 mètres de hauteur un taux en polluants photochimiques supérieur de 20 à 30% à celui qui est détecté à 3 mètres du sol. Aux composés sulfuriques et nitriques générés par le trafic automobile parisien, il convient d'ajouter les rejets de métaux lourds, de dioxyde de soufre et d'oxyde d'azote du plus gros incinérateur d'ordures ménagères de la région parisienne, établi à Ivry. Avec 13 tonnes/jour, le site d'Ivry, à 600 m de la TGB, détient le record de France des rejets atmosphériques en chlore. Même si en 1997, l'incinérateur de la TIRU sera équipé d'un système d'épuration des fumées, son influence ne sera pas négligeable sur la qualité de l'air de la climatisation de la TGB où les livres commenceront à être stockés fin 1995.



BOIS TROPICAL DANS LES VILLES

Depuis la fin des années 80, un mouvement de solidarité mondiale se crée entre des milliers de villes et de collectivités, des grandes métropoles aux petites communes du bout du monde. Pour ralentir la destruction des forêts tropicales, elles réagissent en interdisant ou en réglementant l'usage du bois tropical dans les édifices publics. Ce phénomène a été déclenché par les associations écologistes et par des échanges d'information entre les villes. Ce réseau, à l'échelle du monde entier, passe par l'état d'Ottawa au Canada, San Francisco, Los Angeles et les états de New York et d'Arizona aux États-Unis, les plus grandes villes de Grande Bretagne, d'Allemagne, des Pays Bas et de Suisse, jusqu'à Melbourne en Australie, Kyoto (ville jumelée avec Paris) et Tokyo.

L'engagement de ces villes va de l'interdiction totale à la restriction d'usage d'essences menacées. La Hollande constitue un des meilleurs exemples. En 1988, l'association écologiste Milieu Defensie a lancé une campagne qui, en trois ans, a conduit 150 municipalités regroupant 15 millions d'habitants, soit la moitié de la population hollandaise, à statuer sur l'usage du bois tropical dans les constructions municipales et le mobilier urbain. Une quinzaine d'entre elles, dont Utrecht (233 000 habitants); Dordrecht (112 000) et Amersfoot (104 000), ont profité d'une lacune dans la "Loi de Construction" et ont réussi à l'interdire aussi dans les édifices privés. En Europe, 400 municipalités ont signé un accord, "Alliance Climat", s'engageant à ne plus utiliser de bois tropical" à moins qu'il ne provienne d'une exploitation durable"et, en 6 ans, les Pays-Bas ont réduit de 15% leur importation de bois tropicaux. Les taux de réduction en Grande Bretagne et en Allemagne sont du même ordre.

Aux États-Unis, plusieurs villes ont pris des mesures draconiennes. San Francisco a institué une loi, en août 1990, prohibant "l'utilisation, la réquisition ou l'achat, directement ou indirectement, par toute ville ou département du comté, de toute espèce de bois tropical ou produit en bois tropical". En cas de violation, les pénalités vont jusqu'à l'interdiction à l'entrepreneur de travailler pour la ville pendant 5 ans. Le 26 mars 1991, l'état de New York a fait de même.

Simultanément, Paris lance la mode du bois tropical, avec la construction de la TGB ou la mise en place aux Champs Élysées de nouveaux bancs publics en ipé et de sièges en wengé dans la station de métro Arts-et-Métiers. Robin des Bois a écrit une lettre,

co-signée par des associations du monde entier, au maire de Paris en l'invitant à réglementer ou à interdire l'usage des bois tropicaux dans la capitale. Deux mois plus tard, la réponse "... Soyez assurés que monsieur le directeur de la voirie a aussitôt été saisi de votre requête ..." ne nous a pas rassurés! Le 16 décembre 1994, 20 Robin des Bois, accompagnés de Bruno Manser, ont procédé à l'estampillage des bancs des Champs-Élysées avec les mentions "Bois d'Amazonie" et "Indian Property". Partis de l'Arc de Triomphe, huit d'entre eux ont été interpellés au bas de la célèbre avenue. Le 2 février 1995, sur plainte de la Mairie de Paris, le président de Robin des Bois était cité à comparaître "pour avoir dégradé 21 bancs en bois de la mairie de Paris, destinés à l'utilité publique". La société Decaux, fournisseur du mobilier urbain de Paris, réclamait 296000 Fr de dommages et intérêts. Lors du procès, le procureur ne requit aucune peine contre l'association et celle-ci ne fut condamnée qu'à 2000 Fr d'amende et à 4151 Fr de dommages et intérêts. Un grand succès. Les mairies de nombreuses villes d'Europe – y compris Münich, Birmingham, Manchester, Édimbourg et un groupe de 110 villes hollandaises – ont soutenu Robin des Bois en écrivant au maire de Paris, lui conseillant d'élaborer une réglementation sur l'usage des bois tropicaux dans sa ville et l'assurant que les alternatives sont faciles à trouver. Le 15 mars 95, la campagne s'est déplacée à Lyon où l'esplanade de la place des Célestins, également en ipé, a été "éco-labellisée". Deux jours après cette action, la mairie de Lyon a écrit aux architectes sous contrat avec la ville, leur demandant de ne plus utiliser de bois tropical dans leurs projets.

Nous demandons à nos lecteurs de nous envoyer des informations sur la présence éventuelle de bois tropicaux dans leur ville. Pour notre part, nous avons écrit aux villes de Nantes, Bordeaux, Caen, Berlin et Salzbourg qui ont toutes un projet en cours avec M. Perrault, architecte de la Très Grande Bibliothèque.

LISTE DE COMMUNES, COLLECTIVITÉS OU ENTITÉS RÉGIONALES INTERDISANT OU RÉGLEMENTANT L'USAGE DES BOIS TROPICAUX DANS LES ÉDIFICES PUBLICS.

Allemagne:

Aujourd'hui, 450 municipalités interdisent l'usage des bois tropicaux dans les édifices publics, ou n'en acceptent l'usage que si aucune alternative n'est possible. La baisse de 15% de l'importation des bois tropicaux en Allemagne est en partie imputable aux initiatives des communes allemandes. Aachen, Altenburg, Amberg, Ansbach, Aschaffenburg, Aspach, Bad Brückenau, Bad Camberg, Bad Dürrheim, Bad Herrenalb, Bad Langensalza, Bad Wildungen, Badbergen, Baden-Baden, Bamberg, Bannesdorf auf Fehmarn, Beilstein, Berlin, Bersenbrück a.d. Riß, Bochum, Boppard, Bremen, Bremerhaven, Bretten, Burghausen, Chemnitz, Coburg, Delmenhorst, Dietzenbach, Donauschingen, Dortmund, Dreieich, Dresden, Ebersbach, Elmshorn, Erding, Erlenbach a.M., Eschborn, Essen, Ettlingen, Filderstadt, Frankfurt a.M., Freiburg, Fürth, Garbsen, Geislingen a.d. Steige, Gellesen, Georgsmarienhütte, Gera, Germering, Greiz, Greven, Hagen, Halle, Hamburg, Hamme, Hammelburg, Hanau, Hannover, Hattenhofen, Heidelberg, Herne, Hessisch-Olendorf, Hilden, Hochheim a.M., Hofhaim a.T., Hohenhameln, Hüfingen, Illertisen, Ilmenau, Immenstaad, Ingolstadt, Jever, Kaiserslautern, Kellinghusen, Kirchdorf im Wald, Köln, Königsbach-Stein, Korschenbroich, Krefeld, Laatzen, Ladenburg, Lahr, Landkirchen auf Fehmarn, Landkreis Göttingen, Landshut, Langenargen, Lanerwehe, Lehrte, Leichlingen, Leipzig, Lindau am Bodensee, Lörrach, Lübeck, Lüneburg, Magdeburg, Mainz, Malente, Markt Burgwindheim, Markt Grossostheim, Men habitantsilz, Michelfeld, Mönchweiler, Mörfelden-Walldorf, Mössingen, Mühlhausen, Mühlheim, München, Nettersheim, Neuötting, Nordhorn, Nürnberg, Sg. Oberharz, Ochsenhausen, Oerlinghausen, Oppenau, Osnabrück, Ostheide, Pfaffenhofen an der Ilm, Pirmasens, Plattling, Plettenberg, Radolfshausen, Radolfzell am Bodensee, Rastatt, Ratingen, Ravensburg, Regensburg, Rödental, Ronnenberg, Rosengarten, Rösrath, Rostock, Rottweil, Rüsselsheim, Salach, Sangerhausen, Schalksmühle, Schömberg, Schorndorf, Schrozberg, Schwabach, Schwäbisch Hall, Schwalbach am Taunus, Schwarzenbruck, Schwedt/Oder, Sehnde, Sendenhorst, Singen, Solingen, Stahnsdorf, Stegaurach, Sternenfels, Süßen, Sulingen, Sundern, Trier, Tübingen, Tuttlingen, Uhldingen-Mühlhofen, Ulm, Vilshofen, Vöhringen, Vogelsberg, Waltrop, Wehr, Weissach im Tal, Wernau, Werteim, Wuppertal.

Australie:

C'est dans l'état de Victoria qu'il se compte le plus de villes officiellement engagées dans un embargo des bois tropicaux. Mais l'initiative de l'état de Victoria s'est étendue à toute l'Australie. Très peu de difficultés ont été rencontrées pour trouver des alternatives. Sydney, dans le cadre des infrastructures collectives et sportives des Jeux Olympiques de l'an 2000 n'utilisera pas de bois tropical. Bairnesdale, Berwick, Box Hill, Broadmeadows, Brunwick, Bulla, Camberwell, Chelsea, Coburg, Collington, Croydon, Dandenong, Diamond Valley, Eltham, Fitzroy, Flinders, Frankston,

Keilor, Malvern, Melbourne, Moorabbin, Mordialloc, Mornington, Northcote, Port Melbourne, Prahan, Sandringham, South Melbourne, St. Kida, Whittlesea.

Autriche :

Bachmanning, Bad Ischl, Braunau, Bregenz, Deutschlandberg, Dornbirn, Engerwitzdorf, Frankenburg, Freistadt, Fürstenfeld, Götzis, Graz, Grödig Grossgmain, Hallein, Hartberg, Höcht, Innsbruck, Judenburg, Kärnten / Land, Klagenfurt, Knittelfeld, Leoben, Linz, Mödling, Mürzzuschlag, Neunkirchen, Oberneukirchen, Oberösterreich / Land, Saalfelden, Schlierbach, Stadt Salzburg, Salzburg/Land, Schwaz, Steiermark / Land, St. Pölten, Purkersdorf, Ternitz, Thai, Thaleim, Traun, Villach, Vöcklabruck, Wartberg ob der Aist, Weis, Wien, Wiener Neudstadt, Wilhering, Wörg.

Canada :

Etat d'Ottawa.

Danemark :

Albertslund, Ballerup, Slagelse.

Espagne :

Algeciras.

USA :

Dès 1988, des arrêtés pris par des états ou des municipalités interdisent l'usage de bois tropical dont il n'est pas avéré qu'il a été exploité dans le cadre d'une gestion durable. Les studios de cinéma Hollywood viennent de s'engager à ne plus utiliser ce type de bois pour la construction des décors. Baltimore, Bellingham, Etat d'Arizona, Etat de New York, Hartford, Harrisburg, Howard, Key West, Los Angeles, San Francisco, Santa Monica.

France :

Vitrolles.

Grande Bretagne :

De nombreux comtés, communautés, districts et municipalités règlementant l'usage des bois tropicaux. "County councils": Bedfordshire, Cambridgeshire, Cumbria, Devon, East Sussex, Gloucestershire, Hereford & Worcester, Humberside, Isle of Wight, Kent, Warwickshire, Wiltshire. "City & town councils": Aberdeen, Birmingham, Bristol, Cambridge, Eastbourne, Edimbourg, Manchester, Norwich, Oxford, Sandhurst, Stockport, York. "Borough councils": Cheltenham, Eastleigh, London Borough of Hillington, London Borough of Richmond, London Borough of Sutton, Maidstone, Watford, Wolverhampton. "District councils": Adur, Badenoch & Strathspey, Ettrick & Lauderdale, Fife, Highland, Inverness, Kirkaldy, New Forest, Nithdale, North Norfolk, South Somerset, Stewarty, Strathkelvin, Tayside, Tendring, Wokingham.

Italie :

Andrian / Andriano, Algund / Lagundo, Bozen, Brenner / Brennero, Brixen / Bressanone, Città di Castello, Eppan / Appiano, Gais, Innichen / San Candido, Kaltern / Caldaro, Klausen / Chiusa, Kurtinig / Cortina, Laas / Lasa, Lajen / Laion, Natz-Schabs / Naz-Sciaves, Niederrasen / Rasun di Sotto, Ritten / Renon, Salur / Salorno, Sarntal / Sarentino, Sterzing / Vipitino, Terento / Terenten, Terlan / Terlano, Tiers / Tires, Toblach / Dobbiaco, Tramin / Termeno, Truden / Trodena, Villanders / Villandro, Villnöss / Funes, Welschnofen / Nova, Levante.

Japon :

Bien que le Japon soit le principal importateur de bois tropicaux, Kyoto, ville jumelée avec Paris, et Tokyo ont imposé des restrictions à l'usage du bois tropical. C'est à travers le système des villes jumelées que San Francisco a amené Osaka à réglementer l'utilisation des bois tropicaux. Amagasaki City, Kanagawa, Kobe, Kyoto, Osaka, Saitama, Sakai City, Tokyo, Tsukuba City, Yamato Koriyama, Yokosuka.

Luxembourg :

Biekerech, Dudelange, Heiderscheid, Pétange, Roeser.

Hollande :

Les conseils municipaux représentant la moitié de la population ont interdit l'usage des bois tropicaux dans les édifices publics et parfois comme à Dordrecht (107 000 habitants) dans les édifices privés. Alkmaar, Amersfoot, Amstelveen, Amsterdam, Andjik, Apeldoorn, Arnhem, Beesel, Bennebroek, Bergen, Bergen op Zoom, Beverwijk, Borger Dr, Boxtel, Brouwershaven, Bussum, Coevorden, Culemborg, De Bilt, Delft, Den Bosch, Deventer Dordrecht, Duiven, Ede, Eibergen, Eindhoven, Emmen, Enkhuizen, Enschede, Geleen, Gennep, Goirle, Goor, Gorinchem, Gouda, Groningen, Den Haag, Den Helder, Harlingen, Heemskerk, Heejansdam, Hellevoetsluis, Hengelo Ov, Hilvarenbeek, Hoogezand-Sappemeer, Hoorn, Houton U, Krimpen a/d Ijssel, Leeuwarden, Leiden, Leidschendam, Lingewaal, Lochem, Loenen, Maasbracht, Maassluis, Maastricht, Medemblik, Mierlo, Nieuwegein, Nieuwerk a/d Ijssel, Nijmegen, Nistelrode, Noordoostpolder, Nuenen c.a., Oisterwijk, Oldenzaal, Oosterhesselen, Oostflakkee, Rheden, Rijswijk, Schiedam, Sittard, Soest, Steenwijk, Swalmen, Tiel, Tilburg, Utrecht, Valkenisse, Valkenswaard, Veldhoven, Velsen, Venhuizen, Vlaardingen, Vlissingen, Voerendaal, Voorburg, Warnsveld Gld., Weert, Weesp, Wester-Koggenland, Wormerland, Zaanstad, Zaltbommel Gld., Zwolle.

Suède :

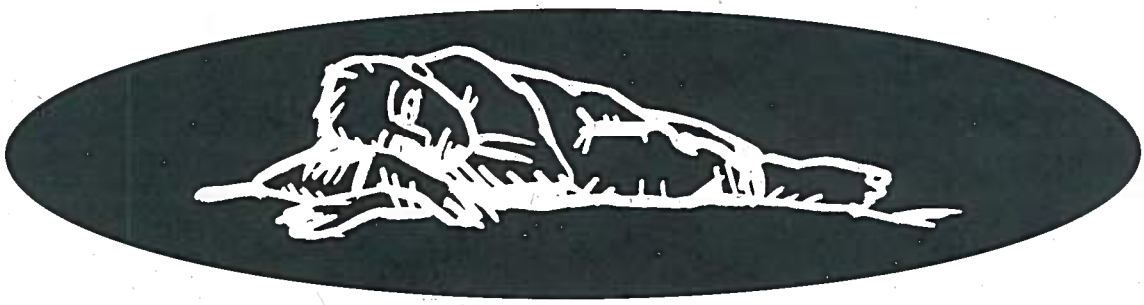
Eskilstuna.

Suisse :

Baden, Bâle, Naters, Roschach, Winterthur, Zürich, Zug.

Robin des Bois. Janvier 1995.

ESTONIA ET COMPAGNIES



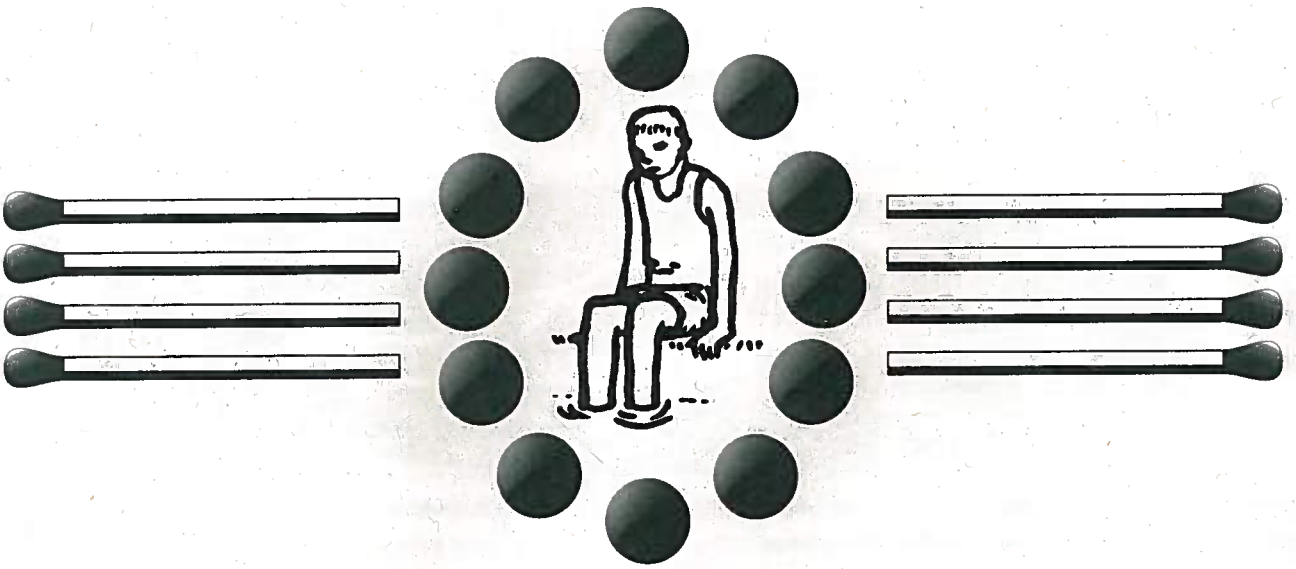
Avis aux routiers et aux touristes!

Si vous prenez le bateau en Europe, vous avez de fortes probabilités de voyager sur un car-ferry hors-normes comme l'Estonia, dont le naufrage en mer Baltique dans la nuit du 27 au 28 septembre 1994 a fait officiellement 852 morts. Si vous partez quand même, exigez de votre capitaine qu'il n'aille pas trop vite. C'est la conjonction de la vitesse (trop grande) et des vices de construction dans la porte avant et la rampe d'accès qui a envoyé l'Estonia par le fond. En bref, la règle SOLAS (Convention internationale pour la sauvegarde de la vie en mer), chapitre 2, paragraphes 1 à 10, n'a pas toujours été respectée par les chantiers navals, ce qui veut dire qu'entre la porte visière du car-ferry et la rampe d'accès manque une cloison étanche intermédiaire. Des bateaux de toutes les compagnies travaillant en Europe sont en infraction. Un équipage homogène s'exprimant couramment dans la langue de la plupart des passagers est également à recommander. Le rapport d'enquête sur le naufrage de l'Estonia souligne que "... au moment où le drame s'est précipité, chacun des membres d'équipage s'est remis à parler sa langue maternelle, ce qui gênait considérablement la compréhension des passagers".

En Europe, les car-ferries devront être en conformité avec les spécifications SOLAS début juillet 1996. La Grèce a obtenu un délai supplémentaire de 18 mois. Le Saint Patrick II et le Saint Killian II de l'Irish Ferries ont déjà été modifiés ce printemps, de même que le Quiberon et la Duchesse Anne de Brittany Ferries. P&O propose la traversée Calais-Douvre à 9 fr pour les piétons! La compagnie a investi 17 millions de £ pour transformer le Pride of Dover en centre commercial flottant (duty free!) mais elle n'a pas dépensé un centime pour mettre en conformité une quinzaine de ses ferries, malgré les leçons du naufrage de l'Estonia. Le capitaine d'un ferry-boat grec a été condamné à 5 mois de prison, puis immédiatement libéré sous caution, pour avoir transporté 2700 passagers, alors que le maximum autorisé était de 1447. La compagnie Estline vient d'annoncer que le successeur de l'Estonia sera autorisé à transporter 1000 passagers cet été, au lieu des 700 autorisés cet hiver. Cette précision a été diffusée le jour même où un autre ferry, reliant la Scandivanie à l'Estonie, s'échouait dans le brouillard avec plus de 1000 personnes à bord. Après le naufrage de l'Estonia, un porte-parole des compagnies desservant les îles anglo-normandes lançait un apaisant: "Ça ne peut pas arriver chez nous". Six mois plus tard, le catamaran de Channiland se plantait dans les rochers à la sortie de Jersey, par temps calme. 30 blessés parmi les 300 passagers et beaucoup de chance.

LES BELLES VASES DE NOS CÔTES

Les ports de plaisance sont des cloaques, des campings, des bidonvilles, où les eaux brutes des bateaux se mêlent aux produits biocides relargués par les peintures anti-salissures, aux effluents domestiques, chimiques ou pétroliers des chantiers navals. Les ports de commerce ne sont guère plus clairs. Lors des opérations de manutention de vrac sec -céréales, minerais, charbons, ferrailles, ciment- il est couramment admis qu'1% d'une livraison se perde entre le producteur et le destinataire final. Un préjudice financier qui rentre dans l'ordre des choses pour le monde des transports, mais des préjudices écologiques inadmissibles, comme les pertes de manganèse et de soufre dans les bassins du port de Dunkerque et dans la Seine, à Rouen. Dans les ports se concentrent des déchets industriels, domestiques et agricoles, déversés ou lessivés en amont et drainés par les fleuves et les canaux. Le port est un terminal de déchets, avec extension sur la mer.



SAINT TROPEZ

Les déblais de dragage des Marines de Cogolin ont une très forte teneur en cadmium, métal lourd et toxique assimilable par les organismes marins et humains. Le bureau d'études Géomer et la société Bouygues n'ont pas trouvé meilleure idée que d'immerger les boues de dragage par 160 mètres de fond près de la côte, dans des big-bags textiles. Ces emballages sont une calamité nouvelle qui va compléter la gamme des deux objets-cultes de la civilisation des déchets, le fût et le container. Souples et géants, ils stockent 1 à 2 tonnes de terres contaminées. Les pêcheurs ont réussi à repousser les immersions plus au large dans une fosse sous-marine de 300 à 800 mètres de profondeur, avec cette garantie surréaliste et préfectorale que les big-bags ne céderont pas avant 10 ans! Cette technique nouvelle, mise en oeuvre par la DDE (Direction Départementale de l'Équipement) de Toulon, serait-elle déjà utilisée par l'arsenal?

GRANVILLE

Après la campagne de dragage du port de plaisance du Hérel et le rejet de 12500 m³ de vases à 1,5 mille de la côte, le rapport de suivi de l'impact des dragages tel que rédigé par la DDE, fait apparaître dès le troisième jour des opérations, une augmentation considérable de la pollution bactérienne, notamment à St Pair-sur-Mer dont les plages présentaient une concentration de 10000 germes pour 100 gr. de sable. De même, trois jours plus tard, la concentration en cadmium des sédiments marins à Donville-les-Bains, à Bréville, à Bréhal et à Saint-Pair était de 350 mg/kg, soit le taux observé à l'intérieur du port de Granville.

CHERBOURG TOUJOURS

Après le rejet en mer des vases extraites du port militaire de Cherbourg, en mars 1993, il est à remarquer une recrudescence de l'insalubrité des plages et eaux de baignade dans la Manche est et le Calvados. Il serait injuste de n'incriminer que les vibrions, clostridiums, streptocoques et coliformes rejetés en légions par la Marine Nationale, mais il serait malhonnête de ne pas leur reconnaître une part de responsabilité dans la dégradation du milieu. Et une nouvelle affaire s'annonce ... Pour faciliter l'implantation d'un atelier de transformation des truites de la Salmona, un

dragage de 8000 m³ de "sable", selon la terminologie préfectorale, va être effectué dans le port des Flamands, à l'est de la rade de Cherbourg. En fait de sable, il s'agit de boues putrides, polluées, autant par les égoûts de Tourlaville que par les hydrocarbures d'un ancien stockage de la Marine Nationale, le tout inclus dans la sinistrose marine commune au grand Cherbourg. Le dernier courrier du préfet à ce sujet nous indique que les 8000 m³ de "matières" ne seraient plus voués à l'immersion, mais à la "réalisation ultérieure d'un terre plein".

MORLAIX

Les voiliers talonnent dans le bassin du port de plaisance. Des îlots de vases se forment, boues et déchets toxiques d'origine agricole et agro-alimentaire, charriés par le bassin versant après les fortes pluies de l'hiver. Avant l'arrivée des plaisanciers, il est décidé de pomper 5000 m³ et de les rejeter par tuyau de l'autre côté des écluses. Mais les ostréiculteurs, à 3 km en aval, protestent et s'apprêtent à déverser 17 tonnes de boues devant les locaux du SIVOM (Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple), maître d'oeuvre de l'opération. Ils considèrent à juste titre que leurs 5000 tonnes annuelles d'huîtres seraient contaminées par les bactéries et résidus des vases. Le préfet recule. Les vases seraient trop contaminées pour être légalement épandues en tant qu'amendement sur les terres agricoles. C'était un premier test, permettant d'ailleurs de se dispenser d'enquête publique, puisque le seuil minimal pour le déclenchement de cette procédure administrative est de 10000 m³. Il y en aurait en tout 50000 m³.

PORNIC

Les vases de la Ria et du port de plaisance vont être clapées par chaland à 800 mètres du rivage. Pas en plein mois d'août, bien sûr, mais en hiver ou en automne. En 1985, après une campagne de dragage, les parcs à huîtres avaient été "recouverts d'un tapis de vase, comme une sorte de cambouis", selon les témoignages de professionnels. Créocéan, filiale d'Ifremer qui a réalisé l'étude d'impact, estime que "la première zone de pêche professionnelle se situe à 5-7 km du point de clapage des vases et que dans le pire des cas, les effets pourraient être détectés dans un rayon maximum de 2 km".

LE CAILLY

Teintureries, abattoirs, traitements des métaux, égouts des villes, le Cailly, affluent de la Seine près de Rouen, sert de dépotoir tout au long de ses 28 km de cours, et depuis des siècles. Sur le lit du Cailly, s'accumulent les pollutions et la remontée du niveau de la rivière provoque quelques inondations ponctuelles. L"Association syndicale des rivières de Clères et du Cailly" est chargée du curage et des pétitions circulent: "... de 1956 à 1988, ma maison n'a jamais été inondée; depuis 1988, ça revient régulièrement". Le sort réservé aux boues de curage du Cailly, assimilables à des déchets toxiques, n'intéresse pas grand monde. Sauf Robin des Bois; le préfet de Seine Maritime n'a pas répondu à notre courrier.

ROUEN: OBJECTIF - 10 M 50

Rouen est le 1er port céréalier d'Europe. Pour pouvoir exporter du blé sur des bateaux de 50000 tonnes à destination de marchés lointains, comme la Chine ou le Vietnam, le projet est de passer de 10 mètres de tirant d'eau toutes marées à 10 mètres 50. Cinquante centimètres à gagner sur le lit de la Seine: un nouveau programme de dragages est donc planifié entre 1995 et 2005, visant à draguer 4 millions de tonnes de vases, entre Rouen et le port de Tancarville. Le port autonome est propriétaire de 50 hectares de prairies humides sur les rives de la Seine, dans la boucle de Roumare, qu'il envisage de transformer en chambre de dépôt de vases. L"Association pour la Sauvegarde et la Mise en valeur de la Boucle de Roumare" s'y oppose et met en avant la directive européenne sur la sauvegarde des zones humides, la pollution des nappes phréatiques et la dégradation du paysage.

LORIENT: OBJECTIF - 11 M 50

Lorient s'adresse à l'Etat, "garant des accès nautiques", pour que le port retrouve dans les plus brefs délais les profondeurs des années 1988-89. "Il en va de la survie du port". Lorient reçoit pour l'essentiel du soja, du colza, du manioc, importés par les industriels bretons spécialisés dans les aliments pour bétail, volailles et poissons d'élevage. Les vases de Lorient, y compris celles du port militaire, sont en général déversées près de l'île de Groix, au rythme moyen de 200000 m³ par an. Les zones stérilisées couvrent aujourd'hui plusieurs km² de fonds sous-marins et forment des terrils de 15 mètres de haut. La Marine Nationale et les Affaires Maritimes cherchent des alternatives, entendez par là qu'elles cherchent de nouvelles zones à polluer. Sont préconisées les "décharges" sous-marines de Pen-Men ou du sud-ouest de Groix où, depuis des décennies, sont immergés des explosifs périmés et autres objets indésirables, sous la responsabilité de la Préfecture Maritime de Brest et de l'Arsenal de Lorient. La toxicité des vases portuaires sera aggravée par les eaux d'extinction de l'incendie de la société APIC (le 2ème en 10 ans). Ça tombe mal: APIC est installée dans le

port de pêche et des dizaines de fûts de 20 à 200 litres de produits toxiques et de peintures se sont volatilisés dans des flammes de 30 mètres de haut et répandus dans le bassin du port.

ANVERS: OBJECTIF - 11 M 60

Pour permettre le passage en toutes marées des plus gros porte-conteneurs et donner des atouts supplémentaires à Anvers, face à Rotterdam et au Havre, le gouvernement belge veut que le chenal de l'Escaut soit approfondi. La Hollande n'a pas encore donné son accord. Des études menées par le SAR (Service des Applications des Radioéléments), avec des traceurs radioactifs, ont démontré qu'à Ostende et Zeebrugge, ainsi que dans l'estuaire de l'Escaut, les boues de dragages immergées à 7 milles des côtes revenaient en une semaine dans leur zone d'extraction.

CANAL DE SUEZ: OBJECTIF - 18 M

Robin des Bois est intervenu auprès de la direction des services de navigation du canal placé sous la tutelle de l'Égypte, en vue d'apprécier la conformité des rejets de boues de dragage aux conventions internationales, et notamment à la Convention de Barcelone portant sur la prévention des pollutions en Méditerranée. Le canal de Suez veut récupérer le trafic Moyen-Orient-Europe du Nord des grands pétroliers qui passent au large du Cap de Bonne Espérance en Afrique du Sud.

MOSELLE

Les ports de la Moselle occupent le deuxième rang des ports fluviaux derrière le port autonome de Paris. Pour augmenter leurs capacités de fret, principalement sidérurgique, des travaux de dragage sont entrepris sur 36 km. Les groupements Pertuy et Bouygues-offshore ont pour mission d'extraire en 15 mois 250000 m³ de boues. La Préfecture, questionnée sur l'analyse de celles-ci, nous a informés qu'elles ne laissent apparaître qu'une faible teneur en métaux lourds et ne nécessitent aucun traitement particulier. Les gravières d'Uckange ont donc été choisies comme lieu de dépôts des produits de dragage. Une pellicule de boue commence à se former à la surface de l'eau au niveau de la Maxe, sans doute causé par le relarguage des polluants. Cet approfondissement de la Moselle sera poursuivi entre les ports de Richemont et Frouard. La méthode de gestion de ces nouvelles boues n'a pas encore été choisie.

NORD

Les canaux du Nord seraient-ils particulièrement intoxiqués? Les préfectures concernées préfèrent en tout cas s'abstenir d'immerger les boues des dragages d'entretien des voies navigables. Elles sont stockées sur des terrains loués ou acquis par le service navigation Nord-Pas-de-Calais, méthode plus coûteuse que l'immersion. Des rejets en mer existent, mais les informations à leurs sujets sont pour l'instant pernicieusement gardées.

MARSEILLE

Trois dragages ont été entrepris ces dernières années dans le port de Marseille: celui du bassin d'évolution (15000 m³) et deux pour la modernisation du port autonome (total de 280000 m³). Malgré la présence des polluants types, communs à tous les grands ports français, la totalité des boues draguées a été clapée dans la rade nord. La préfecture des Bouches du Rhône tarde à nous communiquer le rapport annuel du suivi d'impact sur le milieu, réalisé conformément aux réglementations en vigueur.

SAÔNE

Dans le cadre de travaux préparatoires au canal Rhin-Rhône d'importants travaux de dragages et de rescindements (rectification des berges) étaient prévus: 580000 m³ de boues de dragages et 2100000 m³ pour les rescindements. Après une longue bataille juridique opposant les écologistes, les pêcheurs et certains élus à l'État, les travaux ont été stoppés par l'annulation devant le Conseil d'État de l'arrêté interpréfectoral d'autorisation. Déjà, 465000 m³ de boues avaient été draguées. Malgré la présence de métaux lourds, cadmium, chrome, mercure, zinc, et d'hydrocarbures, le dépôt s'est effectué dans les darses du port de Chalon-sur-Saône abritant une zone de frayère. Les travaux sont suspendus.

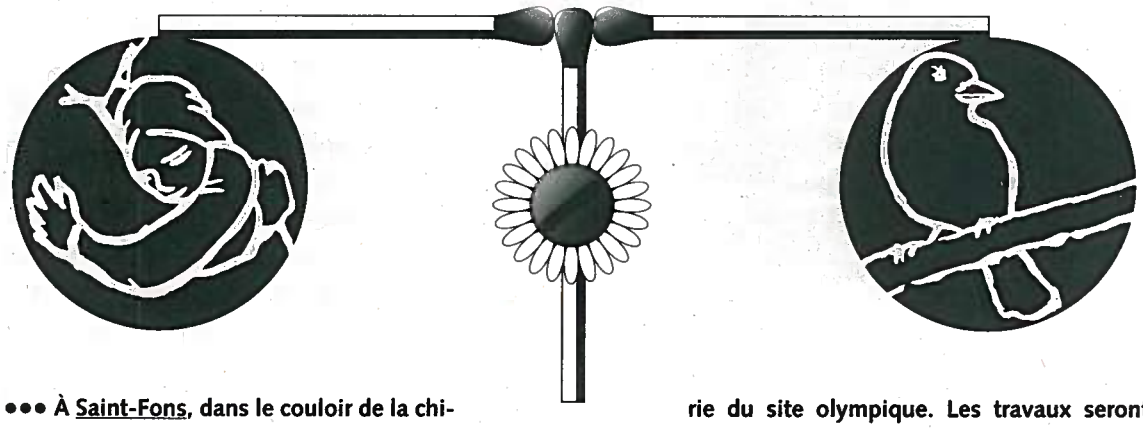
BOUES MILITAIRES

Le décret du 29 septembre 1982, relatif à la prévention et à la répression des pollutions marines par les opérations d'immersion, commence ainsi:

Article 1er "... les opérations d'immersion effectuées au moyen ou a bord d'un navire ou d'un aéronef militaire français et les opérations d'immersion de déblais de dragage provenant d'un port militaire français ne sont pas couvertes par le présent décret et feront l'objet d'un décret distinct". Treize ans après, interrogé sur la lenteur de l'élaboration de ce décret, le Ministère de la Défense nous a assuré qu'il ferait l'objet d'une consultation interministérielle (Intérieur, Environnement, DOM-TOM) au début de l'année 1995. "Le décret pourrait ainsi être signé au cours de la présente année 1995". Rappelons que pour l'instant, les boues militaires ne sont pas soumises à analyse publique et sont immergées prés des côtes "civiles" en toute légalité.

POINTS NOIRS

Héritages du passé parfois lointain, stigmates des activités industrielles agricoles et militaires, témoignages de la négligence et de l'amnésie collective, les sites pollués reviennent à la surface au fur et à mesure des constats de pollution et des chantiers périphériques ou urbains. Morceaux choisis:



FRANCE ••• À Saint-Fons, dans le couloir de la chimie rhodanienne, Archimium, le musée de la Chimie ne sort pas de terre. Les travaux sont interrompus par une décharge oubliée de déchets industriels et domestiques.

NORVÈGE ••• Dans le fjord d'Oslo, les décontaminateurs et les hommes-grenouilles travaillent au nettoyage de l'épave du Blucher, un cuirassé allemand coulé le 9 avril 1940, avant de toucher le port d'Oslo. L'objectif est de pomper les 1500 tonnes de fuel encore piégées dans les soutes du bateau et de supprimer les risques de pollution du fjord. Dans un deuxième temps, il est envisagé de retirer les munitions. Cette réhabilitation d'un point noir sous-marin, par 54 mètres de fond, est une première.

AUSTRALIE ••• À Sydney, le fond de la baie choisi pour implanter le site des jeux olympiques de l'an 2000 est truffé de décharges sauvages de déchets industriels et domestiques, selon la pratique encore en vigueur dans les pays anglo-saxons du "co-disposal". Des usines de munitions et d'explosifs et les abattoirs de Sydney y ont laissé leurs traces, polluant les marais et les mangroves. Une usine de peintures d'ICI est à proximité, pas des peintures biologiques. Homebush Bay, et particulièrement le futur village olympique, a été la décharge principale de Sydney pendant 50 ans. La Homebush Bay Corporation estime à 9 millions de m³ le volume des déchets à traiter. Dans un document interne en date de février 1995, elle annonce que ces "déchets domestiques, industriels et banals vont être isolés de l'environnement par une stratégie de confinement. Ils seront rassemblés et "encapsulés" dans des sites spécifiques à la périphérie du site olympique. Les travaux seront terminés bien avant l'an 2000". On voit mal comment de telles décharges, même "encapsulées", pourraient à court terme ne pas nuire à l'hydrologie, à la qualité des eaux des zones humides de Homebush Bay et à la diversité de la faune -reptiles, grenouilles, les fameuses Green et Golden Bell Frog, et 160 espèces d'oiseaux- "la reconversion d'Homebush démontrera que le développement urbain peut cohabiter avec un écosystème naturel et contribuer à la biodiversité".

ILE-DE-FRANCE ••• Le site du Cornillon à Saint-Denis, à 3 km de Paris, est en France l'exemple le plus significatif. Débarqué comme un OVNI sur ce "terrain miné", selon les termes du communiqué de Robin des Bois en Automne 93, le Grand Stade, qui doit être prêt pour l'été 1997, s'enlise dans le goudron, les hydrocarbures aromatiques, les loupes d'eaux polluées. 30000 tonnes de terres souillées ont déjà été décapées, 1 million de tonnes de terres supposées non-polluées restent à dégager. Mais comme l'audit sur les pollutions du sous-sol a été vite fait, compte tenu des délais impartis, ses conclusions tendent seulement "à éviter les plus grosses mauvaises surprises". On en est pour l'instant à plus de 100 millions de francs de frais de décontamination alors que le budget annuel du ministère de l'environnement consacré à la réhabilitation des points noirs sur tout le territoire est de 40 millions de francs ••• À Issy-les-Moulineaux, la Cogedim et le promoteur immobilier Nidor ont installé de belles résidences sur les terrains de l'ex-société Française de Munitions, terrains minés par -liste non exhaustive- des déchets à caractère explosif, des déchets pyrotechniques, des PCB et PCT, des oxydes métalliques, des huiles chlorées.

ALSACE ••• Bouxviller : site à pollutions multiples, avec déchets solides et liquides provenant en majorité d'une usine de colorants traitant des sous-produits des usines à gaz, cyanure, cuivre, occupé par un ferrailleur. Risques de superposition de pollutions et de confusion au niveau des responsabilités. Un ruisseau est pollué au cyanure. Bouxviller héberge aussi des terrils de mâchefers et de Bleu de Prusse et une ancienne usine à gaz qui n'a fait l'objet d'aucune décontamination. ••• Entzheim : des infiltrations de kérosène polluent les eaux souterraines depuis 1970. Les dépôts de carburants de la base aérienne militaire sont en mauvais état. À côté, une décharge dite de déchets inertes recèle du chrome, des cyanures, des chlorures. ••• La gare de Strasbourg est polluée par des déversements volontaires d'huiles de vidange et de gazole. Le gares de triage et les aires de maintenance de la SNCF et de la RATP doivent être surveillées par les chasseurs de sites pollués. ••• Sélestat: un accident dans la chaîne de recyclage d'éléments de batteries automobiles est responsable d'une pollution lourde du sol et des nappes.

AQUITAINE ••• Haut lieu en sites pollués, la région ne possède toujours pas de site de stockage de déchets industriels. Au confluent de la Garonne et de la Dordogne, à l'extrémité du pays d'Entre-Deux-Mers, brille un 3 étoiles de la pollution: noir de carbone, suies et cendres non volantes, hydrocarbures, métaux lourds, usines fermées, passifs gérés par des syndics. Dans le Médoc, un pionnier de la récupération de déchets métalliques pollue les nappes et les sols. Le vin est tiré, il faut le boire! ••• Attention au supermarché Univers à Marmande, Il y a des fuites dans les citernes à essence. Les riverains se plaignent, les nappes sont touchées, les risques d'explosion ne peuvent pas être écartés.

AUVERGNE ••• Au Breuil, joli dépôt en fûts, géré par un notaire suite à la liquidation judiciaire d'une entreprise de traitement de métaux. ••• Ne pas rater à Brioude les vestiges de Speichim, régénérateur de solvants, et les sols et sous-sols pollués du "Poteau moderne", entreprise d'imprégnation à la créosote, au cuivre, au chrome et à l'arsenic de poteaux téléphoniques. Un incendie a facilité la dispersion des polluants.

BOURGOGNE ••• La source de Crucifix, à Velars-sur-Ouche, est polluée par des bactéries et des hydrocarbures migrant d'une décharge voisine. ••• Montchanin, dont la réhabilitation est en cours, et où de nouveau fûts viennent d'être découverts hors site. ••• Paray-le-Monial vient de découvrir un site de créosotage (1937) de traverses SNCF qui pourrait avoir contaminé la rivière Bourbince et le canal du Centre. ••• À Migennes, une buse assassine rejette dans l'Armançon des hydrocarbures de la SNCF, encore.

BASSE NORMANDIE ••• Juste à gauche en bas du pont de Normandie, en amont d'Honfleur, vue panoramique sur le stockage Miroline. Des hydrocarbures partout, surtout hors des citernes.

HAUTE NORMANDIE ••• Comme un champ de bataille de 50 hectares, l'emprise de l'ancienne huilerie Esso au Trait, entre le Havre et Rouen, hérissée de ferrailles, jonchée de briques réfractaires et de flatulences d'hydrocarbures, est prétendument en cours de traitement. Disons plutôt que les superstructures ont été démontées et conduites on ne sait où, que des piezomètres vandalisés plongent dans des nappes marrons et que ce Verdun de l'industrie attend les tranchées des décontaminateurs.

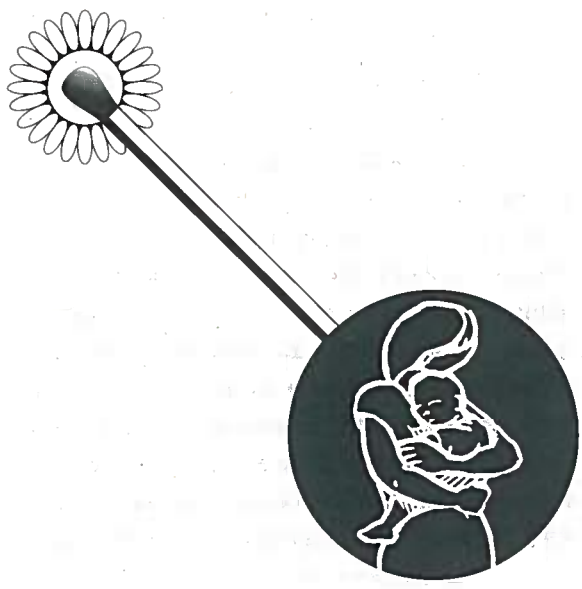
BRETAGNE ••• Très belle usine à gaz à Saint Brieuc surplombant le port du Légué: platanes, belle vue, mais sous les graviers de la cour, les pollutions. En 1987, GDF a insidieusement donné ce grand terrain à la mairie de Saint Brieuc en échange d'un petit dans le centre ville. Aucune information sur les risques de pollutions n'a été fournie par GDF au moment de la transaction. ••• La zone portuaire de Brest est un pur chef d'oeuvre: gravats, terres polluées, usine à gaz, chantier naval avec rejets de peinture dans la rade, gigantesque casse automobile avec incendies à répétition, vieux conteneurs du Sherbro (Flèche N° 25) lagune d'hydrocarbures d'environ 30000 tonnes. L'épave de la Jonque, un ou deux sites Seveso, le quai des Douanes qui s'affaisse et les bateaux congélateurs iraniens qui chargent des milliers de poulets nourris à la farine de poisson. Un grand moment d'émotion.

PICARDIE ••• À Saint Quentin, la légendaire Spelidec, où transitèrent les fûts de Seveso en 1983, est aujourd'hui considéré comme polluée par des matériels et matériaux souillés de PCB et de PCT. Et si, hypothèse jamais évoquée par les Sherlocks de Greenpeace, de Politis, de Science et Vie, les limiers des télés italiennes, allemandes et belges, les fûts de Seveso avaient été déversés sur place. Il y a quand même au moins 2000 m² de terrains contaminés.

NORD-PAS-DE-CALAIS ••• À Coudekerque, une filiale de B.P., spécialisée depuis 1947 dans la fabrique de graisses, de lubrifiants et le raffinages d'huiles usagées, laisse dans une zone d'habitat dense des sols et des nappes pollués au PCB et aux hydrocarbures. ••• Le port autonome de Dunkerque a créé dans son enceinte une mare d'huiles usagées et d'hydrocarbures de 2000 m³. ••• Faudra-t-il raser Courchelettes? Une partie de la commune a été bâtie sur une ancienne raffinerie bombardée et détruite pendant la dernière guerre. Les bombardements et sabotages sont des facteurs aggravants. Ils dispersent les polluants et provoquent des pics de pollution qui ne sont pas en conformité avec les plans des usines, quand ils subsistent. ••• À Douai, Auchan a construit sa plate forme logistique sur des benzènes, des phénols et des goudrons, souvenirs de cokeries et d'usines à gaz, peu compatibles avec le stockage de produits alimentaires. ••• À Lomme, la station service du supermarché Métro s'est soulagée dans les sols et sous-sols, ça pue le gazole. ••• Loos on the rocks: on peut, grâce aux nappes polluées par la Société des Produits Chimiques de Loos y boire un des cocktails les plus toniques: arsenic, cadmium, cobalt, molybdène, nickel, manganèse, uranium, thorium. ••• À Maulde c'est le moyen-âge, France Carrelages a déversé ses boues d'usinage et ses résines synthétiques dans les douves du château fort. Chez Total, au relais de Phalempin de l'A1, un déversement accidentel d'essence sans plomb mais avec hydrocarbures, benzène, toluène, xylène, pollue la nappe utilisable pour l'irrigation agricole. ••• À Béthune, c'est le hit du phénol dans une lagune, 1420 à 10400 mg/kg. Le phénol est hydrosoluble, les eaux souterraines sont toxiques. Sous réserve d'investigations supplémentaires, le Nord-Pas-de-Calais est la région la plus marquée par les activités industrielles. Pourtant, elle est privée d'un centre de stockage de déchets, une carence qui encourage les industriels à pratiquer les désastreuses décharges internes.

RHÔNE-ALPES. ••• Sur la commune d'Oyonnax, plusieurs industriels, dont la plupart sont en liquidation, ont pollué la Source Bleue à Dortan, en s'organisant un petit bourbier collectif pas du tout confiné. ••• À Replonges, un ancien dépotoir à vidanges exploité de 1939 à 1970, s'est diversifié dans les déchets huileux, les dépôts de fûts fuyards et de citernes baveuses. Ce site à pollutions multiples est exemplaire de la pérennité des habitudes des petits industriels et entrepreneurs, surtout quand elles sont mauvaises. ••• À Roanne, GIAT industrie, fabricant d'armes et de munitions, s'est constitué une décharge interne, un trésor de guerre de sables de fonderie, de boues de peinture kaki et d'émulsions huileuses qui, recouvertes d'une voirie sommaire, sert aujourd'hui de terrain de manoeuvre et de piste d'essai. ••• Saint-Jean-de-Maurienne: sur les berges de l'Arc, une digue anticrue a été construite en 1958, avec plusieurs centaines de fûts de goudron! Enfin, Téfal, les poêles qui n'attachent pas, a comblé une carrière et le fort des Annonciades avec des boues d'hydrocarbures d'aluminium.

GUYANE ••• Le spatial, c'est l'avenir, mais c'est aussi le passé. À Kourou, au moins 7 sites gérés par EDF et le Centre National d'Études Spatiales, sont considérés officiellement comme contaminés et doivent faire l'objet de restrictions d'usages et de réhabilitation. Les zones humides autour de la centrale EDF de Pariacabo sont souillées d'hydrocarbures et l'oléoduc reliant le port à la centrale laisse un sillage d'hydrocarbures sur les terrains qu'il traverse. À côté du centre spatial ou dans son enceinte, 3 décharges ou dépôts distincts de fûts, de déchets industriels en vrac, d'ordures ménagères, de déchets de démolition, dénaturent les marais sauvages. Autour des centrales EDF de Degrad-des-Cannes et de Saint-Laurent-du-Maroni, les marécages sentent le gazole.



CARNETS DE VOYAGE

ÉCOSSE 15-20 MARS 1995

•Sur la côte nord-ouest de l'Écosse, à Kyle of Lochalsh, belle région imprégnée d'histoire, un des derniers habitats des loutres est dynamité, éventré et bitumé pour faire les routes d'accès à un nouveau pont qui va relier la – jusqu'alors – bienheureuse île de Skye à l'Ecosse Continentale. "Save the Otters", les défenseurs des loutres, se battent en justice à Edimbourg. Ils estiment que la dégradation du milieu naturel viole la convention de Berne sur les espèces de faunes et de flores menacées d'extinction en Europe et le Wildlife and Countryside Act du Royaume Uni. Selon les autorités, il s'agit simplement, "de dégradations fortuites, consécutivement à une opération licite, et qui n'auraient pas pu être raisonnablement évitées. "Pour les écologistes, il s'agit au contraire d'une destruction préméditée et prévisible, inhérente au projet. Selon un vote organisé par le "West Highland Free Press", 80% des insulaires sont opposés au projet et ceux qui y sont favorables exigent l'abolition du péage.

•A Glasgow, ancienne métropole industrielle, 8000 hectares sont pollués par les déchets et les rejets. Le coût de la réhabilitation est estimé à 2500000 fr. à l'hectare. Trop cher! C'est pourquoi le Scottish Agricultural College développe les recherches sur les végétaux susceptibles d'absorber, de concentrer et de piéger les métaux lourds contaminant les sols superficiels.

•La bataille contre la construction de l'autoroute M77 entre Kilmarnock et Glasgow s'intensifie et se radicalise. Des photos d'agents de sécurité recrutés par les

entreprises de travaux publics et habitant dans la région, sont placardées dans les villes. 20 d'entre eux ont abandonné leurs postes et rejoint le camp des opposants. Le M77 va couper la ceinture verte de Glasgow et augmenter les pollutions acoustiques et atmosphériques de Pollock Park. Les M77 Warriors font remarquer que le mouvement contre la Poll Tax est née à Pollock. Il ne sont pas prêts à laisser tomber.

• Les rejets de la conserverie de légumes de Freuchie (1 020 habitants dans la région de Fife) ont été par inadvertance mélangés à la réserve d'eau publique. 300 personnes ont été victimes de troubles gastro-entériques sévères, particulièrement les enfants et les personnes âgées.

• À Gourock, dans le district d'Inverclyde, les déchets divers et avariés ont commencé à combler une carrière en 1987. Aujourd'hui, 1 million de tonnes y serait déposé. Le massif atteint 45 mètres de hauteur. Sporadiquement, des vapeurs et des fumées s'échappent, mélange de méthane et de dioxyde de carbone. Les spécialistes se servent de fûts percés, remplis de charbon actif pour filtrer les émanations. "C'est un scandale d'avoir mis cette décharge si près du centre ville et en plus il doit y avoir des déchets toxiques" disent les habitants qui se plaignent de maux de gorges, de nausées et de migraines, le syndrome de Montchanin en quelque sorte. L'Inverclyde District Council a organisé une journée portes ouvertes pour ouvrir le dialogue et calmer le jeu face à ces panaches de vapeurs qui, note le journal local, "sont, sous d'autres cieux, les manifestations gracieuses de sources géothermales". Les déchets ne sont plus admis et il est envisagé de transformer le chaudron de sorcière en piste de ski, artificielle bien sûr.

• "Bonnie Banks of Loch Lomond", c'est une des plus vieilles chansons écossaises, mais les belles rives du Loch Lomond, lieu de promenade et de détente pour les gens de Glasgow, sont de plus en plus difficiles à frequenter. Sur le lac, les adeptes du hors-bord s'acharnent à poursuivre les cygnes, à les décapiter, et submergent les canots à rames. En conséquence, de nouveaux arrêtés municipaux réglementent la pratique des sports nautiques. Mais les riverains du lac les trouvent trop laxistes: en effet, ils imposent seulement l'usage de rétroviseur sur les vedettes et se contentent d'en interdire la conduite sous la dépendance de l'alcool ou d'autres drogues.

• Hope (Espérance), un bébé hippopotame pygmée, est né au zoo d'Édimbourg: "... Malgré le soleil d'hiver, la jeune mignonne tremblait dans son enclos extérieur ...". Pas étonnant: il n'y a pas de comparaison possible entre le "soleil d'hiver" d'Ecosse et le soleil d'Afrique équatoriale ...

AUSTRALIE février-avril 95

• Pour maîtriser l'expansion des colonies chinoises débarquées sur la côte nord de l'Australie, le parlement fédéral de Canberra envisage d'imposer aux réfugiés la "loi de l'enfant unique", en vigueur en Chine.

• S'appuyant sur une loi séculaire tombée en désuétude, "le droit à l'eau propre", un juge de la Cour Suprême de la Nouvelle Galles du Sud a reconnu la responsabilité des services forestiers dans la pollution d'une rivière qui traverse le domaine du plaignant, M Van Son. La dégradation de la qualité de l'eau a été provoquée par la construction d'une route d'exploitation forestière. Si ce jugement fait jurisprudence, les producteurs de coton qui rejettent les pesticides, les éleveurs qui n'entretiennent pas les berges des rivières, les industries et collectivités qui polluent les eaux superficielles, pourraient être condamnés à verser des indemnités aux riverains ou à cesser de nuire à l'environnement.

• Mais dans les Territoires du Nord, la cour suprême a rejeté la requête déposée par des aborigènes visant à obtenir l'interdiction des rejets d'eaux contaminées de la mine d'uranium de Ranger, dans le parc national de Kakadu, classé Patrimoine Mondial de l'humanité par l'ONU. Selon le tribunal, il est avéré que ce type de rejet ne présente aucun inconvénient pour l'environnement.

• Pour éviter des inondations dans la banlieue est de Sydney, un barrage doit être construit sur la Darling Mills Creek. Selon le Nature Conservation Council, la faune (94 espèces d'oiseaux) et la flore (33 espèces de fleurs) de la réserve Excelsior, spécifiques au continent australien, seraient éradiquées. De plus, la qualité de l'eau, déjà médiocre autour de Sydney, serait encore dégradée par l'eutrophisation de la retenue. Paramatta attend son SOS Loire Vivante.

• 1 000 personnes se mobilisent à Cronulla, la plage la plus sale de Sydney, fermée pour cause de pollution. Elles demandent que l'émissaire des eaux usées débouche au large et non sur la plage.

• 5 ans avant les jeux olympiques, le rapport "Time lost: waste crisis in Sydney" propose la formation d'une autorité unique chargée des déchets, regroupant le gouvernement et l'état, pour parer au manque de décharges et mettre au point un programme de recyclage. Jusqu'à présent, tout est laissé à la responsabilité des communes.

• L'Australie abandonne son objectif "Air pur pour l'an 2 000" adopté après le sommet de Rio. Sous la pression des industriels, Canberra renonce à la taxe sur les émissions de gaz carbonique, alors qu'il est le plus gros émetteur des pays de l'OCDE. Le taux annuel de défrichage et d'exploitation de la forêt est de 1 million d'hectares. Dans ce domaine, l'Australie arrive juste derrière le Brésil. La destruction du cou-

vert végétal libère du gaz carbonique et contribue, selon des experts, à l'accroissement de l'effet de serre.

• En collaboration avec les mouvements de protection de la nature, le ministère de l'environnement a proposé en janvier au gouvernement fédéral une liste de 1300 forêts à protéger. Suite au blocus pendant plusieurs jours du parlement de Canberra par 400 semi-remorques et 6000 travailleurs forestiers des états de Victoria, de Nouvelle Galles du Sud et de Tasmanie, le nombre des forêts à protéger a été ramené à 452! C'est donc une fragile bataille gagnée par les écologistes, d'autant plus que l'année prochaine, la liste des forêts protégées sera reconsidérée.

• A Théodore, à coté de Canberra, une famille s'installe sur un lotissement suburbain. Six ans plus tard, les trois enfants âgés de 2 à 8 ans sont atteints de maladies diverses et chroniques. Après analyse des terres du jardin, une contamination à l'arsenic est repérée. Tout le lotissement, et pas seulement la maison des Haycock, a été construit sur un ancien site de quarantaine des élevages ovins. Les moutons étaient désinfectés dans des tranchées remplies de dieldrin ou de pesticides à l'arsenic. Rien que dans la Nouvelle Galles du Sud, il y aurait 1647 sites comparables. 12 seulement sont localisés. "Maintenant quand je vois les photos des gosses jouant devant la maison et tripoter la terre, je suis horrifiée" soupire Mme Haycock qui ne reviendra plus jamais à Théodore.

• La fédération nationale des agriculteurs s'oppose à la volonté du gouvernement fédéral de geler les opérations de défrichage de nouvelles terres.

• Le parthénium, une herbe dite mauvaise, envahit le Queensland. En 2 semaines, elle passe de 5 cm à 1 m. Elle prolifère sur les pacages à moutons et les terres cultivables. "Elle résiste même à l'atrazine et au 2-4-D" se lamente Mr Lindores, inspecteur des services régionaux de l'agriculture, qui sillonne le pays et guette les "explosions" de parthénium. Le retour des pluies a comblé les fermiers du Queensland, mais il fait aussi le bonheur de la plante. Les autorités du Queensland évaluent le coût annuel des traitements phytosanitaires et des pertes agricoles à 17 millions de $ australiens. L'envahisseur aurait été importé d'Amérique du Sud en 1970.

• On a découvert, au petit matin, sur la route de Balranald, en Nouvelle Galles du Sud, une traînée de 50 mètres d'herbicide 2-4-D. Combiné au 2-4-5-T, il forme le tristement célèbre "agent orange", utilisé à la fin de la guerre du Vietnam par l'armée de l'air américaine dans ses opérations de défoliation.

• On reproche aux carpes, "lapins des lacs", d'éroder les berges, de tuer toute vie végétale et de favoriser la propagation d'une algue en mangeant ses insectes prédateurs. Bref, un véritable fléau. Afin d'enrayer leur prolifération, les autorités tasmaniennes vont déverser un poison, le Roténone, dans les lacs Crescent et Sorell. Ce programme, d'un coût de 4 millions de $ australiens, va empoisonner toute forme de vie dans ces lacs, même si le Roténone n'est pas rémanent.

• Pour lutter contre l'augmentation des exportations d'animaux vivants, multipliée par trois en dix ans, les travailleurs de l'industrie de la viande et le groupe "Animal Liberation" s'unissent. Les premiers protestent contre la perte de leurs emplois, les seconds s'inquiètent des conditions de transport et d'abattage des bêtes dans le sud-est asiatique.

• Les crocodiles d'eaux saumâtres sont de retour sur le marché après une interdiction de 24 ans, pendant laquelle leur population est passée de 5000 à 60000. La chasse se fera à Maningrida, au nord des terres aborigènes d'Arhnem, dans les Territoires du Nord.

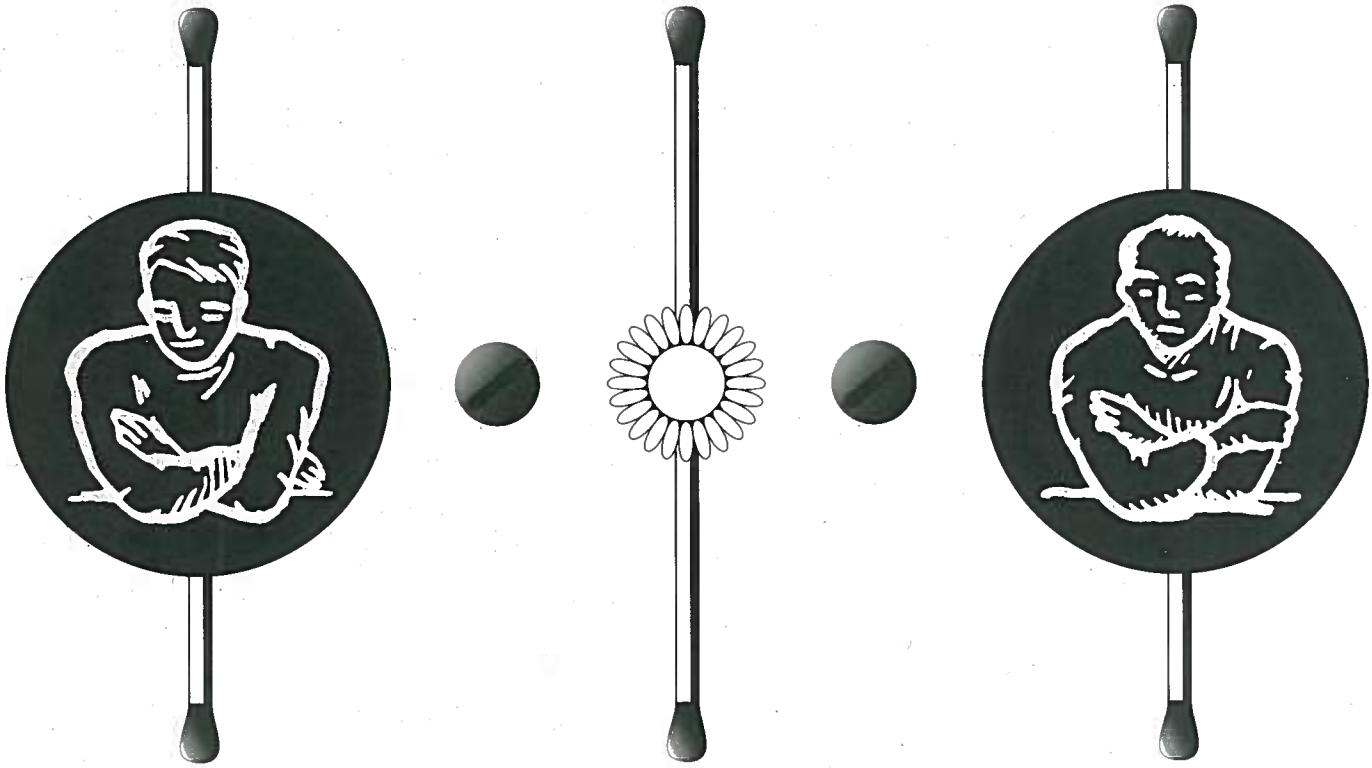
• "The Australian", le plus grand quotidien national, relève que suite à l'embargo qui frappe l'Irak depuis 5 ans, les 42 animaux sauvages survivants du zoo de Bagdad, sont nourris de viande d'âne. "Nous avons besoin de 60 kg de viande par jour pour nourrir les loups, les tigres et la lionne: nous devons tuer un âne chaque jour, ce qui nous coûte 10000 dinars, soit trois fois le salaire moyen à Bagdad" affirme le directeur du zoo, monsieur Salman Mussa.

• L'opération Kangourou 95, ou "la petite guerre", sera déclenchée en août dans les Territoires du Nord. Invitées par le gouvernement fédéral, des troupes de Malaisie, d'Indonésie, de Singapour, de Papouasie-Nouvelle Guinée, des États-Unis et de Grande Bretagne, simuleront une invasion de l'Australie. Un mois d'exercice pour 17500 hommes des trois corps d'armée et une logistique impressionnante. D'après les activistes de Timor Est basés à Darwin, la participation de l'Indonésie constitue une étape déterminante dans le resserrement des liens militaires entre l'Australie et l'Asie du Sud-Est et poignarde les indépendantistes dans le dos. Pour la première fois, des armées asiatiques participeront à ce "war game", mais la Nouvelle Zélande, qui refuse l'accès à ses ports de navires à propulsion nucléaire de la marine américaine, a été exclue du jeu. Comment cette armée cohabitera-t-elle avec les aborigènes?

• Cuisine du bush australien:

Kangourou au coriandre et aux cacahuètes

– 500 g de filet de Kangourou, découpé finement
– 4 cuillères à soupes d'huile d'arachide
– 250 cl de lait de coco
– 2 cuillères à soupe de crème de soja
– 150 g de cacahuètes
– menthe et coriandre fraiches hachées
– une pincée de cumin



SOURCES RADIOACTIVES

Des métaux provenant du démontage d'une usine d'engrais phosphatés, et plus particulièrement de l'atelier d'acide phosphorique, se sont révélés radioactifs après leur passage sous le portique de détection de l'entreprise de récupération de ferraille Jewometal, à Bobigny. La réutilisation de ces matériaux, même après fusion, pourrait créer des problèmes sanitaires dans des locaux de travail ou d'habitation, de même que l'inhalation des poussières par les démolisseurs et les ferrailleurs. Un suivi médical sommaire a été prescrit à tous ceux qui sont intervenus dans la chaîne de démontage, de tri et de manutention de ces ferrailles radioactives qui ont voyagé de la Roche-Condrieu près de Lyon jusqu'à Bobigny, en passant par la banlieue de Rouen.

Il était déjà connu que certains phosphates pouvaient avoir une teneur significative en uranium et que la contamination uranifère des mollusques en baie de Seine était induite par les rejets des phosphogypses, sous-produit fatal de la fabrication des engrais phosphatés, mais il n'était pas démontré que l'uranium se concentrait à l'intérieur des cuves et canalisations. "Plus les moyens de détection sont sophistiqués, plus l'on découvre de sources de contamination radioactive qui n'ont rien à voir avec le nucléaire" s'inquiète un spécialise de l'OPRI (Office de Protection des Rayonnements Ionisants). D'après nos informations, des usines similaires sont ou étaient installées à Douvrin et Watreloos dans le Nord, à Ottmarsheim en Alsace, à l'Oseraie, près d'Orange, à Sète, à Tarnos (2 sites), à Bordeaux, à Ambarès, à Tonnay-Charente, à Grand Quevilly et au Havre, en Seine Maritime. En Europe, nous pouvons citer par exemple Arklow en Irlande, Gela, Crotono et Porto Marghera en Italie, Porto Torres en Sardaigne, Frédéricia au Danemark, Anvers, Rieme, Engis-sur-Meuse (2), Sauvegarde (2) et Zandvoorde(2) en Belgique, Sas Van Gent, Vlaardigen et Pernis en Hollande, Whitehaven, Avonmouth, Immingham, Billingham, Severnside, Belfast, Aberdeen et Leith au Royaume Uni et enfin Krefeld, Nordenham, Knapsack et Embsen et Castrop en Allemagne.

Finalement, de quoi empoisonner beaucoup de gens. L'usine du Havre, l'une des plus importantes d'Europe, vient de fermer. Elle est d'autant plus suspecte à cet égard que des expériences d'extraction d'uranium à partir des phosphogypses ou d'acide phosphorique y ont été menées. Le démantèlement de l'usine du Havre, appartenant aujourd'hui à Norsk-Hydro, devra se faire dans les règles de l'art. La canalisation d'au moins 6 km qui rejetait par centaines de milliers de tonnes les phoshogypses dans la baie de Seine doit être récupérée. Un nouveau gisement pour l'inventaire des déchets radioactifs de l'ANDRA (Agence Nationale des Déchets Radioactifs).

Attention à l'importation en France des matériaux de démolition de ces usines. La France reste la terre d'asile des déchets radioactifs.

CURE-DENTS

La Corée du Sud milite pour la non-prolifération des cure-dents et va sans doute tenter de convaincre la Corée du Nord d'en faire autant. Les cure-dents rejetés dans les eaux grasses des restaurants et des collectivités sont accusés par les éleveurs de tuer les cochons et autres animaux nourris avec les rebuts alimentaires. Ceux qui ne respectent pas l'embargo sur les cure-dents sont passibles d'une amende de 2400 livres.

GAZ

A Longwy, 2 personnes sont hospitalisées après avoir respiré des gaz malodorants semblant provenir des égouts et infestant le quartier de Gourincourt. A Richmond, près de Londres, 37 étudiants ont été hospitalisés après avoir respiré des vapeurs d'origine indéterminée. A Epinay-sous-Sénart, une manipulation maladroite dans une salle de classe de physique-chimie provoque des dégagements de gaz toxiques: 18 personnes sont placées en observation dans divers hôpitaux de la région parisienne. A Gray, en Haute-Saône, 40 élèves du lycée sont intoxiqués par des émanations de phosphore dont les dérivés sont utilisés comme gaz de combat. "Les victimes ont du mal à respirer et ils ont des maux de tête" explique le proviseur. A Louviers, 29 enfants sont hospitalisés après avoir inhalé des gaz lacrymogènes dans l'enceinte de l'école primaire. En Décembre 1994, les 900 employés d'une usine de la société Thomson-Cintra, spécialisée dans le matériel accoustique sous-marin, avaient dû être évacués, suite à de mystérieuses émanations irritantes et lacrymogènes.

En France, l'IPSN (Institut de Protection et de Sûreté Nucléaire) va surveiller l'application de la convention sur l'interdiction des armes chimiques. Il aura un droit de regard sur les relations commerciales des entreprises exploitant des produits intermédiaires susceptibles de rentrer dans la composition des gaz toxiques de combat.

FÛTS

Sur une plage de l'île de Pangkor en Malaisie, ont été retrouvés 41 fûts. Les fûts de dioxine de Seveso? Non, il s'agit officiellement de cyanure de potassium, déposé par un courtier en déchets qui aurait touché 7000 dollars pour débarrasser une usine du nord de l'île. En face d'une station balnéaire de Hollande, un cargo a perdu 30 fûts d'une substance qui, au contact de l'eau, aurait des réactions exothermiques, chlorhydrique et sulfurique. Trimballer des fûts de cette manière, sur le pont d'un bateau immatriculé à Antigua et Barbuda, fait partie du tragi-comique du transport maritime. Chronologie: 8 décembre 1994, le Cam Bilinga, un bateau camerounais exploité par un armateur allemand, va de Hambourg à Dakar. Il perd 5 conteneurs "de fûts d'acide et de vieux habits" à 20 miles au nord-ouest d'Ouessant. 10 décembre: 1 kilo de cocaïne sur une plage d'Aurigny – 19 décembre: 12 sacs de cocaïne sur la plage de Weymouth – 24 janvier1995: cocaïne à la Tremblade avec algues et coquillages sur les paquets – 26 janvier: idem à Montalivet et Biscarrosse, en Aquitaine – 16 février: idem à Naujac-sur-Mer, Gironde – 28 février: cocaîne à Landeda – 1er mars: 2 fûts d'acide à Landunvez – 11 mars: cocaïne à l'île d'Yeu. Un fût d'essence estampillé "Wehrmacht, 1942" s'est échoué au nord d'Israël. En parfait état, il s'est échappé de la coque d'un bateau de guerre allemand, coulé au large des côtes de la Palestine pendant la seconde guerre mondiale. A Plouzané, en Bretagne, un fût vide de la Cogema a été retrouvé sur la grève et dans la déchetterie, un obus a été retrouvé consciencieusement déposé dans la benne réservée à la récupération des métaux.

ARMES

Les armes font la guerre du zèle. Inventaire à l'après-guerre: 5 chars Sherman enfouis dans les dunes de la réserve naturelle de Biville dans la Manche, un Messerschmidt dans un champ de Wissembourg dans le Bas-Rhin, une bombe dans un jardin public de Quimperlé, 60 mines antipersonnel sous la plage de Plomodiern, des munitions et fusées de détresse dans les égouts de Décines dans le Rhône, une bombe américaine sous un champ de maïs, un obus de la seconde guerre mondiale découvert sur une plage à Port-en-Bessin en Normandie (un périmètre d'exclusion avait été établi pour son pétardage, mais un éclat de 300 gr. est passé au dessus de la falaise, a survolé le port et brisé la vitrine d'un bar dans le centre ville).

L'épave d'un bombardier de la Luftwaffe qui s'était écrasé dans les sables de la plage à Bundoran (GB) pendant la Seconde Guerre mondiale, vient de refaire surface après une semaine de tempête. Les experts de l'armée ont bloqué le périmètre tandis qu'ils procédaient à l'examen de l'avion et de son chargement de munitions.

FEUX

Un stock de pneus et d'huiles usagées brûlent à Goudelin, en Bretagne. Sur le tard, l'incendie est circonscrit. Mais les mélanges eaux/hydrocarbures infiltrés dans les sous-sols ne le sont pas. Un stock d'emballages en plastique, de fûts de solvants et de colorants agricoles prend feu à Vaulx-en-Velin. Le "Progrés de Lyon" précise qu'un pompier a été légèrement blessé à la main par une tôle qui a entaillé son gant de protection. Rien n'est dit sur la pollution atmosphérique,

ni sur l'infiltration des mélanges eaux/solvants dans les nappes phréatiques. Même chose à Gérardmer, après l'incendie d'une usine textile qui contenait de nombreux produits dangereux et inflammables. Dans la même région, les pompiers ont du intervenir sur les bâtiments d'une ancienne filature, classée monument historique mais désaffectée. Pour ne pas tenter les rôdeurs ou les squatters, toutes les fenêtres avaient été murées; les pompiers ne disposaient que d'un seul accès: l'escalier principal. Pour rentrer dans "la Vieille Anglaise", joyau de l'ancien empire Boussac, il a fallu défoncer les murs à la pelleteuse et les fenêtres murées à coup de masse. La filature était "une forteresse brûlante". Au centre Arc-en-Ciel de Nantes, qui à pour vocation de trier, recycler ou incinérer les déchets ménagers, une fosse à brusquement pris feu. Elle contenait 2000 m³ de déchets. Les émanations toxiques ont gêné le travail des pompiers. Déclaré à 15 heures, l'incendie n'a été maîtrisé qu'à 20 heures. Les déchets de l'agglomération nantaise ont été provisoirement amenés sur la décharge de Tougas qui, théoriquement fermée, nuit à l'environnement (pollution par chlorures et accumulation de méthane).

CUVES

On est en Champagne à Faverolles et Coemy:" ... j'en avais pris une belle de 550 grammes, on l'a fait cuire au court bouillon, mais elle sentait le fuel. Nous avons ouvert une boîte de sardines". "Sitôt l'alerte passée, nous verrons peut-être à réintroduire des truites baguées ou du saumon de fontaine, de façon à ce que les pêcheurs puissent les différencier des truites victimes de la pollution". L'Ardre a été polluée par du fuel domestique échappé accidentellement d'une cuve à Ville-en-Tardenois. Mais le président de l'association locale, "le Gardon", estime que les malveillances quotidiennes sont bien plus nombreuses et plus graves que cette pollution ponctuelle: "des pressoirs jettent directement leurs résidus à la rivière, certains vendangeoirs déversent leur eaux de rinçage dans le cours d'eau". A Rennes, une cuve enterrée avec 3500 litres d'essence est laissée à l'abandon après le déménagement d'un transporteur routier. Parti sans se faire de souci. Un tractopelle creuse une tranchée, la cuve est touchée, des flammes de 10 mètres de haut jaillissent, vingt-cinq pompiers accourent. La Seille, dans la Meurthe et Moselle, est une abonnée au best-of des pollutions. Une citerne vétuste de 6500 litres de fuel, appartenant au gymnase de Bellecroix et qui venait de faire le plein, se fisssure pour imprégner les alentours et hydrocarburer la source de Bellecroix, puis la Seille. Près de Guingamp, 150.000 litres de lait s'écoulent dans le Rustang, puis dans le Trieux, après l'affaissement de la cuve d'une coopérative. Les cuves de fuel, de lait, de produit phytosanitaires, de lisiers, cuves fixes, cuves mobiles, raccordées par des flexibles ou des tuyaux rouillés, sont responsables des pollutions de tous les jours, combattues par les gardes champêtres, les pompiers bénévoles, les gardes-pêche, les gendarmes, signalées par les localiers de la presse régionale ou totalement passées sous silence. Les chiens écrasés de l'écologie.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

"Vivre la route sans arbres", une association lorraine recommande l'abattage des arbres au bord des routes, estimant pouvoir sauver 1000 vies (humaines) par an, rien qu'en France. L'objectif est donc de sensibiliser les pouvoirs publics aux dangers de l'arbre et de raser tout ce qui peut faire de l'ombre à l'asphalte.

CATASTROPHE EN NOUVELLE CALÉDONIE

Après 3 ans de palabres, un accord est intervenu pour construire un complexe hôtelier "haut de gamme" sur l'île des Pins, "l'île la plus proche du Paradis", classée Parc National dès 1950, alors que sur le territoire métropolitain, le Parc de la Vanoise n'a été créé qu'en 1963. Pour faciliter la construction des bungalows, le site d'Oro, un des endroits les plus beaux de l'île des Pins, a été déclassé en 1980 et en catimini. Dans l'hypothèse où le complexe touristique se ferait, aucune étude d'impact préalable ne serait nécessaire, puisque les lois sur la protection de l'environnement en vigueur en France ne sont pas applicables en Nouvelle Calédonie. L'alliance entre les hôtels Méridien, repris récemment par le groupe anglais Forte, et les propriétaires coutumiers de la tribu de Touete, ne semble pas prendre en compte la protection de l'environnement naturel ou culturel.

Contact: Action Biosphère
B.P. 120 Mont Dore
98810 Nouvelle-Calédonie

Lettres de remarques ou de réprobation à :
– Mr le Haut Commissaire de la France dans le Pacifique
B.P. M2 Nouméa cedex 98844
– Mr le Maire
Commune de Vao 98832 Nouvelle-Calédonie
– Mr le Ministre de l'Environnement
Avenue de Ségur
75007 Paris

AMIANTE

L'amiante est extraordinaire. Il résiste au feu, à la corrosion, il sert d'isolant thermique, il se file, il se tisse, il s'allie. Mais il est toxique et responsable de 4 maladies reconnues professionnelles, survenant 15 à 35 ans après l'exposition, la plus grave étant le cancer de la plèvre et du péritoine, le mésothéliome qui, pour ne retenir que l'exemple anglais, tuera environ 3300 personnes en 2020, selon les projections des experts citées par la revue "the Lancet". La traversée de l'Atlantique en paquebot finit mal. La Cunard Lines avait embarqué quelques plombiers, histoire de finir des travaux sur la Queen Elizabeth II, parmi les 400 passagers. L'un d'eux, un professeur de droit à l'université de Fort Lauderdale en Floride, vient de déposer un recours en justice au nom d'une quarantaine de croisiéristes. Selon les avocats américains, chaque passager a subi pour 50000 à 100000 £ de dommages liés à des agressions psychiques et physiques: exposition aux poussières d'amiante et à d'autres produits toxiques comme les colles et les vernis, manque d'eau potable, indisponibilité des toilettes, chutes sur des moquettes mal posées, inquiétudes face à l'encombrement des coursives et aux difficultés d'évacuation en cas de naufrage. La Cunard, qui pensait s'en tirer avec le remboursement du billet et une invitation à une croisière en 1996, a quelques soucis à se faire face à l'opportunisme et au fanatisme juridique américain.

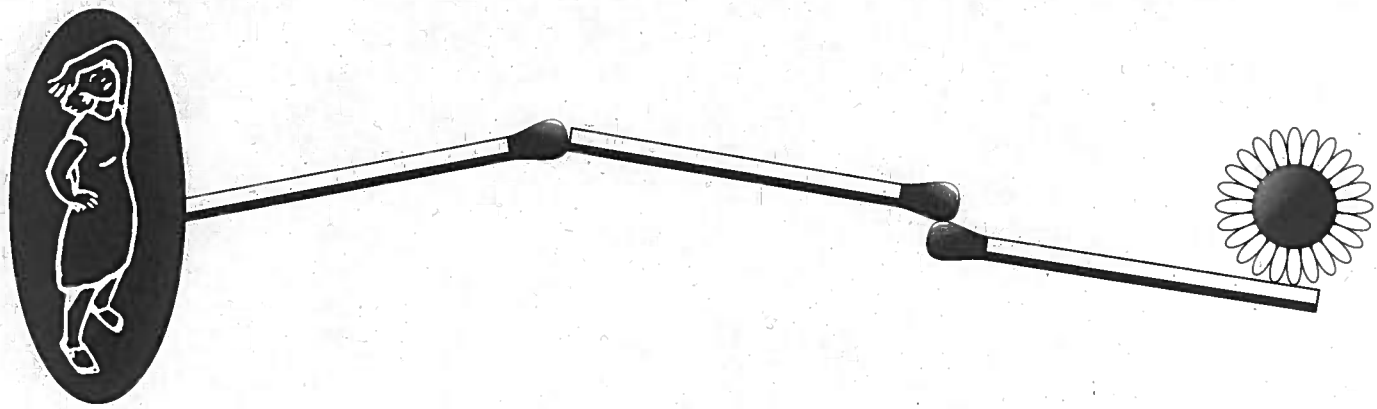
2588 voitures à passagers de la compagnie des chemins de fer italiens, isolées thermiquement avec de l'amiante, sont sur des voies de garage, en attente de démontage. Il n'y a pas en Italie de site de stockage pour l'amiante. L'Ukraine pourrait acheter en seconde main les wagons désaffectés. L'Italie va-t-elle vendre du matériel ferroviaire à l'Ukraine ou la payer pour le stockage de ces déchets contaminés? Épinal a un gymnase dont le plafond est floqué d'amiante. La mairie a pris l'initiative de procéder à son renouvellement, coût 500000 fr. La piscine de Vaise, près de Lyon est polluée par des poussières d'amiante, suite à des mauvaises manoeuvres lors de la réfection de l'étanchéité de la toiture. Aux Chantiers de l'Atlantique, constructeurs de paquebots à St Nazaire, et à l'arsenal de Cherbourg qui construit et démantèle des sous-marins, les syndicats estiment à plusieurs centaines les cas de cancers d'origine professionnelle liés à la manipulation de l'amiante et à la respiration des poussières. A Bassens, en Aquitaine, Everitube laisse sur son site désaffecté des déchets d'amiante libres ou libérables. En Corse, les vestiges de la mine d'amiante de Canari polluent la plage. En septembre 1994 à Birkenhead, Angleterre, un incendie se déclare dans une tannerie désaffectée dont la toiture contient de l'amiante. C'est l'été. Toutes les fenêtres des maisons alentour sont ouvertes. Les curieux s'approchent. Les enfants jouent. Les habitants du quartier ne sont que partiellement informés des dangers, 24 heures plus tard. 500 personnes portent plainte aujourd'hui. Une grande première en Europe. Selon les experts, les enfants et les personnes âgées risquent de subir des "maladies de l'amiante". Le 8 mai, c'était le 50ème anniversaire de la libération des îles anglo-normandes. Les médecins de Guernesey ont recommandé à la population de ne pas ressortir les masques à gaz à cette occasion, "certains d'entre eux contiennent de l'amiante".

WAGONS

En Roumanie, un train de passagers heurte un train d'essence qui venait de dérailler: 1 mort, 20 brûlés. Dix wagons-citernes se sont vidés sur les ballasts, près de la gare de Dragos Voda. Une enquête est ouverte, la pollution aussi. Un nouveau point noir ferroviaire. En Thaïlande, au sud de Bangkok, un train rentre en collision avec un semi-remorque engagé sur la voie ferrée: 15 morts, 109 brûlés, victimes du suintement et de l'embrasement du fuel juste après l'accident. A Rouen, du butadiène, très inflammable, utilisé dans la fabrication du caoutchouc synthétique, s'échappe par la vanne mal fermée d'un wagon spécialisé: la circulation automobile périphérique est interrompue pendant 5 heures: No smoking! Une autre fuite de matière dangereuse inflammable au contact de l'air, est repérée dans une citerne sur la gare de triage de Lens. Observée, de loin, par les pompiers, après l'établissement d'un périmètre de sécurité, la fuite s'arrête spontanément à la tombée de la nuit. La substance se dilate à la chaleur, la citerne avait été remplie au delà des coefficients de dilatation. A Nantes, un train portuaire tractant des conteneurs de matières dangereuses éprouve des difficultés de freinage, sur des rails qualifiés de "gras" par les cheminots. La locomotive passe par dessus le butoir et retombe sur le quai en contrebas.

POLLUTION

Tout se fait aujourd'hui au nom de l'écologie. La mairie de La Seyne-sur-Mer après avoir évacué les tsiganes du vaste terrain des Sablettes, a fait creuser une douve de 80 cm de large et souder les portes d'entrée pour empêcher le retour des nomades. "Les effluents des caravanes sont rejetés dans le réseau pluvial qui se jette dans la baie du Lazaret où sont installés les parcs à moules" plaide le maire. "Le jour ou il n'y aura plus de nomades sur les routes et les places, votre liberté à tous sera dangereusement menacée" répond un voyageur.



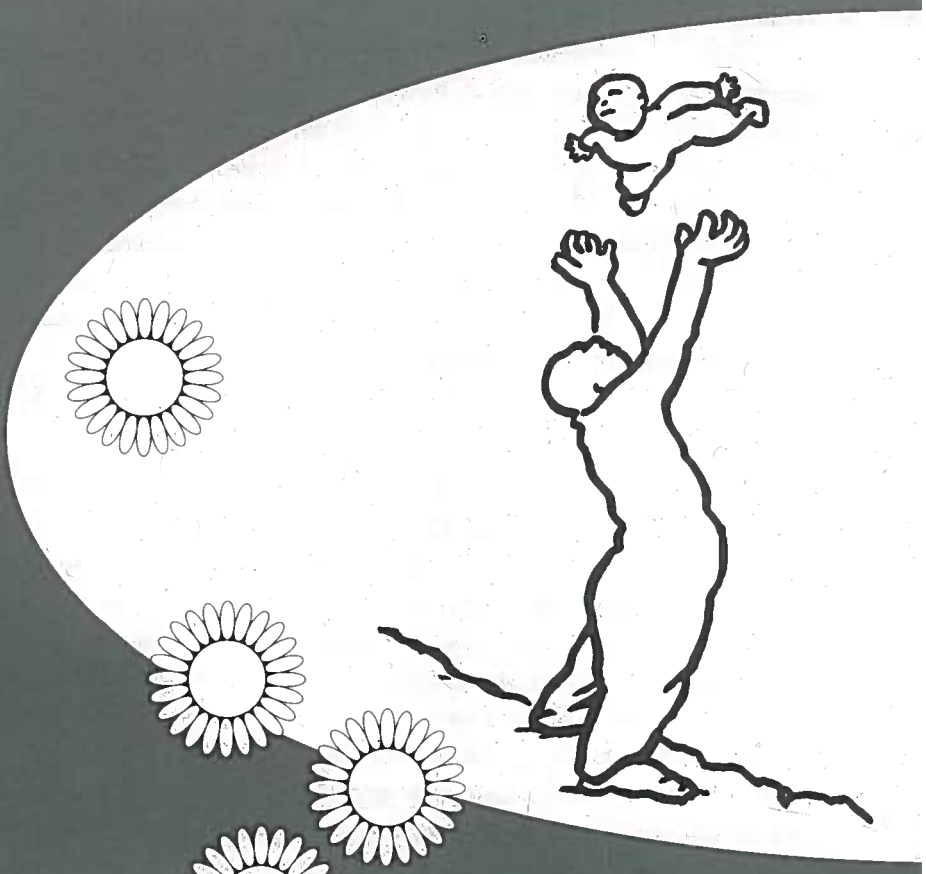
1843 - LE POLYGONE DE D'ARCET

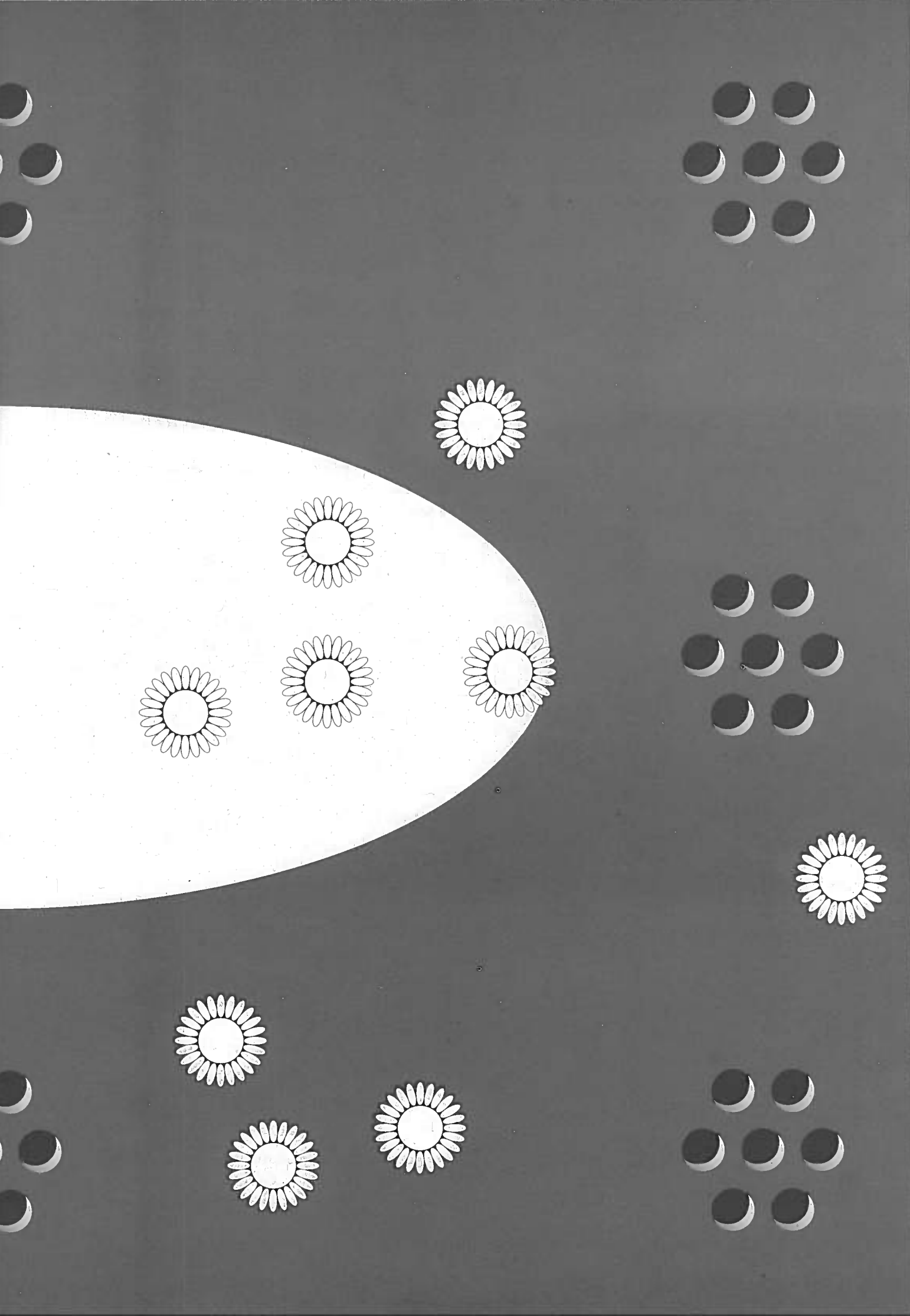
D'Arcet, chimiste hygiéniste, propose une méthode scientifique pour établir *"les rapports de distance qu'il est utile de maintenir entre les fabriques insalubres et les habitations qui les entourent"*. **S'appuyant sur les relevés des données météorologiques quotidiennes de l'Observatoire de Paris sur une période de huit ans, il s'attache à représenter** *"la sphère d'action des principaux vents aux alentours d'une fabrique. C'est ainsi qu'ont été tracés les 16 rayons dont les extrémités déterminent le contour du polygone considéré comme étant pour le département de la Seine la surface spéciale exposée à l'influence nuisible de la fabrique établie au centre de la figure..."* **Sans toutefois chiffrer les périmètres "d'insécurité", d'Arcet souligne que plus la fabrique sera insalubre,** *"plus la surface du polygone reconnue nécessaire pour l'établissement d'une fabrique devra être grande et que, au fur et à mesure qu'on assainira les fabriques, on pourra les établir au centre de polygones de plus en plus petits"*. **Extrait du Recueil de la Société polytechnique, ou recueil industriel, manufacturier, agricole et commercial, de la salubrité publique et des beaux arts, octobre 1843.**

1835 - LE PRINCIPE DE PRÉCAUTION

"On a proposé dans un but d'assainissement d'essayer de creuser, entre Choisy et Thiais, un puits foré, qui recevrait les eaux sales de cette dernière commune; eaux qui seraient jetées dans une nappe d'eau souterraine. Ce mode de faire présente de graves inconvénients, et mérite une sérieuse attention avant d'être mis en pratique. Enfouir dans ces nappes les eaux sales, les eaux infectes, c'est donner un exemple funeste. Si cet exemple est suivi par les communes qui n'ont pas de moyens faciles d'écoulement, c'est rendre impropres des nappes d'eau qui vont sans doute se relever plus loin pour alimenter des sources, des fontaines, ou qui sont destinées à fournir de l'eau aux nombreux puits artésiens qu'on ouvre chaque jour sur le sol de la France. Cette opinion fut combattue par un de mes honorables collègues que j'estime et dont j'honore le talent; mais toutes les raisons qu'il me donna n'ont pu faire disparaître mes craintes; car, quelle est la source de la nappe d'eau dans laquelle on enfouira les matières infectes? quelle quantité d'eau fournit-elle? que devient cette eau qui coule sous le sol? elle doit nécessairement avoir une issue, puisqu'elle se meut. Toutes ces questions ne sont pas résolues, et il me semble qu'elles ont besoin de l'être avant qu'on ne propage trop l'idée de creuser des puits destinés à l'absorption des matières infectes. Il me semble qu'avant d'en creuser un plus ou moins grand nombre, il serait utile d'attendre pour voir si, dans quelques parties de la France, des sources qui fournissaient des eaux claires, limpides, ne fourniront pas plus tard des eaux impropres aux usages économiques; pour reconnaître enfin si quelques puits nouvellement creusés ne fourniront pas une eau salie par des matières qu'on aurait nouvellement introduites dans une nappe d'eau souterraine. Si les inconvénients que nous présentons ne sont qu'imaginaires, le percement des puits forés pour l'écoulement des eaux sales, des eaux infectes deviendra d'une importance majeure pour les manufacturiers et grands établissements. En effet, les féculeries, les amidonneries, les buanderies, les porcheries, les vacheries, les teintureries, les distilleries d'alcool, de fécule, etc, dont les propriétaires ne savent comment se débarrasser de leurs eaux, et qui en raison de cela ne savent où s'établir sans avoir à redouter des plaintes et des tracasseries, trouveront là un moyen simple et facile de le faire..."

Extrait d'un article de A. Chevallier, "Réflexion sur l'introduction dans les nappes d'eau souterraines des liquides infects qui se trouve sur le sol",Journal des connaissances usuelles et pratiques, juillet 1835.





1888 - SEINE : DÉJÀ LES RAFFINERIES ET LES DRAGAGES

"Je désire aujourd'hui appeler votre attention sur une nouvelle cause de pollution des eaux de la Seine à Rouen par le pétrole. Il y eut grand émoi, ces temps derniers, sur le marché au poisson de notre cité. Le poisson vendu à la criée offrait, au dire de tous et depuis plusieurs mois, une singulière odeur d'essence, mais seulement dans la poêle. Et l'éperlan, ce petit poisson si délicat, recherché des gourmets et recommandé aux convalescents, exhalait, à n'en pas douter, l'odeur non plus de violette mais du pétrole. En effet, notre poisson de Seine (ablettes, goujons, anguilles, gardons, faintes, brèmes, mais surtout éperlans) était pétrolé. L'émoi fut vite répandu parmi vendeurs et acheteurs. D'autre part, l'industrie des pêcheurs se trouvait compromise. Un procès avait déjà été intenté à M. Deutsh, l'industriel incriminé, et le tribunal l'avait condamné à des dommages et intérêts. Le maire de Rouen porta l'affaire devant le Conseil central d'hygiène. Le rapport et la discussion ont établi clairement que la couche irisée que l'on constate de Rouen à Croisset est constituée par les eaux résiduaires que les raffineries de pétrole rejettent dans la Seine. L'importance de la pêche dans ces parages est considérable, notamment à certaines époques de l'année. Elle s'élèverait annuellement à 100 000 francs. Ce sont principalement les éperlans que l'on a trouvés pétrolés. Certaines personnes en auraient même été quelque peu incommodées. Quoi qu'il en soit, il est assez difficile de reconnaître le poisson pétrolé à l'état frais. Ce n'est que par la friture que l'odeur caractéristique se développe. Je ne crois pas que le poisson pétrolé soit insalubre dans la véritable acceptation du mot, c'est à dire nuisible à la santé, mais n'y eût-il que l'odeur insupportable qui s'en dégage au moment de la friture, cela suffit bien pour déprécier la vente si considérable de l'éperlan, compromettre les intérêts des vendeurs et effrayer la population.

C'est à tort que MM. les raffineurs prétendent qu'ils ne peuvent se débarrasser de leurs eaux résiduaires qu'en les rejetant à la Seine. A l'usine de Bonnières, l'épuration est complète et ces inconvénients n'existent pas. Le rapport a également démontré que la cause première de l'infection du poisson était le rejet à la Seine des eaux résiduaires des raffineries de pétroles, mais que la cause immédiate de cette infection devait être attribuée aux travaux de dragage actuellement entrepris pour l'établissement des bassins. Lorsque, à la marée basse, le niveau du fleuve a baissé, la couche de pétrole s'est déposée sur la vase des deux rives, laquelle vase s'en est lentement imprégnée. Il est vrai que le pétrole, plus léger que l'eau, reste à sa surface; mais à la marée basse la vase s'en imprègne même en dehors de l'action de la drague. Quelle que soit l'explication que l'on adopte, le poisson n'en est pas moins infecté. Aussi, pour remédier à l'état des choses actuel, le Conseil d'hygiène, d'accord avec M. Renard, rapporteur, a-t-il été d'avis qu'il y avait lieu d'interdire dès à présent la pêche dans le bras de la rivière qui paraît être le séjour de prédilection des poissons, et d'interdire aux raffineurs de rejeter dans le fleuve leurs eaux résiduaires ou au moins de soumettre ces eaux à une épuration complète."

Extrait de "La pollution des eaux de la Seine à Rouen", mémoire communiqué à la Société de médecine publique dans sa séance du 25 janvier 1888 par le Dr. Deshayes, Revue d'hygiène et de police sanitaire, tome X, 1888.

1830 - UNE FRICHE INDUSTRIELLE EN NORMANDIE

"Il faut que les autorités sachent que lorsque ces fabriques se servent de puisards pour y envoyer leurs eaux et leurs résidus, le sol et les puits circonvoisins se trouvent en peu de temps infectés dans une étendue qui peut être fort grande et qui varie suivant la nature du terrain. Ajoutons que cette infection peut être considéré comme indélébile. Il n'y a pas longtemps, on ne pouvait pas passer dans un champ près de Rouen sans être arrêté par l'odeur de huile pyrogénée; en effet, il avait existé, pendant quelque temps, sur ce champ une petite fabrique d'ammoniaque; mais cette fabrique, bâtie en planche, avait disparu depuis huit années, et le champ, exposé aux intempéries de l'air et aux eaux pluviales, était remué deux fois par an par le soc de la charrue."*

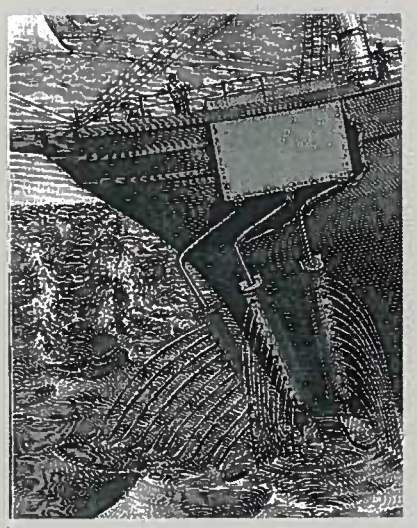
*L'huile pyrogénée est un sous-produit issu des fabriques d'ammoniaque et de noir animal, qui connaissent au début du XIXème siècle un développement important.

Extrait du mémoire de Parent-Duchatelet, "Des inconvéniens que peuvent avoir dans quelques circonstances les huiles pyrogénées et le goudron provenant de la distillation de la houille" publié en 1830 dans les Annales d'hygiène publique et de médecine légale.

1913 - DU BEAU TEMPS SUR LYON TOUT LE TEMPS

"La ville de Lyon possède un climat spécial qui constitue dans la région du sud-est une véritable anomalie. Nul n'ignore ses deux caractères principaux: l'humidité et la fréquence des jours de brouillard. On a proposé de nombreux procédés pour faire disparaître le brouillard une fois qu'il est formé, mais aucun n'est suffisament pratique, ni efficace (...) Le défaut de tous ces procédés est d'engager la lutte contre le brouillard tout formé ; il serait préférable d'en empêcher la formation en s'attaquant à sa cause principale, c'est à dire à l'évaporation des fleuves. À cet effet, nous allons montrer: 1- qu'une pellicule d'huile, infinitésimale, étendue à la surface de l'eau, en arrête l'évaporation 2- qu'il serait aisé et peu coûteux d'en établir une sur nos deux fleuves. Il est certain qu'en supprimant ainsi le brouillard, en tant que cause d'humidité atmosphèrique, on modifierait heureusemet le climat de Lyon. Répondons de suite à cette objection qui se présente tout d'abord à l'esprit: recouverts d'huile, nos beaux fleuves ne deviendaient-ils pas très laids? Le lavage du linge ne serait-il pas entravé? etc. Il suffira de faire remarquer que nos fleuves sont déjà partiellement recouverts de larges taches d'huiles, sans que personnne, à notre connaissance, s'en soit jamais plaint. La ville de Lyon doit-elle tenter cet essai? Si nous parvenons à produire une coupure, le moyen de lutter contre les brouillards sera trouvé; il sera dès lors facile d'étendre le procédé à la Saône toute entière et ensuite au Rhône lui-même. Nous pourrons ainsi nous affranchir de soixante-deux journées de brouillard et nous les remplacerions par soixante deux jours de beau temps."

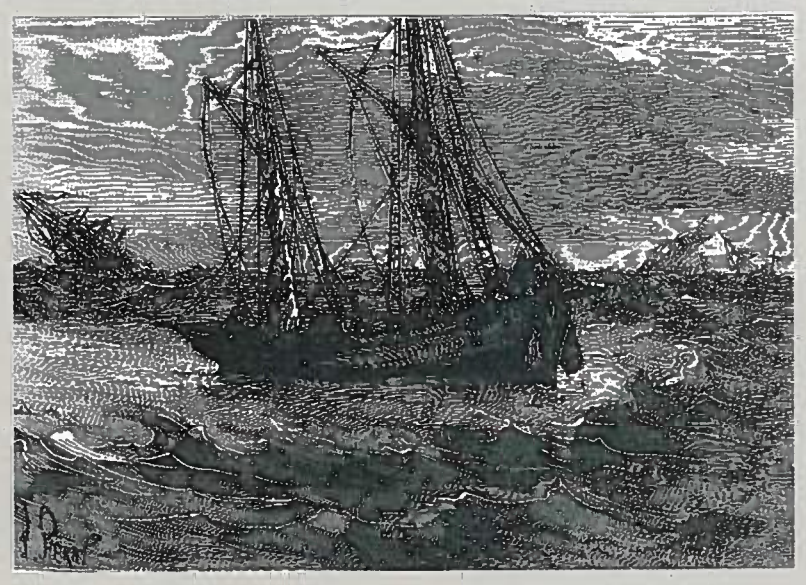
Extrait de "Le brouillard à Lyon, comment il se forme, comment l'en empêcher" de Georges Onofrino, Directeur de l'Observatoire de Fourvière.



1888 - MARÉE NOIRE EN MER

"Nous avons signalé les effets si intéressants qu'on obtient en répandant l'huile à la surface de la mer pour calmer l'agitation des vagues. Une communication récente de M. l'amiral Cloué à l'Académie des Sciences (séance du 6 juin 1887) est venue attirer à nouveau l'attention sur cette question, et montrer qu'il y avait là un auxiliaire des plus importants pour la navigation puisque, avec une dépense d'huile très minime, on peut arriver à sauver ainsi les navires en détresse et les vies humaines en péril. L'action calmante de l'huile sur les vagues constitue un phénomène bien constant, facile à provoquer, et elle peut s'expliquer peut-être par cette considération que la nappe d'huile se répandant à la surface des eaux, même sur une épaisseur absolument insensible, mettrait en quelque sorte la masse d'eau qu'elle recouvre à l'abri de l'action et du contact du vent, et elle empêche ainsi l'agitation de se communiquer jusqu'à celle-ci. Cette action de l'huile, acceptée par les uns, et discutée par les autres, doit être considérée cependant comme un fait des mieux établis, et bien que la chose puisse paraître étrange, elle était connue des anciens auteurs et il semble qu'elle avait été remarquée depuis très longtemps par les pêcheurs hollandais en particulier, qui allaient chercher la morue dans le voisinage des côtes du Groenland. Quant aux appareils employés pour le filage, ce sont généralement des sacs de forte toile à voile de 10 litres environ de capacité qu'on remplit d'étoupe saturée d'huile. Aucun de ces procédés anciens ne paraît résoudre la question d'une manière aussi satisfaisante que le cylindre distributeur représenté dans la figure 1, et dont nous donnons la description d'après le "Yacht"."

La Nature, 1887



1855 - VEAUX

"Ces véhicules, sur lesquels l'administration n'exerce aucune surveillance, n'ont rien de spécial dans leur aménagement, rien qui les rende plus commodes pour leur destination. Le seul but de ceux qui les conduisent est d'entasser dans le moindre espace le plus grand nombre de veaux. L'observateur, s'il devance l'heure où l'étalage est achevé, verra les débardeurs saisir le veau par un pied, le renverser brusquement sur un pavé nu, où sa tête et ses membres se heurtent et se meurtrissent, car c'est ainsi, Messieurs, qu'on l'abat avant de le courber. Dès qu'il est à terre, on le maintient en lui appuyant un pied sur le cou. Un détail de cet examen nous a frappés, c'est celui qui consiste à s'assurer si la membrane muqueuse de la bouche, des paupières et des organes génitaux est suffisament pâle. Si elle est rose, le veau se vendra mal, car c'est un indice que sa chair ne sera pas blanche et décolorée comme l'exigent l'usage et la sotte routine. Parmis les veaux exposés en vente, il en est peu qui n'aient les pieds tuméfiés et brûlants, beaucoup ont l'oeil teint de sang, l'oreille chaude, et sont agités par la fiévre. Plusieurs ont la diarrhée ou la dysenterie qui s'accompagne souvent de la sortie d'une partie de l'intestin par le rectum. La fatigue du voyage et l'étreinte prolongée de leur ligature donnent l'explication de cet état maladif. Qu'importe! ils seront vendus et mangés, s'ils trouvent un acquéreur. S'ils n'en trouvent pas, après être restés exposés là tout le jour, sans aliments et sans boissons, ils seront dégarrottés et poussés dans la cave, pour attendre le marché suivant. Cette cave, ils n'y descendent pas, ils y roulent, en se meurtrissant aux angles des marches, en s'étouffant pour franchir la porte étroite et unique qui y conduit. Parqués dans des souterrains obscurs, où l'air ne se renouvelle pas, où les urines et les excréments s'infiltrent et se putréfient, les veaux séjournent là sans litière et sans nourriture. Le marché n'a pas même une fontaine pour désaltérer les hommes et les animaux qui le fréquentent".

Extrait de «Le Zoophile ou le Défenseur des animaux» par Huré jeune, Paris, 1855.

1874 - MARSEILLE : LES DÉCHETS EN REMBLAIS ET SOUS-COUCHES ROUTIÈRES

"Les villes qui sont assises sur des terrains rapportés et, par suite poreux ont d'ordinaire l'eau à une petite profondeur; elles sont humides et l'eau de leurs puits est sujette à s'infecter. Mais les inconvénients de ces terrains ne sont rien auprès de ceux des remblais pratiqués avec certains résidus industriels. M. Maurin a consigné, dans son intéressante monographie, des détails très curieux sur la nature du sol factice constitué par les cendres des savonneries, et sur lequel s'élèvent un certain nombre des quartiers de Marseille. Ces résidus industriels sont constitués par un mélange de sulfate de chaux, de sulfure de calcium, de craie, d'impuretés de houille. "Si, dit ce médecin, on utilise ces cendres pour remblayer des terrains, toute trace de végétation disparaît partout où elles sont déposées, et, pendant les premières années, de petits feux volcaniques apparaissent çà et là sur leur surface. Ces flammes, ou feux follets, résultent de l'excessive chaleur produite, sur certains points, par la réaction qui s'opère sous l'influence de l'humidité et de la combustibilité du gaz sulfurique qui en est le produit. Plus tard, ces volcans en miniature ne se rencontrent plus; les sulfures des résidus de la couche extérieure, exposés à l'action de l'air ambiant, de l'humidité et de la lumière, perdent de leur caractéristiques physiques et leur action spéciale; les terres qui constituent cette couche extérieure, désagrégées, blanchâtres, ne conservent pas moins, malgré cette transformation, des propriétés malfaisantes. Soulevées par les vents en flots de poussière, elles peuvent déterminer par leur action caustique des ophtalmies et l'inflammation des voies respiratoires". M. Maurin attribue à cet usage des cendres de savonnerie l'insalubrité de la rue St-Lambert, qui a été nivelée à l'aide de ces résidus, dont les couches atteignent, en quelques endroits, 8 mètres d'épaisseur, et il signale les émanations sulfuriques qui se dégagent de ces terrains rapportés et envahissent les caves et les sous-sols des maisons qu'ils supportent. Ces matériaux, comme du reste les terres des tanneries, affectées en certain endroits au même usage, ont de plus l'inconvénient d'altérer les eaux des puits"

J.-B. Fonssagrives. Hygiène et assainissement des villes, Paris, 1874, J.-B. Baillière et fils.

CONVENTION DE WASHINGTON

La convention internationale sur les espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction dite Convention de Washington a été adoptée aux États-Unis en 1973. Elle est entrée en vigueur en 1975. Son objectif est de protéger la faune d'une utilisation abusive dans le cadre du commerce international. 124 pays en sont membres (Taiwan et la Côte d'Ivoire en sont les grands absents). Chaque état membre est censé intégrer dans son droit national les décisions ou réglementations prescrites par la Convention.

L'annexe I regroupe les espèces qui, sur proposition des états-membres, sont considérés comme menacées d'extinction. L'annexe II regroupe les espèces, qui sans être menacées d'extinction à court terme, présentent déjà des indices de fragilité. C'est une annexe de prévention. L'annexe I interdit le commerce international. L'annexe II réglemente le commerce et exige des permis délivrés par les pays émetteurs et récepteurs. Le Secrétariat de la Convention de Washington, qui dépend de l'organisation des Nations-Unies, est établi à Genève. Il a en particulier comme mission de relever les infractions aux prescriptions de la Convention mais il n'a pas à sa disposition de moyens de contrainte ou de sanction. Tous les deux ans, se réunit la conférence plénière des états membres de la Convention.

La 9ème conférence s'est tenue à Fort Lauderdale du 7 au 18 novembre 1994. A cette occasion, Robin des Bois a distribué aux 800 délégués un document approuvé par le Secrétariat de la Convention. Nous vous en présentons des extraits, suivis des décisions de la conférence.

Prochain rendez-vous au Zimbabwé.

Le cri du PANGOLIN DU CAP (Manis Temmincki)

Une écaille de Pangolin du Cap se vend 15 $ US à Pretoria. Combien se vend-elle à Taiwan? Les pangolins ne sont ni des pommes de pin, ni des reptiles, ni des poissons. Ils sont mammifères, insecticides (ils mangent 200 gr d'insectes par nuit, Rhône-Poulenc ne fait pas mieux), menacés par la déforestation, gênés par les activités routières et pétrolières et l'urbanisation. Ils sont abondamment chassés pour leur viande et leurs "vertus thérapeutiques". Le Pangolin tricuspide, le Pangolin géant et le Pangolin à longue queue, trois espèces africaines, sont considérés comme "rares", "peu abondants" et "probablement menacés". Leur accorder la protection de l'annexe II comme aux pangolins d'Asie est urgent, d'autant plus qu'un douanier de base ne peut pas distinguer une écaille de Manis tetradactyla d'Afrique d'une écaille de Manis pentadactyla d'Asie. Quant au Manis temmincki, il est considéré comme "très rare". Lui enlever la protection de l'annexe I ouvrirait toutes grandes les portes des marchés asiatiques à une espèce surnommée par les africains "Mr Doctor". Au moment où, par la force des lois ou des choses, les produits du tigre et du rhinocéros vont disparaître des pharmacopées asiatiques, "Mr Doctor" paierait très cher sa réintroduction sur le marché international. Attention! quand il n'y aura plus de pangolin, il n'y aura plus de pangolin. Ils ne supportent pas la captivité.

➡ Le Pangolin du Cap descend en annexe II.

ELÉPHANTS : (Loxodonta africana) la kalashnikov en annexe I (AK 47)

Ainsi, le gouvernement de Prétoria veut bénéficier du commerce international de l'ivoire et propose à cet effet de déclasser en annexe II ses populations d'éléphants. Les éléphants sont migrateurs et nul pays, au sens administratif et politique du terme, ne peut se les approprier sauf à les enfermer dans des enceintes clôturées et militairement surveillées comme le parc Krüger qui, malgré tout, est le théâtre de conflits armés et sanglants entre les park-rangers et les braconniers. Entre juillet 1989 et mars 1993, 4 braconniers et 64 éléphants ont été tués, des armes de guerre et des fusils de chasse saisis. En ce domaine, l'Afrique du Sud et les autres pays limitrophes sont particulièrement bien équipés. La Kalashnikov, l'arme maudite par l'espèce entière des éléphants d'Afrique, est aussi un produit sud africain fabriqué par Armscor qui vient d'en vendre pour 16 millions de francs au Yémen, en violation d'une législation sud africaine interdisant la vente d'armes aux pays en proie à la guerre civile. Une guerre civile qui, toutes proportions gardées, règne aussi en Afrique du Sud puisque selon le journal français Le Monde (22 octobre 1994) 10000 assassinats y ont été commis dans les 6 premiers mois de l'année 1994. On voit mal dans ces conditions quelles protections pourraient être accordées aux éléphants d'Afrique australe et ce qui pourrait assainir le négoce de l'ivoire s'il venait à reprendre. L'Afrique du Sud, l'un des premiers producteurs mondiaux de diamant, d'or, de platine, de cobalt, de titane, de manganèse et d'armes, ne semble pas avoir besoin de l'ivoire pour développer son commerce et son équilibre. Les conditions biologiques, administratives, douanières et sociales ne permettent pas, en 1994, la révision d'une inscription en annexe I entrée en vigueur en 1990.

➡ La chasse à l'éléphant n'a pas eu lieu : l'Afrique du Sud a retiré sa proposition. Majoritairement, les pays africains ont convenu que la réouverture du commerce international, même limité à la peau et à la viande des éléphants d'Afrique du Sud, entraînerait un braconnage généralisé, non seulement sur ces produits, mais aussi et surtout sur l'ivoire. La Zambie, toujours très cinglante, souligna que la menace même d'un éventuel déclassement en annexe II faisait spéculer les braconniers et que l'Afrique du Sud, pour gérer 1,5 % de la population africaine d'éléphants, risquait de mettre en péril l'espèce entière. Le Togo suggéra que ce sujet ne soit plus abordé avant 15 ou 20 ans, le temps minimal nécessaire pour que les éléphants retrouvent un niveau de population normal. Cependant, bien que les éléphants aient survécu à cette conférence de la Convention de Washington, il n'est pas douteux qu'une nouvelle proposition de déclassement revienne à la surface dans deux ans. En effet, le prochain rendez-vous est au printemps 1997, au Zimbabwe, un ardent supporter de la commercialisation "durable" de la faune.

HIPPOPOTAME-ÉLÉPHANT : même combat ! (Hippopotamus amphibius)

L'ivoire des dents d'hippopotame a toujours été apprécié pour son grain et sa résistance au jaunissement. Le commerce légal international est évalué au minimum à 30000 dents par an. Le commerce illégal international peut raisonnablement être soupçonné d'être beaucoup plus volumineux, puisqu'à elles seules, trois cargaisons frauduleuses repérées en Belgique, en France et au Zaïre entre 1991 et 1994 totalisaient 23000 dents. Sur tout le continent africain, l'hippopotame ("cheval du fleuve") est confronté à l'assèchement des zones humides, à l'extension de l'agriculture et de la pêche, à la multiplication des élevages où sa viande est jetée en pâture aux crocodiles. Les hippopotames en Afrique australe sont "régulés" dans le cadre de safaris ou de chasses "préventives". Ils sont en outre victimes d'épizooties et des braconnages militaires. C'est l'avis de l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) que le prélèvement annuel d'hippopotames est excessif et nuit à une population globalement déclinante estimée à 160000 individus. Il est temps de placer l'hippopotame sous l'observatoire et le contrôle de l'annexe II. L'avenir de l'hippopotame est à ce prix. Mais aussi celui de l'éléphant. Comme le font remarquer les auteurs de la proposition d'inscription de l'hippopotame à l'annexe II, "la ressemblance entre l'ivoire d'éléphant et l'ivoire d'hippopotame étant assez forte, il est souvent difficile ou même pratiquement impossible de différencier l'un de l'autre quand il s'agit de petits objets travaillés. Les échanges internationaux d'ivoire dit d'hippopotame semblent très peu contrôlés ce qui pourrait nuire au respect de l'interdiction du commerce international de l'ivoire d'éléphant."

➡ Malgré les efforts des pays d'Afrique australe, la proposition a été retenue.

FÉLIX LE CHAT (Felis bengalensis)

Le chat léopard est inscrit à l'annexe I depuis 1975, mais la population de Chine a été rétrogradée en annexe II en 1985. Félix le chat va mal depuis que ses os servent de substituts aux os de tigre dans la pharmacopée chinoise et depuis que les petits félins tachetés d'Amérique du Sud sont en annexe I. Près de deux millions de chats léopards auraient été chassés en Chine entre 1985 et 1989. Un million de peaux y seraient stockées en attente d'exportation. L'Italie, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, le Japon, la Pologne sont les principaux importateurs. Les chats léopards seraient chassés au Laos, en Birmanie, au Vietnam puis vendus clandestinement sur le marché chinois de la fourrure. Ils sont bien sûr perturbés par l'exploitation des forêts et le morcellement de leurs territoires. Dans toute l'aire de répartition, il n'y a pas d'informations concrètes sur la densité de la population. De l'Afghanistan au Vietnam, c'est le trou noir. La Convention de Washington vient de recommander à tous les pays membres de suspendre toute importation en provenance de Chine. Aussi, la proposition helvétique de rétrograder le Felis bengalensis de l'annexe I à l'annexe II paraît complètement à contre temps. Veut-on, parce que les choses vont mal, qu'elles aillent pire? C'est un défi lancé au principe de précaution en vigueur à la Convention de Washington qui, avant de procéder à un transfert d'annexe I en annexe II exige des preuves scientifiques sur la capacité de l'animal ou de la plante à résister à une reprise de l'exploitation consécutive à un allégement des mesures de protection. Dans l'attente de ces preuves, tous les Felis bengalensis, y compris la population de Chine, doivent être protégés par l'annexe I.

➡ La Suisse présenta cette proposition après avoir prétendu que tous les pays de l'aire de distribution, étaient d'accord, sauf l'Inde. Cependant, durant les débats, il devint clair qu'en fait certains pays n'étaient pas du tout d'accord avec la proposition, notamment le Bangladesh et la Thaïlande. En conséquence, la Suisse l'amenda : les populations de l'Inde, de la Thaïlande et du Bangladesh restent en annexe I, et les autres sont descendues en annexe II. Cette proposition, soutenue par les USA, la Grande Bretagne et Traffic (une antenne du WWF), fut acceptée par 66 voix contre 10. Une décision qui ne peut qu'aggraver le commerce illégal : comment faire la différence entre une peau de chat-léopard de Malaisie et une autre, de Thaïlande?

RORQUAL DE MINKE : une nouvelle exportation norvégienne

(Balaenoptera acutorostrata)

Après avoir unilatéralement repris la chasse au rorqual de Minke en 1993, malgré le moratoire en vigueur au sein de la Commission Baleinière Internationale dont elle est membre-fondatrice, la Norvège tente aujourd'hui, au sein de la Convention de Washington, de déclasser le rorqual de Minke en annexe II, afin de pouvoir écouler légalement la viande d'une chasse illégale. Il est vrai que sur le marché intérieur norvégien la "hvalbif" se vend mal. "Trop cher!" disent les caissières des supermarchés (250 gr: 75 fr). Après s'être appuyée sur des arguments sociaux et régionalistes visant à prouver que l'activité baleinière est économiquement subsidiaire et culturellement indispensable, la Norvège dévoile sa stratégie: il est donc question d'exporter la viande de baleine comme le gaz et le saumon. Il est vrai qu'au Japon la viande se vend bien, et 5 fois plus cher qu'à Oslo. Si bien qu'une contrebande de viande de Minke à destination de la Corée du Sud a été fortuitement mise à jour par des employés de l'aéroport d'Oslo. Outre que les estimations sur les populations de Rorqual de Minke de l'Atlantique du Nord-Est et de l'Atlantique Nord diffusées par la Norvège sont douteuses, il apparaîtrait doublement paradoxal de réouvrir au marché international la viande d'un mammifère marin arctique ou subarctique alors que les scientifiques européens et norvégiens s'inquiètent de la lente progression vers le pôle Nord des polluants radioactifs, chimiques, organiques, honteusement déversés en mer par la France, l'Angleterre, la Hollande et la Belgique, sans parler des sous-marins et déchets nucléaires russes immergés volontairement ou involontairement. Les mammifères marins, maillons supérieurs de la chaîne alimentaire marine, sont les premières victimes de ces pollutions. Leur viande est-elle consommable sans risque?

➡ La volonté de la Norvège de déclasser le Minke a été assez facilement déboutée (48 voix contre 16). L'opinion générale fut que le forum légitime pour aborder les baleines est la Commission Baleinière Internationale (CBI) (voir Sanctuaire en Arctique).

Soupe de NIDS D'HIRONDELLE : Ras le bol! (Collocalia spp.)

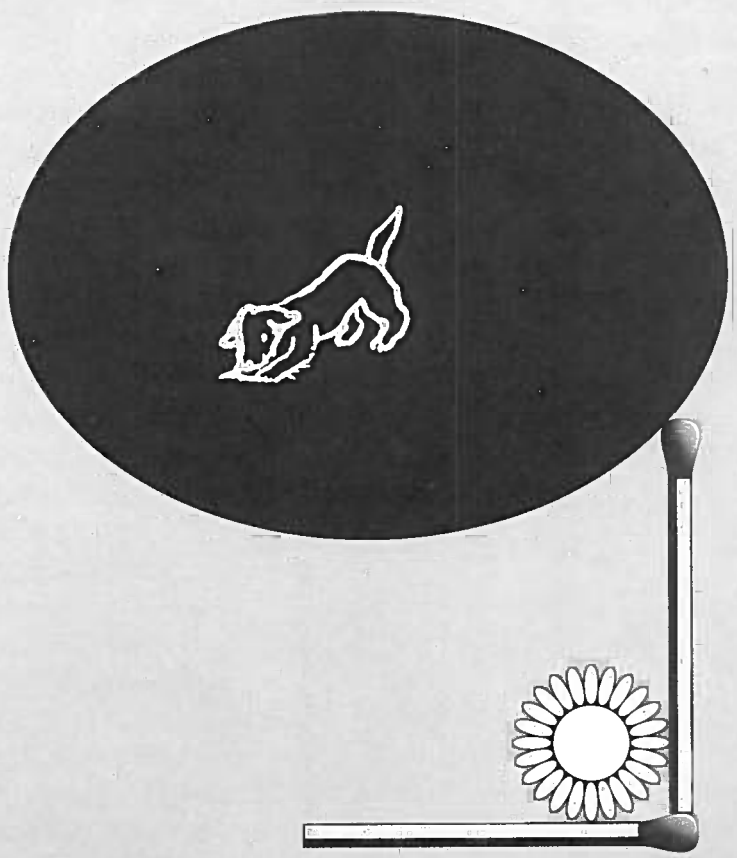
Dans le monde entier, les oiseaux n'ont pas de chance. Ils sont chassés, électrocutés dans les couloirs de lignes aériennes, décimés par les insecticides chimiques. En Asie, ils disparaissent parce qu'on leur pique leurs nids! Des martinets asiatiques, les salanganes à croupions gris (Collocalia fuciphaga), utilisent essentiellement leur salive pour édifier leurs nids. Ces nids sont utilisés pour la fabrication des "potages aux nids d'hirondelle" à l'honneur depuis le XVII° siècle. Hong-Kong est la grande cuisine où se mijotent ces petits plats qui font saliver. En France, le bol en coûterait (sur commande) 500 à 1000 francs. Les nids de tous les martinets asiatiques sont utilisés aujourd'hui pour faire des breuvages, des sodas, des bouillons. A Paris, une canette ornée d'une hirondelle et remplie d'une mixture gélatineuse faite à base de champignons et de "nids d'oiseaux", "tonique", "active contre la grippe et la toux", "rééquilibrante", coûte 8 francs. Un nid pèse en moyenne 8g. Vingt millions de nids seraient traités à Hong-Kong, en provenance du monde entier, y compris des USA (119 Kg) et d'Angleterre (256 Kg), puis réexportés dans le monde entier, y compris en France (130 Kg en 1991). Mais les échanges internationaux sont impossibles à évaluer avec exactitude. Taiwan par exemple déclare importer 4% du poids des nids qu'Hong-Kong déclare exporter vers Taiwan. La collecte des nids, effectuée le plus souvent dans des cavernes par des professionnels, fait fuir les martinets, provoque la mort des oisillons, la destruction des oeufs, l'épuisement des adultes qui reconstruisent jusqu'à 3 fois leurs nids. Trois espèces de martinets sont d'ores et déjà menacées par la gastronomie, les Collocalia germani, Collocalia fuciphaga, Collocalia maxima en Birmanie, en Malaisie, en Thaïlande, à Singapour. Exportatrice traditionnelle de nids, les Philippines sont devenues importatrices en 1987. L'extension du marché des préparations culinaires à base de nids de martinets et semble-t-il d'autres espèces, appelle à une vigilance des producteurs et des consommateurs. La Convention de Washington jouera pleinement son rôle de garde-fou en inscrivant tous les Collocalia à l'annexe II et en incitant les "voleurs de nids" à rationaliser leurs activités.

➡ La proposition a été retirée.

LE BOIS QUI CACHE L'ARBRE

(Gonystylus bancanus), (Swietenia macrophylla), (Dioppros mun), (Khaya), (Entandrophragma cylindricum)

Les propositions d'inscription d'essences de bois africains, sud américains et asiatiques à l'annexe II, élaborées par la Hollande et l'Allemagne, sont édifiantes. Les contrebandes sévissent, de même que les abattages illégaux, les permis fantômes, les bandes de tronçonneurs hors système, les abattages de spécimens extraordinaires comme les mahogany de plus de 200 ans groupés autour des ruines Maya à Tikal. Les statuts nationaux de protection brouillent les pistes: plus ils sont développés et redondants, plus les arbres sont surexploités. Cette floraison de lois environnementales, de Fonds pour le Développement et l'Environnement, de décrets ou de Ministères du Développement Durable sont comme des écrans de fumée sur les forêts, qui masquent la réalité cruelle. Ils servent à endormir le consommateur et à perpétuer la gabegie. Mangroves, forêts alluviales et marécageuses, forêts d'altitude, forêts de plus en plus reculées: les arbres sont toujours prélevés dans des milieux riches en espèces vulnérables dont les habitats, les régimes alimentaires, les comportements se trouvent dégradés, appauvris et modifiés. Au delà des sempiternelles et stériles controverses sur les taux d'abattage, les facultés de régénération et la responsabilité de l'industrie du bois à l'échelle de la déforestation globale, il appa-



raît clairement que la Convention de Washington doit prendre en compte les arbres -en Europe aussi- ne serait ce que pour forcer les pays producteurs à collecter et à diffuser des informations de plus en plus fiables. L'observatoire de la Convention de Washington contribuera à la clarté dans ce business colossal, nous n'osons pas dire à la transparence.

➡ Ces propositions étaient encourageantes, mais le sort qui leur a été réservé l'est moins. Les pays producteurs de bois ont fait preuve de beaucoup de détermination dans leur front du refus. Tout particulièrement la Malaisie qui, lors de l'examen du dossier Ramin, se met à vociférer en vrac, prétendant que les pays riches n'ont pas à s'ingérer dans les affaires des pays en voie de développement, que les informations rassemblées par la Hollande étaient fragmentaires et périmées. La résolution hollandaise sur la protection du Ramin a été largement repoussée. Comme celles sur les autres essences. Seul le Mahogany américain (Swietenia SPP) a été mis en ballottage presque favorable, mais la règle des 2/3 mettait la barre un peu trop haut. Parmi les 20300 espèces végétales inventoriées par la Convention de Washington, seulement 15 essences d'arbres sont inscrites aux annexes I et II. La présence de "tree campaigners" des organisations non gouvernementales aux débats et l'émergence de propositions officielles de classement augure bien de la prochaine réunion plénière de la Convention.

LA BALEINE DU LÉMAN

(Balaenoptera lémanis amphibius – Linné 1789)

Dans le plus grand lac d'Europe occidentale, le lac Léman, en forme de croissant ou de banane, vit une population résiduelle et viable de mysticètes à poils durs aisément reconnaissables à leur aileron dorsal falciforme. Alors que les baleines du Léman sondent le matin dans les abysses du lac et qu'elles dorment l'après-midi sous le soleil tiède entre Rolle et Morge, elles vont passer la nuit dans le delta du Rhône ou le golfe du Lion en empruntant grâce à un système de nucléolocation développé le couloir du nucléaire français. Mais il lui arrive aussi surtout en été, de dormir sur les glaciers dans le périmètre de captage des eaux minérales d'Evian en compagnie d'oiseaux qui ressemblent à des harfangs des neiges mais qui ne le sont pas tout à fait. Ces Balaenoptéra lémanis amphibius n'ont pas de problèmes particuliers, si ce n'est de lot commun des hommes et de la faune sauvage, à savoir les Grandes Pollutions, les Grands Travaux et les touristes. Mais des paparazzi traqueurs bien informés de leurs déplacements même nocturnes prennent d'elles des clichés rares, monnayés à prix d'or auprès de magazines, entre autres japonais. La diffusion de ces photos perturbe les moeurs et les rythmes biologiques des belles baleines du Léman dont la fécondité, la lactation et la reproduction sont de ce fait dégradées.

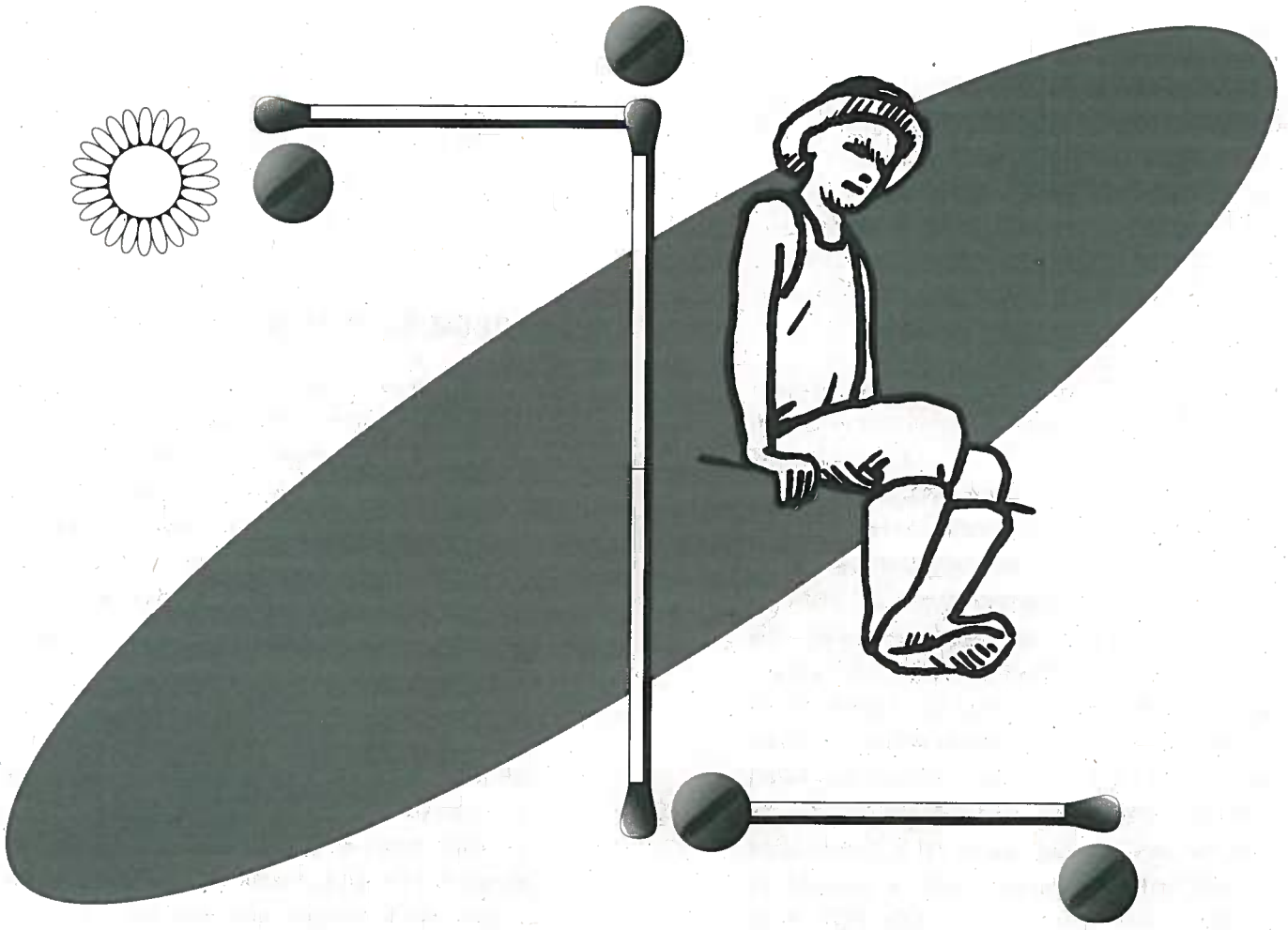
Le Balichtenstein, 125ème état-membre de la Convention de Washington soumet une proposition d'inscription à l'annexe I des Balaenoptera lemanis amphibius afin d'interdire le commerce international de ces images. Consulté, le Secrétariat de la Convention de Washington a émis l'avis suivant : *"Le sentiment du Secrétariat à ce sujet est que les images des Balaenoptera lemanis amphibius, qu'elles soient partielles ou totales semblent toutes prises à leur insu et qu'elles constituent à l'évidence des produits dérivés des spécimens concernés en ce sens qu'elles en sont à la fois des prolongements, des miroirs, des doubles singuliers. En conséquence, si un ou des états-membres soumettent une proposition de ce type sur les balaenoptera lémanis amphibius, le Secrétariat ne verra pas d'objection à ce qu'elle soit examinée par la conférence plénière de la Convention de Washington..."*

Robin des Bois est favorable à la proposition du Balichtenstein.

➡ Le Balichtenstein n'était pas représenté.

LES SŒURS SIAMOISES DU NUCLÉAIRE

"En avant vers le 21ème siècle, main dans la main!": c'était le mot d'ordre fraternel du salon de l'Industrie Nucléaire qui s'est déroulé à Pékin en ce mois de mars 1995. La France y a tenu le rôle de partenaire privilégié de la République Populaire, dans sa marche vers un 3ème millénaire irradieux. Pourtant, l'avenir est incertain, obscurci par les luttes de pouvoir, les forces centrifuges entre provinces riches et pauvres, les réformes économiques qui jettent des dizaines de millions de chômeurs sur les routes. Les risques de déstabilisation de la Chine n'ont jamais été aussi présents depuis la création de la République Populaire en 1949. Mais le gouvernement chinois vient d'élargir ses capacités de violation des droits de l'homme. "Une clique contre-révolutionnaire" d'écologistes est en prison et aux travaux forcés (Voir Li Peng en travers des 3 Gorges). Dans cette perspective, la livraison de centrales nucléaires, l'aide à la production du combustible, la coopération nucléaire sous toutes ses formes avec la Chine sont porteuses de tous les risques.



Jiang Xinxiong, directeur général des affaires nucléaires en est sûr : "la Chine mettra en place un réseau d'usines en prévision du siècle prochain qui sera le siècle de l'énergie nucléaire". La Cogéma, EDF et Framatome sont très présents: construction des centrales de Daya Bay et de Ling'Ao, fournitures d'uranium enrichi, audit sur la centrale de Qinshan. Fragéma, filiale à 50/50 de Framatome et de Cogéma, participe à la construction de l'usine de Yibin, destinée à la production des combustibles nucléaires "classiques" et ultérieurement du "Mox", mélange uranium/plutonium d'inspiration française. La Chine veut développer le retraitement des combustibles irradiés et se lancer dans un progamme de surgénérateurs. La France est prête à l'aider dans ces ambitions. "Le traitement des déchets se conforme à la norme nationale", selon l'Office de l'Énergie Nucléaire chinois. Cette "norme nationale" est vivement dénoncée par les tibétains qui voient les déchets nucléaires militaires s'entasser sur leur sol, tout comme les Ouïgours au Xinjiang. De toute évidence, "la main dans la main" ne s'adresse pas aux peuples colonisés.

MURUROA - LOP NOR : LE JUMELAGE

Depuis qu'un fragile moratoire sur les essais nucléaires tient depuis 1992, la Chine a procédé à six tirs sur son polygone de Lop Nor. La France, quant à elle, retient difficilement les pulsions atomiques de son état-major. Des essais rapidement menés à Mururoa pourraient permettre aux militaires de valider les têtes nucléaires TN 75 du sous-marin le Triomphant. Mais c'est sur des impératifs techniques préalables à la mise en oeuvre des tests en laboratoire que l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major des armées françaises, s'appuie pour recommander une dizaine de tirs nucléaires supplémentaires sur Mururoa. Il vient de rencontrer à Pékin les généraux chinois qui programment cinq nouveaux essais sur le polygone de Lop Nor. La France et la Chine ont un long passé commun dans le domaine de la bombe. Qian Sanqiang, père de la bombe atomique chinoise, obtint son doctorat de physique en France, où il vécut de 1937 à 1948. Il fut lauréat du prix de physique de l'Académie des Sciences de France dès 1946.

GRAVELINES - DAYA BAY : LE JUMELAGE

"Le nucléaire est un bienfait pour l'humanité": la devise qui surmonte l'entrée principale de Daya Bay ne manque pas de souffle pour une centrale dont les travaux ont commencé l'année de Tchernobyl. Les deux réacteurs installés à Daya Bay sont des répliques du modèle PWR 900 des tranches 5 et 6 de la centrale de Gravelines. Un modèle modifié par EDF après la découverte de fissures dans les couvercles de la série française et capable de délivrer 985 Mw. Située au bord de la mer de Chine, dans une région soumise à des vents pouvant atteindre 240 km/h pendant les typhons (7 ou 8 alertes par an), une digue de 20 mètres de haut a dû être construite dans la baie pour protéger la centrale contre les raz-de-marée. Des portes "renforcées contre les impacts d'objets volants" ont été posées, tandis que la forte activité sismique de la zone a nécessité l'augmentation d'un tiers du ferraillage des bétons, "ce qui a créé une congestion et des difficultés d'exécution importantes" selon le directeur du chantier. Effectivement, dès le début des travaux, la firme Campenon-Bernard SGE provoque un tollé à Hong-Kong, en "oubliant" les normes antisismiques pour les fondations d'un silo, élément essentiel renfermant l'îlot nucléaire. Car le site a beau être isolé de tout, accessible seulement par la mer ou par une mauvaise route en lacets, il n'est qu'à 50 km à vol d'oiseau de Hong-Kong et de ses 5,5 millions d'habitants, à 40 km de Shenzhen (3,5 millions d'habitants) et à 150 km de Canton (6 millions d'habitants). Et c'est à Shenzhen même, au coeur de cette zone industrielle aux conditions de sécurité effroyables, que la Cogéma livre le combustible nucléaire à une unité de "stockage intermédiaire d'attente". En 1993 et 94, la Zone Économique Spéciale de Shenzhen a été le théâtre d'explosions de cuves de gaz et de matières dangereuses d'origine militaire, et de trois incendies majeurs ayant provoqué la mort d'au moins 200 ouvriers.

70% de l'énergie produite à Daya Bay est destinée à Hong-Kong. Mais c'est à Hong-Kong que 1,5 millions de personnes ont signé une pétition pour demander l'abandon du projet. On y fait remarquer avec angoisse que la chaîne de commandement de la centrale est ubuesque, et qu'en cas d'accident Daya Bay informerait d'abord Canton, qui informerait Pékin, qui alerterait (peut-être) Hong-Kong. On dénonce aussi l'utilisation de 5 langues de travail (mandarin, cantonais, français, anglais et même japonais), source de confusions multiples qui peuvent devenir catastrophiques lors de la gestion d'une crise. Aperçu : en 1991, "des complications dans l'installation des tuyauteries" sont suffisamment sérieuses pour provoquer un an de retard des travaux. En mai 1994, une coupure de courant inexpliquée par les autorités chinoises qui plonge des quartiers entiers de Hong-Kong dans le noir, coupure provoquée par un arrêt mystérieux de la tranche 1. En juillet, "une anomalie dans le système de refroidissement" impose un arrêt d'un mois, toujours sur le réacteur 1. Le 4 avril 1995, plusieurs barres de contrôle ne réagissent plus dans les temps assurant la sécurité de la réaction nucléaire. Ce problème inédit ne présage rien de bon pour le réacteur 1, arrêté, si jeune, pour une durée indéterminée.

D'un coût de 20 milliards de francs, Daya Bay a été présentée triomphalement par ses constructeurs français comme "la centrale nucléaire la moins chère du monde". Chacun a rogné sur ses marges, à tel point que le directeur général de Framatome a pu déclarer:

"Nous ne sommes pas sûrs de rentrer dans nos frais". Tous les espoirs français reposent en fait sur la commande d'une série de réacteurs qui permettrait de rentabiliser l'opération. Ainsi, le PDG d'EDF en 1990, espérait lyriquement que "la centrale de Daya Bay serait la première marche d'un grand escalier en Chine".

Daya Bay, "fleuron du design français" selon EDF, a été inaugurée le 6 février 1994, en présence du tout-nucléaire tricolore et du premier ministre chinois, Li Peng. Surnommé "le boucher de Pékin" par les milieux dissidents pour son rôle essentiel dans l'écrasement du mouvement étudiant en 1989, ancien ingénieur électricien formé à Moscou sous Staline, vice- ministre puis ministre de l'Énergie, Li Peng se veut le Grand Timonier Électrique du peuple chinois. Il est impliqué personnellement dans le programme nucléaire depuis une quinzaine d'années et pilote aussi contre vents et marées son vaisseau-amiral, le grandiose projet hydroélectrique du barrage des Trois-Gorges.

En septembre 1989, trois mois après avoir lâché les chars dans Pékin, Li Peng déclarait avec fierté que la rébellion de Tian An Men "n'avait pas retardé d'un jour les travaux en cours à la centrale de Daya Bay". EDF pouvait féliciter les autorités chinoises "pour leur détermination" dans cette construction. Ainsi les états-majors de Framatome, d'EDF, de Campenon-Bernard SGE et de GEC-Alsthom pouvaient sabler le champagne avec le couple Li Peng: madame est également chef du service qui dirige la construction de la centrale au ministère de l'Énergie. Daya Bay fut jumelée en 1991 avec sa "grande soeur" de Gravelines (Nord) au cours d'une émouvante et très discrète cérémonie. Cette lune de miel nucléaire franco-chinoise semble pourtant n'être qu'un mariage blanc, tant les Chinois se révèlent avides d'acquérir la technologie occidentale à peu de frais pour la reproduire et l'exporter eux-mêmes.

MAIN DANS LA MAIN DANS LE MONDE

L'importance des transferts de technologies consentis par les Français démontre que la Chine veut se passer très vite des "longs-nez", comme le confirme la lettre d'attribution signée en janvier 1995 pour la centrale nucléaire de Ling'Ao, où la part des travaux affectée aux compagnies locales augmente fortement. Les Chinois réaliseront l'intégralité du gros-oeuvre et 15% de la partie nucléaire de cette future centrale, située à quelques kilomètres de Daya Bay. Quant au prix retenu il est si bas que J.-C. Leny, le PDG de Framatome, a pu laisser échapper ce cri du coeur devant la presse, lors de la signature: "ils vont me plumer !". Et d'ajouter: "Par rapport à Daya Bay, qui était déjà la centrale nucléaire la moins chère du monde, nous avons été amenés à baisser nos prix de 20%". Il s'agit donc apparemment d'une vente à perte ou d'un marché de dupes, mais Framatome, GEC-Alsthom, EDF ou la B.N.P. –qui finance les 15 milliards de francs de ce contrat– n'en ont cure: le prêt est garanti à 95% par la Coface, c'est-à-dire l'État et les contribuables français. Le volume des travaux permet au lobby atomique de vivre quelques années de plus sous perfusion, même s'ils ne débouchent pas sur d'autres commandes. Faciliter la copie et la dissémination de techniques nucléaires flirtant avec le militaire, nos brillants exportateurs s'en lavent les mains. Sans doute espèrent-ils en tirer profit. L'objectif de la Chine est aussi d'exporter sa filière nucléaire, et pourquoi pas d'importer des déchets nucléaires étrangers? Des contacts sont noués avec le Japon à ce sujet.

"La Chine coopère avec de nombreux pays, notamment l'Iran, dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire". Wu Jianmin, porte-parole du ministère des Affaires étrangères en 1991, confirmait ainsi les soupçons exprimés depuis plusieurs années par les services secrets israéliens. Et le billard atomique s'emballe. En Syrie, la mise en place d'un réacteur de recherche chinois est évoquée en 1992 par l'AIEA (Agence Internationale à l'Énergie Atomique). Les réacteurs "de recherche" sont réputés pour être la porte ouverte à toutes les manipulations militaires. Au Pakistan, la Chine a vendu un réacteur bricolé à partir d'éléments français, américains, allemands, japonais. Ce modèle Qinshan, du nom de la centrale située à 100 km de Shanghai, a déjà démontré ses capacités brinquebalantes en stoppant dès sa mise en marche, fin 1990. Les raisons de cet arrêt d'une durée d'un an sont restées secrètes. En Algérie, un réacteur de recherche "made in China" de 15 MW est installé à Aïn Oussera, à 300 km au sud d'Alger. Au Bangladesh, au Ghana, en Égypte, des contacts sont pris pour la vente de réacteurs nucléaires miniatures chinois à but "scientifique". La Chine fournit au Brésil de l'uranium enrichi et s'est substituée à la Cogéma pour en vendre à l'Inde.

LI PENG EN TRAVERS DES TROIS-GORGES

Parvenu à la tête de la République Populaire de Chine, le corps des ingénieurs en électricité a disjoncté. Jiang Zemin, électricien formé en URSS sous Staline, est maintenant chef de l'État, président de la commission militaire et secrétaire général du Parti communiste. Li Peng, premier ministre aux commandes depuis Tian An Men, est un ingénieur hydroélectricien issu du même moule moscovite. L'ambition de Li Peng est sans limite: construire le plus grand barrage du monde, à n'importe quel prix, et dépasser ainsi Sun Yat Sen, fondateur de la République, et Mao Zedong, qui tous deux rêvèrent de mater le Yang-Tsé.

Le Yang-Tsé-Kiang ou Fleuve Bleu s'écoule sur 6400 km, des plateaux du Tibet à la mer de Chine. C'est le troisième fleuve du monde, un dragon aux crues terrifiantes mais aux flancs fertiles pour les 350 millions d'habitants qui vivent le long de son échine. Après avoir dévalé l'Himalaya et ses contreforts dans son cours supérieur, le Yang-Tsé traverse les provinces du Sichuan et du Hubei dans son cours moyen. Il se déploie alors à l'intérieur des Trois-Gorges, un ensemble de falaises à la beauté vertigineuse, chantées et craintes depuis des millénaires par les navigateurs. Le fleuve s'y précipite en rugissant, alternant tourbillons -xuanwo-, rapides -jiliu-, et "canons d'eau" -shuipao-, des mouvements verticaux pouvant faire chavirer un vapeur. Les principaux écueils furent dynamités dans les années cinquante, mais sur 200 km la navigation reste redoutable et le lit du fleuve est jonché d'épaves. C'est ici que le barrage doit être construit, au lieu-dit Sandouping, une petite île à l'entrée des falaises.

L'ouvrage se veut multi-fonctionnel. Barrant le Yang-Tsé sur 1,5 km de large et 185 m de haut, son lac réservoir fera 600 km de long. Principalement conçu pour la production électrique, 26 turbo-générateurs sont prévus, totalisant théoriquement 18000 MW de puissance, l'équivalent d'une quinzaine de réacteurs nucléaires en ligne. Mais le barrage devra aussi réguler les crues du fleuve, et encore permettre la navigation de bateaux de 10000 tonnes jusqu'à Chongqing, à 4000 km de la mer. Au vu de ces ambitions démesurées une opposition très forte au projet s'est développée dénonçant les contradictions techniques, seule contestation possible dans le système dictatorial chinois. Un collectif de 2000 scientifiques, académiciens et officiels a démontré l'impossibilité d'assurer à la fois le contrôle des crues et la production d'électricité. Le Yang-Tsé est un fleuve de boue, si riche en alluvions que les turbines seront victimes de l'envasement, ce qui perturbera leur fonctionnement plusieurs mois par an. L'exemple du barrage de Sanmexia sur le Fleuve Jaune est édifiant: réalisé par les Soviétiques en 1950, la quantité de vase qui allait s'accumuler fut sous-estimée. Il n'a jamais fonctionné qu'au dixième de sa puissance théorique, et les turbines sont maintenant totalement ensablées.

Pour l'environnement, les conséquences de la création d'un lac artificiel de 600 km de long et de la modification du débit du Yang-Tsé dans son cours inférieur sont totalement sous-estimées et cachées. Pour Li Peng "la construction de l'ouvrage facilitera les transports, et une série de sites pittoresques apparaîtra dans la région"! Mais les glissements de terrain fréquents le long des falaises des Trois-Gorges seront aggravés par la sape du niveau de l'eau considérablement augmenté. Un effondrement important pourrait couper la navigation, selon des géologues chinois. Le changement de régime dans le débit des alluvions sera néfaste pour la pêche, la pisciculture et l'agriculture. En capturant 70% du limon du fleuve, l'ouvrage des Trois-Gorges appauvrira le cours inférieur puis le saturera brusquement pendant les purges des turbines. En aval du barrage, d'innombrables zones humides, méandres et réservoirs d'eau naturels seront affectés sur 1400 km jusqu'à l'embouchure. Les habitats, les modes de vies de centaines d'espèces seront en danger, certains animaux très rares directement menacés d'extinction. L'alligator du Yang-Tsé, sympathique bestiole friande de crustacés, de grenouilles et de petits reptiles est si rare qu'on l'a cru éteint. La grue blanche de Sibérie prend ses quartiers d'hiver dans les méandres du Fleuve Bleu. Ce magnifique échassier d'1,40 m de long est en voie de disparition. Le dauphin du Yang-Tsé n'est pas mieux loti: estimé à 200 spécimens au maximum, il est souvent

blessé par les hélices des bateaux et un accroissement important du trafic lui serait fatal. L'esturgeon de Chine, déjà empêché d'atteindre ses frayères par le barrage de Gezhouba, verrait tout espoir de survie s'éteindre avec la construction d'un deuxième mur de béton. Ce géant de 500 kg, "roi des poissons du Yang-Tsé", contemporain des dinosaures, le seul ayant la force de remonter le courant sur des milliers de kilomètres, pourrait ne pas passer l'an 2000.

Mais le problème crucial est ailleurs. L'élévation de 175 m du niveau de l'eau sur 600 km de long conduira à noyer 13 villes, près de 200 bourgs et plus de 800 villages, ainsi que 44.000 ha de terres très fertiles. Les populations déplacées seront officiellement 1,3 million, mais les opposants parlent en fait d'1,8 million d'habitants, obligés de migrer vers les plateaux du Sichuan connus pour la pauvreté de leurs terres. C'est un bouleversement considérable pour une région déjà surpeuplée et traversée par le vent des émeutes depuis quelques années. Les autorités le savent et dans un document interne à la Sécurité Publique, y font clairement allusion: "Du fait de sa portée, de son échelle, de ses ramifications et de ses exigences, le déplacement d'un million de personnes est un problème de proportions mondiales. S'il est abordé improprement ce processus causera un choc social et des troubles sans fin dans le futur". Le même document fait aussi mention d'opposants aux travaux dans la région: "Le Parti Démocratique de la Jeunesse, une clique contre-révolutionnaire comprenant un réseau de 179 membres, qui a été découvert et arrêté par le bureau de la Sécurité Publique du département de Kai en mai 92, était un groupe bien organisé qui se livrait à des activités contre-révolutionnaires dans le but de saboter la politique d'ouverture et de réforme et d'interrompre la bonne marche du projet des Trois-Gorges". Le sort réservé à ces malheureux est vraisemblablement plusieurs années de goulag, peut-être dans la sinistre "Ferme Shayang" située à une centaine de kilomètres du site. Ce complexe agro-industriel pénal héberge entre autres plusieurs mines et cimenteries qui seront mises à contribution pour le barrage. Avec 71.000 prisonniers, c'est le plus grand camp de travail de Chine. Alors que les déplacements de populations ont commencé en 1994 à la faveur des premiers coups de pioche, nul doute que les Droits de l'Homme - et ceux des travailleurs du chantier -sont gravement bafoués.

La Banque Mondiale elle-même a refusé de financer le projet devant les implications désastreuses d'un déplacement de populations aux allures d'exode biblique. Échaudée par les protestations internationales lors de la construction des barrages sur la Narmada en Inde, elle a préféré cette fois se retirer, prétextant la rentabilité hypothétique de l'ouvrage. A sa suite, les industriels canadiens ont dû se désister, malgré le soutien inconditionnel du Premier Ministre, Jean Chrétien. Sans l'appui de la Banque Mondiale, les chiffres donnent le vertige aux bétonneurs: de 12,5 milliards de $, l'ardoise s'est envolée à 35 milliards de $ en 1994. Hors de Chine, seuls Hydro-Québec et une partie du gouvernement canadien soutiennent encore le barrage des Trois-Gorges. EDF forme plusieurs dizaines d'ingénieurs hydro-électriciens chinois. En Chine, c'est le clan Li Peng et ses réseaux d'ingénieurs montés en grade qui assurent la promotion du "Danube Oriental", seconde appellation du projet. L'analogie se veut flatteuse, mais elle évoque surtout le désastreux barrage de Gabcikovo sur le Danube, en Slovaquie.

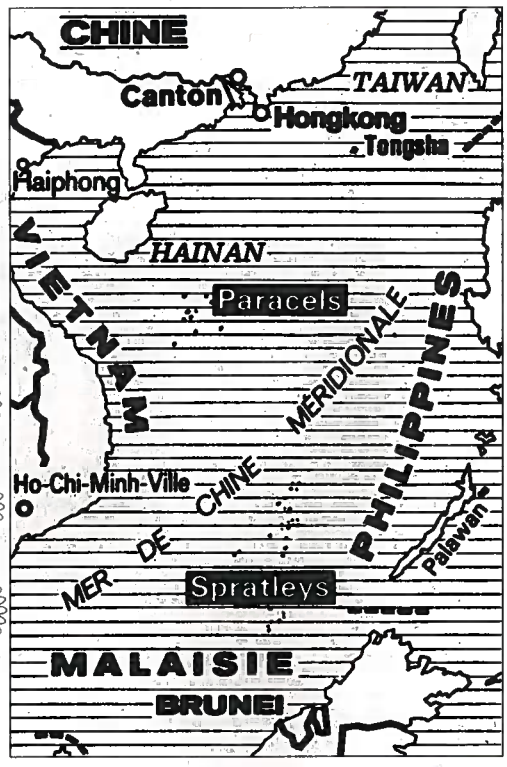
La Chine est le pays le plus équipé du monde en ouvrages hydroélectriques. Certains sont conçus en dépit des normes de sécurité élémentaires. Plusieurs catastrophes ont eu lieu dans les trente dernières années: la pire date du 8 Août 1975. Ce jour-là dans la province du Henan, un ensemble de soixante-deux barrages cédait en chaîne. La combinaison d'un typhon estival et de conditions météorologiques très particulières dans le centre de la Chine aboutirent à trois jours de pluies diluviennes et à une crue "bimillénaire". Les barrages du lac Suya, de Songjiachang, de Boshan, de Queshan, de Xieyang, de Zhugou avaient été conçus pour des crues "millénaires"... Mais surtout, les normes de sécurité des barrages géants de Banqiao et Shimantan avaient été volontairement sous-estimées. Dans son ardeur maoïste, le Ministère des Ressources Hydrauliques avait économisé sur les vannes d'évacuation du trop-plein. Plusieurs d'entre elles n'avaient pas été posées. Lorsque les deux géants cédèrent, 85.000 personnes furent noyées en deux heures. Aucune mesure d'alerte n'avait été prise, Banqiao était considéré comme un "mur d'acier" par les cadres du Ministère. Dans les quinze jours suivants, 145.000 cadavres s'ajoutèrent au désastre, morts de faim et d'épidémies dans une région isolée de tout par les flots. Les quelques barrages encore debout furent dynamités pour permettre l'écoulement des eaux. Qian Zhengying, le ministre des Ressources Hydrauliques en poste à l'époque, endossa personnellement la responsabilité de la catastrophe. La technostructure était ainsi dégagée de tout reproche, l'erreur étant "humaine". Après avoir eu un passage à vide, Qian Zhengying a retrouvé des attributions dignes de ses états de service. Elle est maintenant, aux côtés de Li Peng, à la tête du comité gouvernemental promoteur du barrage des Trois-Gorges...

LES ÎLES SPRATLEYS

C'EST ICI QUE LA FRANCE ORGANISE LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE.

La Chine, Taiwan, les Philippines, la Malaisie, le Vietnam, le Sultanat de Brunei et l'Indonésie se disputent l'archipel des Spratleys.

Il n'y a personne sur ces îles, mais le monde entier y plante son drapeau. Au mois de février, la Chine a construit un poste d'observation militaire sur un des rochers des Spratleys, le Mischief Reef, à 1500 km des ses côtes, au point d'intersection des zones économiques exclusives (ZEE) des Philippines et de la Malaisie. Conformément au nouveau Droit international de la mer, les ZEE intègrent une zone de 200 milles autour des rivages. Elles pourraient être repoussées à 400 milles suite à des décisions unilatérales de certains pays. L'objectif de la Chine est de contrôler la mer de Chine du Sud, route maritime du Japon et de la Corée, débouché stratégique des détroits de Malacca et de Singapour, d'exploiter les gisements offshore de gaz et de pétrole et de s'assurer la maîtrise des ressources halieutiques. D'ailleurs, officiellement la Chine a envahi et militarisé le Mischief Reef "pour protéger les pêcheurs". Simultanément, la France arme Taiwan, la Malaisie, Singapour, le Vietnam, l'Indonésie, la Malaisie, Brunei les Philippines et la Chine.



LIVRAISON D'ARMES: LE SEGMENT MARITIME

"Nécessité vitale" pour la France, l'exportation des armes, des munitions, des technologies militaires, fait vivre bon an mal an 45 000 personnes et en tue au moins autant. Édith Cresson dont on ne se méfiera jamais assez, tente en tant que commissaire européen à la Science la Recherche et le Développement, les Ressources humaines, la Formation et la Jeunesse, de réaffirmer la complémentarité des grandes entreprises européennes de défense autour de Matra Défense, Giat Industrie, Aérospatiale. Le Ministère de la Défense veut quant à lui organiser et dynamiser la vente des armes à l'export en s'appuyant sur "Défense Conseil International". Or DCI*, qui s'occupe aussi "d'intelligence économique", ex-espionnage industriel, est actionnaire d'une compagnie maritime discrète, la Morbihannaise et Nantaise de Navigation (MN). Au Moyen Orient, en Afrique, au Maghreb ou en Asie, quand la MN se ramène, c'est pas pour des prunes. Selon sa direction commerciale, les bateaux de la MN transportent dans des ports lointains "des tubes et de l'acier". La MN, compagnie bon enfant, gère les passages d'eau du Morbihan et emmène les familles à Belle-Ile. Mais elle a une double vie: 20% de son chiffre d'affaires est généré par les livraisons d'armes, de vivres ou de matériels destinés aux militaires.

*** DCI vient de recruter le général Lesquer qui, en tant que colonel, dirigea en 1985 "l'action" Rainbow Warrior.**

03.01.95 14h Communiqué de presse

ROBIN DES BOIS

Le Penhir va-t-il en Algérie ?

Dans l'arsenal de Lorient, le Penhir est en instance de départ pour Rouen. Selon les informations diffusées par la compagnie Morbihannaise et Nantaise de Navigation, il se rendra ensuite en Algérie.

Le Penhir, cargo polyvalent, est spécialisé dans le transport d'armes et de matières sensibles. Il touche régulièrement les ports civils d'Anvers, de Rouen et les ports militaires de Cherbourg, de Toulon et de Lorient avant de desservir Dakar, Libreville, Djibouti, Tartous en Syrie, Beyrouth.

Le Penhir était en Algérie fin Juillet.

Alors que le Ministre français des transports procède à un audit sur les conditions de sécurité des liaisons aériennes et maritimes entre la France et l'Algérie, l'association Robin des Bois demande aux autorités françaises d'annuler le voyage en Algérie du Penhir.

Cette éventuelle livraison d'armes pourrait être considérée comme un signe ostentatoire de soutien à l'état algérien dont l'attitude est de plus en plus critiquée, y compris dans les sphères gouvernementales françaises.

De plus l'escale du Penhir en Algérie, ferait prendre des risques inconsidérés à l'équipage exclusivement français.

Entre janvier 1993 et avril 1995, ses cargos battant pavillon français ont touché la Turquie, le Pakistan, Haïti, le Yémen, le Sri Lanka, l'Inde, la Birmanie, la Syrie, la Mauritanie, la Libye.
Une escale prévue en Mars 1994 à Bandar Abbas, en Iran, semble avoir été déprogrammée au profit de Karachi au Pakistan. La présence des pavillons tricolores dans ces pays est rarissime; le coût d'exploitation journalier d'un bateau français est 2 à 4 fois supérieur à celui d'un bateau battant pavillon de complaisance. Actionnaire minoritaire de la MN, "Défense Conseil International" est détenu par l'état français, l'Office Français d'Exportation de Matériel Aéronautique (OFEMA), l'Office Général de l'Air (OGA), la Société Française de Matériel d'Armement (SOFMA). Tous ces organismes sont les représentants de commerce de Dassault, Aérospatiale, Snecma, Matra Défense, Eurocopter, Thomson et même Framatome.
À Rangoon, en Birmanie, où la junte est l'une des plus militaires du monde, qui se livre au matage de la rébellion des Karen et à des opérations récurrentes de maintien de l'ordre intérieur, un des bateaux bretons a amené, selon ses armateurs "du teck, du granit et de l'acier". Total est un autre actionnaire de la MN. La compagnie française assure la construction du gazoduc entre la Birmanie et la Thaïlande, qui doit franchir des territoires revendiqués par la minorité Karen.
Quand ils ne livrent pas des tubes et de l'acier à des états en guerre ou en conflit avec des rebellions internes, les bateaux de la MN convoient divers matériels aux garnisons françaises prépositionnées dans l'océan Indien, aux Caraïbes, en Guyane, à Djibouti, au Sénégal, au Gabon et en Côte d'Ivoire, à partir des ports civils et militaires de Cherbourg, de Lorient, de La Rochelle, du Havre et de Toulon. Le consignataire de la MN à Cherbourg confirme que "le Penhir, quand il venait à Cherbourg embarquait des conteneurs de mitraillettes et des équipements militaires, le plus souvent destinés aux troupes françaises basées outre-mer". Depuis 1993, ce trafic passe normalement par Lorient.

03.01.95 19h

COMPAGNIE MORBIHANNAISE ET NANTAISE
DE NAVIGATION

COMMUNIQUÉ

La Direction Générale de la Compagnie Morbihannaise et Nantaise de Navigation (MN) dément formellement l'information répandue par l'Association "Robin des Bois" selon laquelle le navire "PENHIR" aurait transporté ou serait programmé pour transporter du matériel militaire sur l'Algérie.

Le "PENHIR" qui a appareillé sur lest de Lorient le 3 janvier à destination de Rouen est actuellement ouvert en attente de cargaison.

La direction de la MN considère que l'affirmation de l'Association "Robin des Bois" relève de la malveillance pure et simple et il lui en sera demandé réparation devant les Tribunaux.

LES MYSTÈRES DE LA FARINE

Dès juillet 1994, de vives tensions secouaient les relations maritimes Europe-Algérie. Sept marins du cargo italien Lucina avaient été égorgés la nuit, en rade de Djendjen. Quelques semaines après, alors que tous les armateurs français se désengageaient, trois bateaux de la MN faisaient escale en Algérie, dont une dans le port à vocation civile et militaire de Ghazaouet, près de la frontière avec le Maroc.

Il était donc naturel que Robin des Bois, scrutant depuis deux ans les allées et venues des bateaux de la MN, s'inquiète du départ prévu du Penhir pour l'Algérie, quelques jours après la prise en otage de l'avion d'Air France et au moment même où les liaisons aériennes et maritimes entre la France et l'Algérie étaient suspendues. Seuls continuaient à franchir la Méditerranée quelques vieux rafiots appartenant à des armateurs français mais immatriculés à Saint Vincent et Grenadines, servis par des équipages vietnamiens considérés comme moins exposés que des équipages français, des rafiots sans avenir dont certains se sont retrouvés quelques mois après dans le trafic trans-Manche des veaux anglais.

En janvier 1995, avant que le Penhir ne quitte Rouen pour l'Algérie, Robin des Bois a alerté l'opinion publique et s'est attiré les foudres de la MN. Attaqué en référé devant le Tribunal de Paris par la compagnie maritime pour "propagation de fausses nouvelles", Robin des Bois se voyait réclamer 100000 fr. de dommages et intérêts. Maître Halit, avocat de l'association, expliqua nos méthodes de travail à la cour réunie en chambre du conseil et démontra que le communiqué était un signal d'alarme rédigé avec pondération. La MN a été déboutée de toutes ses demandes envers Robin des Bois.

Dans une note interne, la MN précisait que "des précautions extrêmes ont été prises en collaboration avec les autorités algériennes lors de l'escale à Alger du Penhir, de manière à ce que le navire sur lequel les feux de l'actualité s'étaient braqués du fait des déclarations de Robin des Bois ne soit pas la cible des terroristes". Le poste à quai offrant le plus de sécurité n'étant pas libre, le Penhir a du attendre sur rade pendant neuf jours et y retourner chaque soir, sur ordres des autorités algériennes. Les comptables de la MN évaluent à 291544 fr. les "frais de sécurité exceptionnelle". Pour treize vies, ce n'est pas exorbitant.

Début avril, alors que le Penhir allait de Dakar au port militaire de Lorient, deux passagers clandestins, sans doute sénégalais, ont été retrouvés dans la cargaison. Il est d'usage dans ces circonstances de renvoyer "dans les meilleurs délais" les ressortissants étrangers dans leurs pays d'origine, ou de les garder à bord jusqu'à ce que le bateau revienne au port d'embarquement des clandestins. Le Penhir est arrivé mi-avril à Lorient, puis a pris la mer pour Kingston et Montego Bay en Jamaïque, pour revenir au port militaire de Lorient vers le 20 mai et redescendre à Dakar dix jours plus tard. Gageons que les passagers clandestins ont été promptement débarqués et que ce n'est pas sur eux qu'il faut compter pour savoir ce que ce trafic Dakar-Lorient-Jamaïque-Lorient-Dakar, cache.

DES TUBES ET DE L'ACIER

Le J.O. du 24 janvier 1992 a publié un avis aux exportateurs, relatif aux produits et technologies soumis au contrôle de la destination finale, pour des raisons stratégiques.

TUBES Parmi les tubes énumérés par ce document administratif, on peut utilement mentionner:

- tubes cylindriques spécialement conçus pour séparation isotopique de l'uranium
- tubes cylindriques pour rotor d'installations nucléaires
- tubes de force pour contenir des éléments combustibles
- tubes à accélération électrostatique pour provoquer une réaction nucléaire tritium/deutérium
- tubes générateurs de neutrons type 18 600
- tubes à agilité de fréquence pour brouillage et anti brouillage
- tubes convertisseurs d'images à infrarouge
- tubes intensificateurs d'images
- tubes de caméra de télévision pyroélectrique
- tubes amplificateurs à micro ondes ayant un temps de mise en circuit de moins de 10 secondes.

ACIER On peut raisonnablement penser que "les armes et armements de gros calibre, lance-flammes, bombes, torpilles, roquettes, chars, véhicules blindés" sont en acier, de même que les pièces pour pipelines et gazoducs.

7.1 La rubrique la plus surprenante est incontestablement la 7,1: "Agents biologiques, agents chimiques et substances radioactives adaptés pour produire en cas de guerre des effets destructifs sur les populations, les animaux ou les récoltes".

LOBOV, LA HAGUE ET LA SECTE

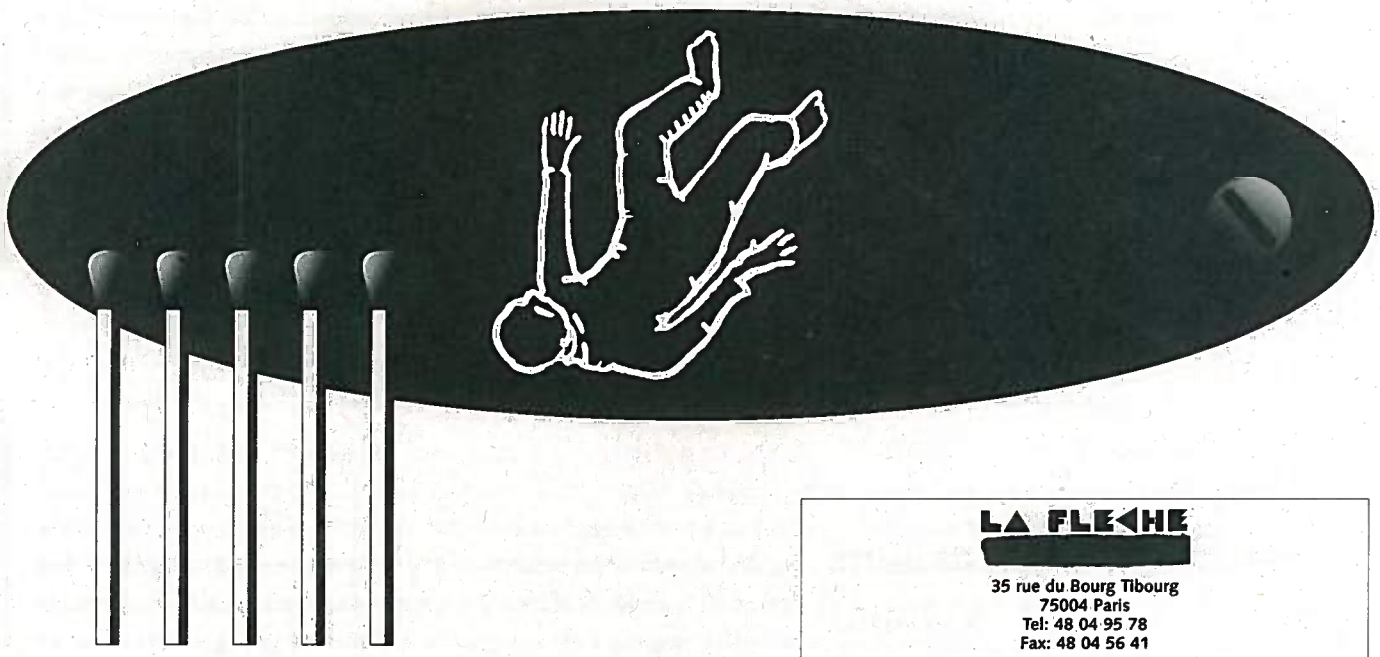
Août 1994. Un certain Lobov, vice-premier ministre russe participe aux cérémonies de la libération d'Avranches dans la Manche. Puis il visite l'usine atomique de la Hague et déclare "les techniques très performantes de cette usine m'ont beaucoup intéressé, c'est un domaine où la coopération entre la France et la Russie pourrait se développer".

Décembre 1994. Oleg Lobov bombardé Secrétaire du Conseil National de Sécurité pousse à l'invasion de la Tchétchénie: "là où les troupes russes peuvent entrer sans trop faire de victimes, elles doivent y aller, quartier par quartier et faire pression. Tout sera terminé à court terme, ça ne durera pas un an, ni même un mois". Commentant la résistance de Grozny, Oleg Lobov fait la leçon aux journalistes: "il n'y a aucun bombardement en Tchétchénie il vous faut utiliser des sources plus fiables".

Mars 1995. La presse russe révèle qu'Oleg Lobov rencontre régulièrement, depuis au moins 3 ans, le responsable de la secte Aum Shinri Kyo, présumée responsable de l'attentat au gaz toxique dans le métro de Tokyo. Oleg Lobov est à l'origine du développement en Russie de la branche continentale de la secte japonaise et bénéficie pour ses bonnes oeuvres d'un don de 30 millions de Francs. Sous son patronage, une université russo-japonaise s'ouvre à Moscou en automne 1991. Ce haut lieu de culture brûle quelques jours après l'attentat de Tokyo et la mise en cause de la secte Aum Shirin Kyo. Les archives partent en fumée.

Selon les autorités japonaises, le "Ministre de la Défense" de la secte Aum détenait au Japon des informations techniques sur l'enrichissement de l'uranium et le retraitement des combustibles irradiés.

Avril 1995. Le correspondant au Japon d'Info Matin recueille le témoignage d'un collaborateur d'une entreprise française spécialisée dans l'industrie nucléaire: "... je me sentais à l'étroit dans le bouddhisme traditionnel japonais, le maître d'Aum Shinri Kyo m'a ouvert les yeux.". La secte Aum bénéficie à Moscou du dégrèvement fiscal accordé aux organisations humanitaires reconnues par Oleg Lobov.



LA FLÈCHE

35 rue du Bourg Tibourg
75004 Paris
Tel: 48 04 95 78
Fax: 48 04 56 41

Mise en page et illustrations:
Maria Arnold et Anne Gallet
70 rue des Maraîchers 75020 Paris
Imprimé sur papier recyclé
par l'imprimerie Oudeville
34 rue Lebrun 75013 Paris
Tirage 4500 exemplaires

Editeur: Robin des Bois
Directeur de la publication: Jacky Bonnemains
Rédaction-Documentation-Investigations:
Olivier Ascher, Laurence de Bodinat, Jacky Bonnemains,
Nathalie Bonnemains, Laurent Delgal, Jean-Pierre Edin,
Jean-Pierre Geismar, Katell Gélébart, Hubert Hovasse,
Claire Kennedy, Marie Mahmouzian,
Fadila Moussa, Charlotte Nithart, Patricia Souid.

LE RETOUR DU MONSTRE

Communiqué de presse
Cherbourg, le 15 février 1995

RETOUR DES DÉCHETS AU JAPON : LE PLUS TÔT SERA LE MIEUX.

Les contrats de retraitement des combustibles irradiés exportés en France par l'Allemagne, le Japon, la Suisse, la Hollande, la Belgique stipulent que les déchets doivent être renvoyés aux pays d'origine au plus tard le 31 décembre 1995. À cet effet, une unité de déstockage des déchets a été construite dans l'enceinte de l'usine de la Hague entre novembre 1992 et février 1994. En décembre 1990, dans le cadre du Rapport sur la gestion des déchets nucléaires à haute activité de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, M. Mandil, directeur général de l'Énergie et des matières premières au Ministère de l'Industrie, répondait ainsi à une question du représentant de Robin des Bois "Les contrats prévoient très clairement le retour de l'ensemble des déchets dans le pays d'origine, et ce sans condition, c'est-à-dire que ce retour n'est pas subordonné à la mise en place effective d'un éventuel site de stockage souterrain dans le pays d'origine. Le pays d'origine doit se débrouiller avec les déchets et les premiers retours devraient débuter en 1994". Mais en vérité, en 1994, ni l'Allemagne, ni la Belgique, ni la Hollande, ni la Suisse, n'ont vu revenir quelque chose qui ressemble à un déchet nucléaire. Les autorités japonaises elles, avaient affirmé que si un bateau venait de France avec des déchets nucléaires en 1994, "il faudra qu'il fasse des ronds dans l'eau car le site de stockage intérimaire ne sera prêt qu'au début de l'année 1995". L'hiver 1992, le bateau de plutonium a reçu plus d'égards.

Par rapport aux échéances prévues par le gouvernement français, et confirmées en 1991 par M. Syrota, PDG de la Cogéma, il y a déjà un an de retard en ce qui concerne le retour des déchets. Depuis 16 ans que les combustibles irradiés font l'objet de transports internationaux, c'est seulement à Cherbourg, au point de réception, que des actions de résistance et d'information se sont développées, entre 1978 et 1984. La vérité est que le public et les écologistes allemands, japonais, suisses, belges, et hollandais ont été consciemment ou inconsciemment victimes du syndrome NIMBY (Not in my backyard, pas dans mon jardin). Des peuples riches et des pays industrialisés comme l'Allemagne et le Japon doivent assumer la gestion de tous leurs déchets qu'ils soient domestiques, chimiques ou nucléaires.

Pour ce qui est du Japon, les risques ponctuels de retour des déchets par la voie maritime sont sans commune mesure avec

Communiqué de presse
le 22 février 1995

DÉPART DES DÉCHETS DE HAUTE ACTIVITÉ : LE PLUS TÔT POSSIBLE ET LE PLUS COURT POSSIBLE.

Les déchets vitrifiés représentent 3 % de la masse des combustibles irradiés et 99 % de leur radioactivité selon la Cogema. Autant pour la sécurité de l'équipage que pour réduire les risques de pollution de la mer par naufrage ou collision, la route maritime doit être la plus courte possible et emprunter le canal de Panama.

Depuis quinze ans, Panama accepte le transit de bateaux amenant les combustibles irradiés à Cherbourg. Aujourd'hui, les protestations contre le retour au Japon des déchets nucléaires émanent pour l'essentiel des pays qui hébergent des pavillons de complaisance et mettent en péril constant la sécurité des marins, des ports et de l'océan mondial, en autorisant la navigation de bateaux sous-normes servis par des équipages inorganisés

les risques chroniques de l'entreposage illimité des déchets de haute activité dans un site industriel aussi complexe et sinistré que l'usine de la Hague, avec ses 2000 travailleurs, ses zones contaminées, ses décharges internes, ses stockages de produits chimiques, de plutonium, de combustibles irradiés et de sous produits de fission.

Les "protestations" contre le retour des déchets vers le Japon font sourire quand elles émanent des Philippines qui depuis 1992 réfléchissent à la conversion des réacteurs d'anciens sous-marins soviétiques en unités de production d'électricité! (AFP Sciences, février 92) ou quand elles émanent d'experts américains qui, en octobre 1994, ne se sont pas préoccupés du transport maritime transatlantique (Europe-États-Unis), sur des caboteurs danois, de combustibles irradiés recelant du plutonium de qualité militaire. (Lloyd's List, 5 octobre 1994).

La Hague n'est pas une terre sacrifiée et n'a pas vocation à être cette espèce de "parc international du plutonium et des déchets nucléaires" dont rêvent certaines autorités politiques et militaires.

Le retour des déchets nucléaires au Japon et plus généralement en Asie du sud-est permettra aux pays riverains et à leurs opinions publiques d'avoir une idée globale de ce qu'est l'énergie nucléaire et une idée précise des perversions du retraitement des combustibles irradiés. Le retraitement a comme justification l'extraction du plutonium et la mise en place de la filière surgénérateur. La faillite de cette filière est aujourd'hui consommée. La pérennité de l'usine de la Hague est menacée. Il est prudent de penser à son démantèlement. Le départ des déchets générés par le retraitement des combustibles irradiés étrangers constitue la première étape de ce démantèlement.

Si le retour des déchets n'est pas entamé en 1995, comme il est stipulé dans les contrats, et comme la loi relative à la recherche et à la gestion des déchets l'exige (article 3: "le stockage en France de déchets radioactifs importés, même si le retraitement a été effectué sur le territoire national, est interdit au delà des délais techniques imposés par le retraitement"), l'association Robin des Bois attaquera devant les juridictions compétentes la Cogéma et l'État Français et demandera à titre conservatoire la suspension de tous les contrats d'importation des combustibles irradiés non conformes à la loi. L'association Robin des Bois est solidaire de ses homologues japonais. Ils s'opposent à l'achèvement de l'usine de retraitement de Rokkasho mura dans la préfecture d'Aomori au nord du Japon. Le pire des dangers serait que le gouvernement japonais et son industrie nucléaire signent à leur tour des contrats de retraitement de combustibles irradiés avec les pays du sud-est asiatique et d'Extrême-Orient.

et souvent réduits à l'esclavage. C'est ainsi que les Philippines, Saint-Vincent et Grenadines, Antigua et Barbuda, le Honduras partagent et relaient les inquiétudes des trois organisations hostiles au retour au Japon des déchets nucléaires: Citizen's Nuclear Information Center (Tokyo), Nuclear Control Institute (Washington) et Greenpeace.

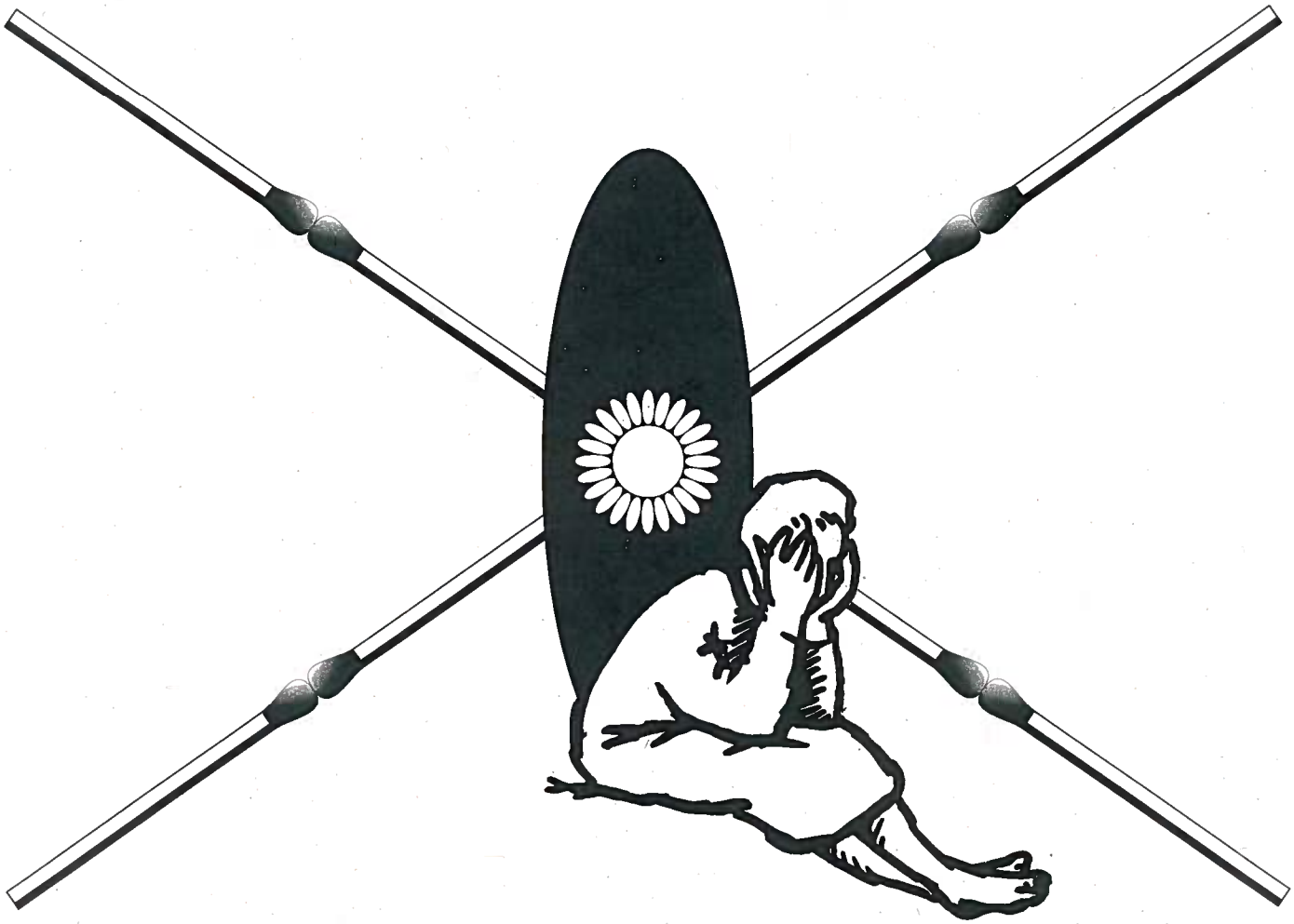
Le Japon, en acceptant le retour des déchets vitrifiés, joue un rôle de pionnier et fait preuve d'un civisme international en matière de déchets dont les écologistes et le public allemands doivent dans les plus bref délais s'inspirer. L'Allemagne, qui a signé avec la France des contrats de retraitement de combustibles irradiés (3030 tonnes), a une conduite irresponsable. Les Allemands qui se flattent d'avoir des poubelles pour les plastiques, des poubelles pour les épluchures, des poubelles pour les métaux, ont trouvé pour le nucléaire une poubelle qui fait l'unanimité, y compris chez Greenpeace Allemagne: la presqu'île de la Hague.

➡ Le Pacific Pintail est passé par le cap Horn. Le bateau a été déchargé le 25 avril à Mutsu Ogawara, après un coup de semonce du gouverneur de la préfecture d'Aomori, qui voulait obtenir un engagement écrit sur le caractère provisoire du séjour des déchets sur sa circonscription.

À quand le retour des premiers déchets vers la Hollande, la Belgique et l'Allemagne, la Suisse? Un grand spectacle!

CHERBOURG EN RADE

Tout baigne à Cherbourg, le seul port au monde où un exercice d'évacuation, effectué par l'équipage d'un car-ferry, se solde par 24 blessés, projetés à l'eau après le décrochage de leur chaloupe. C'est à Cherbourg aussi que la grue spécialisée dans la manutention des châteaux radioactifs laisse filer deux de ses élingues et fait rebondir un colis de 100 tonnes sur le pont du Pacific Pintail qui s'en est bien tiré. Une baraka déterminante: c'est lui qui a été choisi pour retourner au Japon les déchets de haute radioactivité extraits à l'usine de la Hague. A Cherbourg enfin, les quartiers populaires sont traversés par des trains de produits explosifs ou radioactifs précédés, sur le rond-point routier, d'un cheminot agitant un chiffon rouge, réglementaire sans doute aux yeux du chef de gare principal.



A l'ouest de la grande rade, depuis 1967, une vieille frégate de l'armée est échouée près du centre d'instruction navale de Querqueville. La Lucifer la bien nommée, crache deux fois par semaine des nuages noirs. Les élèves marins-pompiers s'y entraînent aux feux. Faute de crédits militaires, elle ne sera pas remplacée avant l'an 2000 par un bateau de béton ancré sur l'herbe, lançant des fumées "synthétiques". Les eaux d'extinction, polluées, seront alors recueillies dans un bassin. Pour le moment, elles sont rejetées dans la rade. Les panaches de fumée s'en vont obscurcir les cieux radieux de l'usine de La Hague, les draps qui sèchent dans les jardins des lotissements voisins, et retombent sur les truites de la Salmona. Elles sont élevée en cages, dans une concession accordée par la Marine Nationale, à quelques encablures de la Lucifer. L'étude d'impact sur l'environnement de cet élevage de truites a simplement constaté que les nitrates rejetés dans les déjections des poissons ne nuiraient pas à l'insalubrité de la rade. Cette étude minimaliste a été effectuée par Intechmer, Institut Technique de la Mer, sis à Tourlaville, sur une ancienne décharge d'ordures ménagères, et contractant privilégié de la Cogema.

Sur la jetée du Homet, dans la petite rade, au coeur d'une agglomération de 100000 habitants, se déroule "une première mondiale": le démantèlement du sous-marin nucléaire Le Redoutable. Découpé en trois morceaux – la tête, la tranche nucléaire et la queue –,

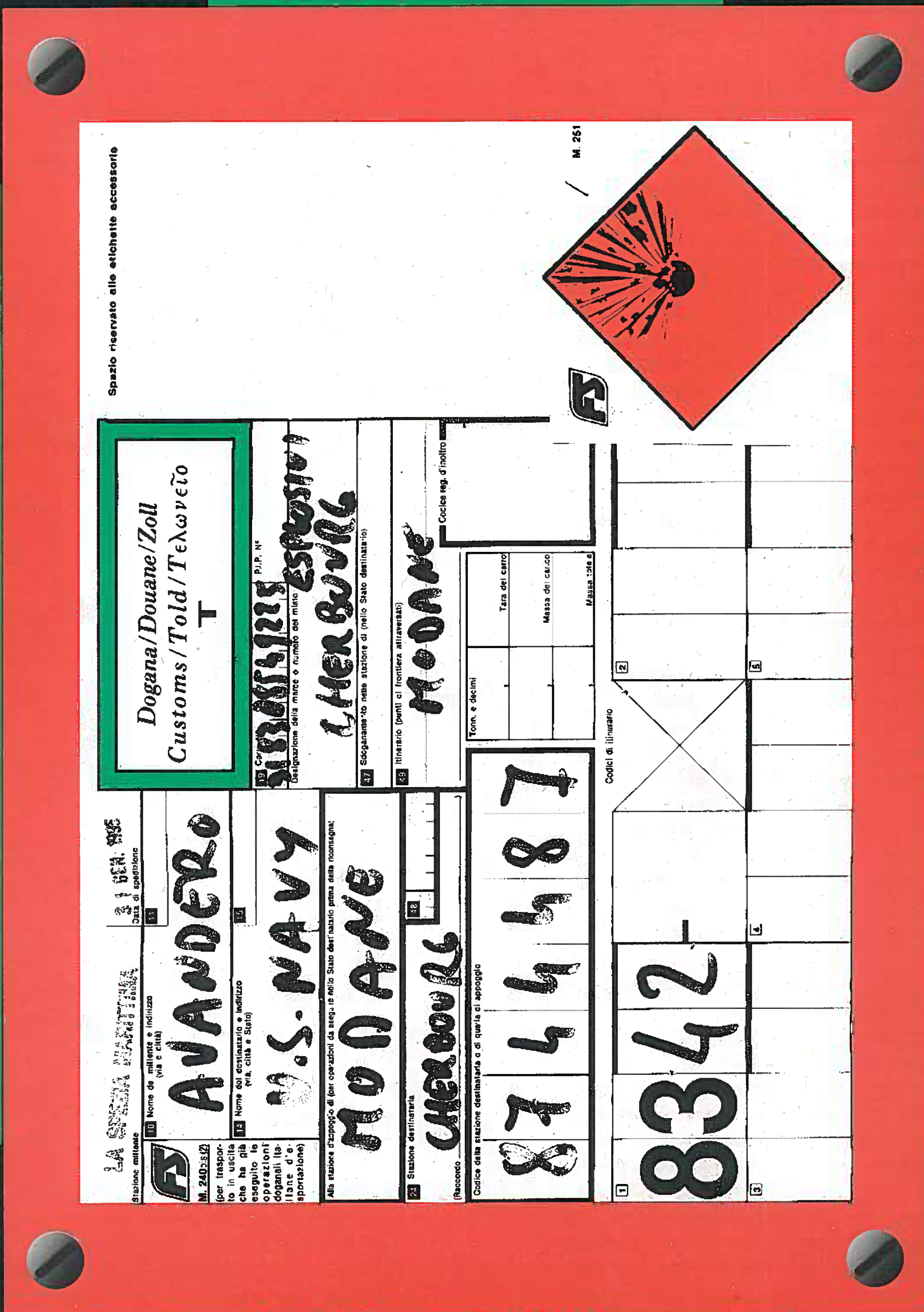
banalisé en congre sur un étal de poissonnier, ses combustibles irradiés sont stockés dans une piscine voisine. Son compartiment nucléaire a été amené par un mille-pattes robotisé sur un terre-plein, à 400 mètres environ des logements des gendarmes maritimes qui sont cloîtrés, avec femmes et enfants, dans les enceintes de l'arsenal. Quelques jours après, le compartiment nucléaire a pris de la gîte suite à la défaillance d'un vérin et au manque de stabilité du terre-plein, un dépôt de remblais. De quoi faire réagir la C.G.T. de l'arsenal: "On nous a annoncé 15 ans nécessaires pour le stockage du compartiment réacteur du "Redoutable". Ce sera plus vraisemblablement un quart de siècle. Il faudra y ajouter tout naturellement les tronçons de ses petits frères SNLE (Sous-marin Nucléaire Lanceur d'Engins), mais aussi SNA (Sous-marin Nucléaire d'Attaque), au fur et à mesure des démantèlements successifs, soit trois ou quatre dans 25 ans. Compte tenu du nombre, c'est durant environ un siècle que nous aurons ces tronçons stockés en centre-ville".

Mais à Cherbourg, le nucléaire militaire a une sortie, c'est le tourisme. "L'Association de sauvegarde du Redoutable" oeuvre depuis deux ans à l'ouverture du Musée du Redoutable, dans la halle à trains de l'ancienne gare transatlantique. Il s'agit d'offrir à la curiosité d'environ 200.000 personnes par an, selon l'estimation des promoteurs, la carcasse raccourcie et ressoudée du Redoutable. "Le Redoutable", premier submersible à propulsion et à armement nucléaire français, peut devenir une formidable vitrine du savoir-faire industriel de l'arsenal de Cherbourg, constructeur de sous-marins depuis un siècle". Malgré le financement partiel du projet par le Ministère de la Défense, le montage s'enlise et la Presse de la Manche annonce que le Musée du Redoutable est "dans l'impasse".

A part cela, les affaires vont bien. La forme N°1, inutilisée depuis que le programme de sous-marins nucléaires d'attaque est terminé, est louée au prix du marché pour construire d'autres monstres, comme les caissons en béton qui, après remorquage jusqu'à Diélette, sur la côte ouest du Cotentin, vont servir de digue au port de déplaisance le plus laid et le plus dangereux de toute la Manche. Yves Bonnet, ex directeur de la D.S.T., est le nouveau député de Cherbourg, le vice-président de l'association Amitiés France-Koweit, le président de l'association France-Algérie et d'un petit club d'amis franco-serbes. Le Koweït, le sultanat d'Oman, le Pakistan, le Liban n'ont pas de secrets pour lui et c'est bien utile pour obtenir des contrats de construction de sous-marins ou de frégates lance-missiles. Le port de Cherbourg développe son influence mondiale: 54 conteneurs d'explosifs sur un porte-conteneurs, destination Bangkok, 217 tonnes de TNT venus par train de Pologne en partance pour l'Australie, engins et projectiles en provenance d'Arabie Saoudite, assez fragiles et coûteux pour justifier une révision pyrotechnique chez Manhurin Défense, à Vichy, des 1-1-D, des 1-1-B, des têtes d'obus, des bombes à fragmentation, des grenades au phosphore pour le Japon, 40 tonnes de munitions directement embarquées sur des frégates pakistanaises, toutes substances de classe I susceptibles d'exploser en cas d'incendie, de choc ou de frottement, avec effets de projection, de souffle et éventuellement d'émanations toxiques. Cherbourg est la plaque tournante d'un trafic mondial de matières explosives civiles ou militaires que les grands ports commerciaux d'Europe du Nord évitent pour des raisons de sécurité.

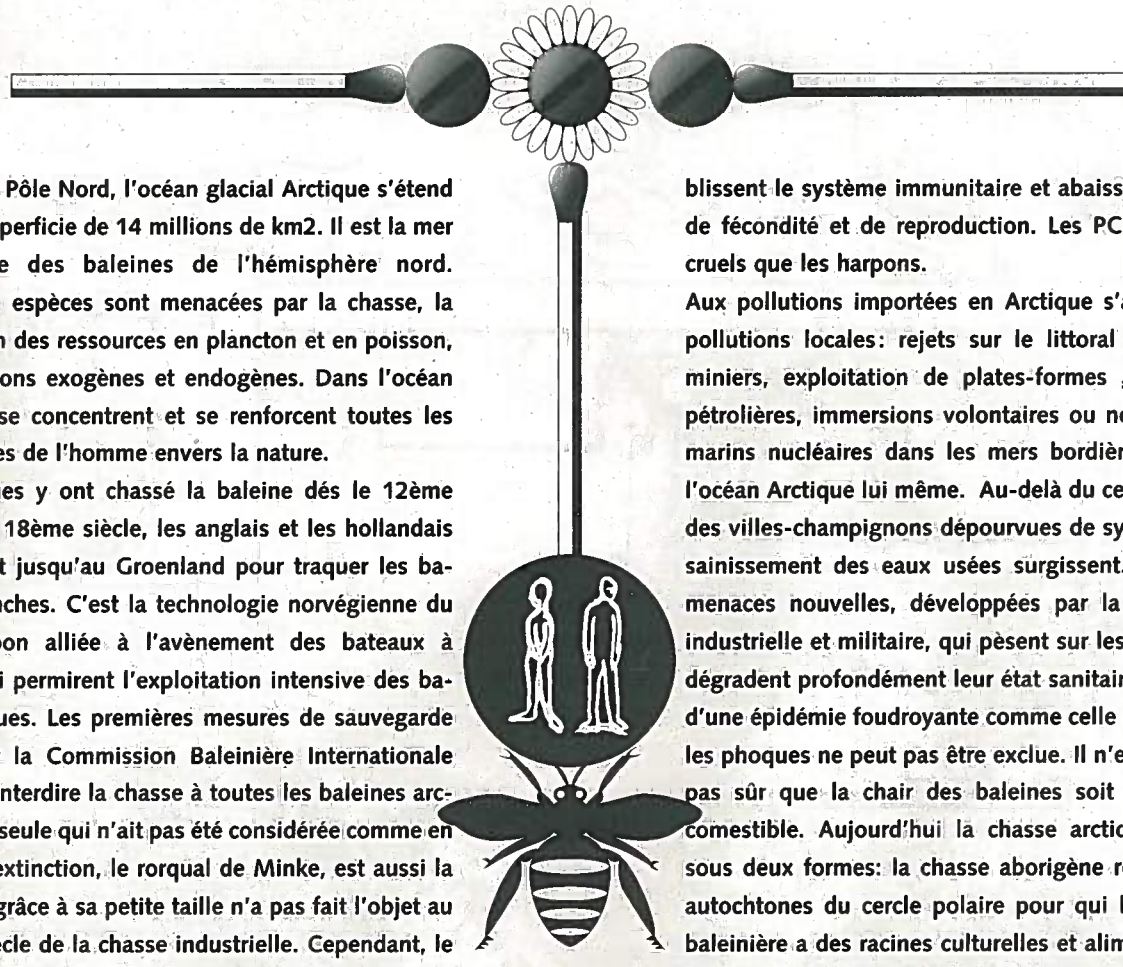
Cherbourg court après la mer et s'extasie du moindre trafic sporadique, comme de l'arrivée de ce bateau du Brésil transportant 2000 tonnes de granit pour les sépultures bretonnes, avec en prime 26 tonnes d'un bois "très rare", du "bois de violette". Un autre bon coup, c'est ce fleuve de pierres, 300000 tonnes par an, arrachées dans les carrières proliférantes du bocage, pour les enrochements des ports de plaisance de Jersey et Guernesey. "La route des cailloux est ouverte" titre la presse locale. Chaque jour, vingt camions de 38 tonnes amènent sur le quai les grès du Cotentin, par des chemins de traverse qui font hurler les riverains. La plate forme portuaire n'est pas désenclavée. Matières dangereuses sur les car-ferry, rush de poids lourds, déchets nucléaires, matières explosives, réglementation portuaire non respectée. Absence notoire de bateau pompe pendant les chargements et déchargements des cargos d'explosifs. Pas d'arrêté spécifique concernant les matières radioactives: il est attendu depuis 1981. La carte postale est sévère.

Mais la Communauté Urbaine de Cherbourg vient d'obtenir "l'écharpe verte" pour son projet de collecte et de tri des déchets ménagers et banals. Les vieux médicaments seront donnés à "Pharmaciens sans Frontières", une organisation à vocation humanitaire transformée en éliminateurs de déchets, les textiles et papiers à la Communauté Emmaüs, qui ne sait plus quoi en faire et dont les entrepôts sont parfois victimes d'incendies. Il est même prévu de recycler les bitumes de voirie. Rien n'arrêtera ces formidables pionniers du recyclage qui se sont fait la main sur les combustibles irradiés.


Spazio riservato alle etichette accessorie
M. 251
Dogana/Douane/Zoll
Customs/Told/Τελωνεῖο
T
Stazione mittente
Data di spedizione
M. 240
(per trasporto in uscita che ha già eseguito le operazioni doganali italiane d'esportazione)
10 Nome del mittente e indirizzo (via e città)
AVANDERO
14 Nome del destinatario e indirizzo (via, città e Stato)
U.S. NAVY
Alla stazione d'appoggio di (per operazioni da eseguire nello Stato del natario prima della riconsegna)
MODANE
22 Stazione destinataria
CHERBOURG
(Raccordo
Codice della stazione destinataria o di quella di appoggio
87144487
19 Carro
P.I.P. N°
Designazione della merce o numero del mista
ESPLOSIVI
47 Sdoganamento nella stazione di (nello Stato destinatario)
CHERBOURG
49 Itinerario (punti di frontiera attraversati)
MODANE
Codice reg. d'inoltro
Tonn. e decimi
Tara del carro
Massa del carico
Massa totale
Codici di itinerario
8342

BALEINES À L'ARCTIQUE DE LA MORT

Au pôle Sud, dans l'océan Antarctique, il est désormais interdit de pratiquer la chasse commerciale à la baleine. L'Antarctique bénéficie d'une tranquillité relative due à son éloignement des grandes sources de pollution industrielles, à sa démographie quasi nulle et au Traité de l'Antarctique excluant les activités militaires. Au pôle Nord, l'océan Arctique ne bénéficie pas des mêmes conditions. Il est même au coeur du problème, et les baleines aussi. C'est pourquoi, après l'adoption du sanctuaire baleinier en Antarctique, Robin des Bois a proposé un sanctuaire en Arctique. Certains pays membres accueillent le projet avec enthousiasme. Nous le développerons au cours de la 48éme réunion de la CBI qui se tiendra à Dublin fin mai.



Autour du Pôle Nord, l'océan glacial Arctique s'étend sur une superficie de 14 millions de km2. Il est la mer nourricière des baleines de l'hémisphère nord. Certaines espèces sont menacées par la chasse, la diminution des ressources en plancton et en poisson, les pollutions exogènes et endogènes. Dans l'océan Arctique, se concentrent et se renforcent toutes les négligences de l'homme envers la nature.

Les Basques y ont chassé la baleine dés le 12ème siècle. Au 18ème siècle, les anglais et les hollandais poussèrent jusqu'au Groenland pour traquer les baleines franches. C'est la technologie norvégienne du lance-harpon alliée à l'avènement des bateaux à vapeur qui permirent l'exploitation intensive des baleines bleues. Les premières mesures de sauvegarde prises par la Commission Baleinière Internationale ont été d'interdire la chasse à toutes les baleines arctiques. La seule qui n'ait pas été considérée comme en danger d'extinction, le rorqual de Minke, est aussi la seule qui grâce à sa petite taille n'a pas fait l'objet au 20ème siècle de la chasse industrielle. Cependant, le régime alimentaire des rorquals est affecté par la diminution des capelans, des harengs et des lançons. La Norvège, l'Islande, le Danemark pratiquent en effet la pêche minotière, c'est à dire la pêche de petits poissons grégaires qui sont ensuite réduits en farine pour alimenter les élevages de poisson ou de bétail. Les Danois pêchent deux millions de tonnes par an de ce "menu fretin" en mer du Nord.

Les courants atmosphériques ou marins charrient vers le Pôle Nord les rejets de produits chlorés, de métaux lourds, d'acides et de pesticides des industries européennes, américaines et eurasiennes. Les travaux réalisés par le laboratoire d'écologie marine du CEA montrent que les "signatures radioactives" de l'usine de la Hague se retrouvent en mer de Norvège.

L'inquiétude se porte particulièrement vers les PCB. S'accumulant dans les graisses des baleines, ils affaiblissent le système immunitaire et abaissent les taux de fécondité et de reproduction. Les PCB sont plus cruels que les harpons.

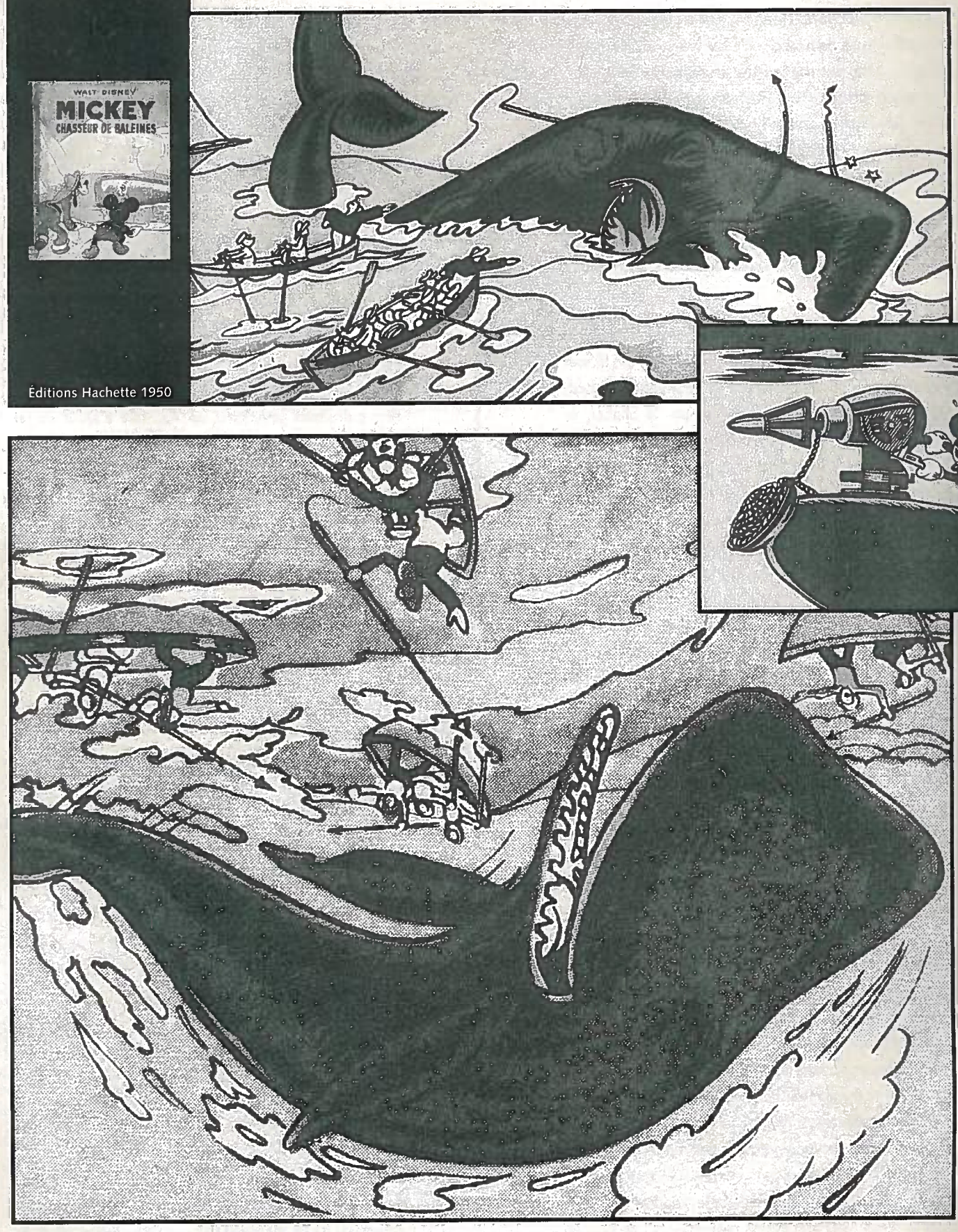
Aux pollutions importées en Arctique s'ajoutent les pollutions locales: rejets sur le littoral de déchets miniers, exploitation de plates-formes gazières ou pétrolières, immersions volontaires ou non de sous-marins nucléaires dans les mers bordières ou dans l'océan Arctique lui même. Au-delà du cercle polaire, des villes-champignons dépourvues de système d'assainissement des eaux usées surgissent. Autant de menaces nouvelles, développées par la civilisation industrielle et militaire, qui pèsent sur les baleines et dégradent profondément leur état sanitaire. Le risque d'une épidémie foudroyante comme celle qui a frappé les phoques ne peut pas être exclue. Il n'est d'ailleurs pas sûr que la chair des baleines soit aujourd'hui comestible. Aujourd'hui la chasse arctique perdure sous deux formes: la chasse aborigène réservée aux autochtones du cercle polaire pour qui la ressource baleinière a des racines culturelles et alimentaires, et la chasse aux rorquals de Minke effectuée par des communautés de pêcheurs norvégiens du nord des îles Lofoten. Le quota vient d'être revu à la baisse. La chasse Islandaise est en veille technique. "Nous attendons de voir comment les norvégiens vont s'en sortir" dit-on à Reykjavik.

A court terme, la CBI adoptera le NMP (New Management Procedure), une nouvelle méthode d'évaluation des populations de baleines, jugée plus fiable par la majorité des experts. Sur la base de quotas "de prudence", la chasse reprendra.

Sans nuire aux minorités ethniques, l'objectif du sanctuaire baleinier en Arctique est de prévenir toute extension de la chasse commerciale notamment de la part des russes dont la politique en la matière semble assez versatile ou d'autres pays non membres de la CBI, comme le Canada ou l'Islande.

LA VIE CACHÉE DE MICKEY

Éditions Hachette 1950



D'un saut gracieux et plein d'ironie, la baleine se sauve et disparaît sous les yeux des matelots stupéfaits. En désespoir de cause, le commandant autorise Mickey à entreprendre lui-même la capture du monstre.

(suite au prochain numéro ...)